Le numéro : 2,50 F - Belgique : 25 FB - Italie : 300 L

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

| | | Pages |
|---|---|-------|
| | | _ |
| • | L'impérialisme et le Vietnam | 1 |
| | Impérialisme et militarisme | 5 |
| • | Comment ils fêteront le Cinquantenaire d'Octobre 1917 | 8 |
| • | THESES DE LA GAUCHE AU III. CONGRES DU P. C. D'ITALIE (1926) | |
| | — Introduction | 12 |
| | — Thèses | 25 |
| | ● La Vie du Parti | 66 |

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tôche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

L'IMPÉRIALISME **et le Vietnam**

Le récent échange de correspondance "au sommet" entre Johnson et Ho Chi Minh a souligné, si cela était nécessaire, la profondeur insondable de l'impasse dans laquelle est engagé, à travers l'atroce conflit vietnamien, le système de domination mondiale du mode de production capitaliste et, avec lui, le sort de l'humanité contemporaine.

La publication de ce dialogue de sourds représente un constat de faillite totale, un aveu d'impuissance définitif de la part des "dirigeants" nationaux, absolument incapables de maîtriser les forces irréductiblement antagonistes au service desquelles ils se trouvent pliés. Elle illustre la thèse maintes fois réaffirmée par notre courant : seul le prolétariat peut mettre fin aux contradicitons implacables de la société bourgeoise, et en particulier au lancinant problème national. Seul le prolétariat est capable de mettre fin à la division de l'humanité en nations indépendantes et hostiles, mais il ne peut le faire qu'en s'inspirant des positions classiques du marxisme révolutionnaire, telles qu'elles furent restaurées par les premiers congrès de l'Internationale communiste et formulées le plus clairement au Congrès des peuples de l'Orient à Bakou.

A quel degré de dégénérescence ou, pour mieux dire, à quelle liquidation totale a abouti l'abandon par le nationalisme stalinien de l'internationalisme bolchevique et, en conséquence, des positions théoriques cardinales du marxisme, il suffit pour le constater de lire le texte du message adressé par Ho Chi Minh à Johnson et publié par Hanoï, explique le ministre nord-vietnamien des affaires étrangères, « dans le but de dévoiler à l'opinion mondiale l'entêtement et la perfidie des gouvernants américains ». Ho Chi Minh ne fait que développer cette idée: la cause de la guerre est la volonté du gouvernement des Etats-Unis: « Le gouvernement des Etats-Unis a déclenché et intensifié la guerre d'agression au Vietnam du Sud en vue de prolonger la division au Vietnam et de trans-

former le Vietnam du Sud en une néo-colonie (sic) et une base militaire américaines... Le gouvernement des Etats-Unis a commis des crimes de guerre, des crimes contre la paix et contre l'humanité... Le gouvernement des Etats-Unis est entièrement responsable de la situation extrêmement grave au Vietnam... Le gouvernement des Etats-Unis a provoqué la guerre

grave au Vietnam... Le gouvernement des États-Unis a provoqué la guerre d'agression au Vietnam. Il doit cesser cette agression... Il est à souhaiter que le gouvernement des États-Unis agisse conformément à la raison ».

Pour quiconque possède quelques rudiments de culture marxiste, un tel langage évoque irrésistiblement celui de Kautsky que Lénine écrasa dans une polémique célèbre. Mais nous avons affaire ici à du sous-Kautsky: la dégénérescence de la IIIº Internationale a dépassé celle de la seconde. Le social-démocrate n'avait pas peur du mot : impérialisme. Il s'efforçait seulement de prouver, face au terrible théoricien bolchevik, que l'impérialisme n'était pas la superstructure nécessaire du capitalisme financier monopoliste, avide de débouchés pour ses marchandises et ses capitaux et de bases militaires et navales destinées à assurer leur protection, mais seulement une politique parmi d'autres possibles, la politique "préférée" du capital, certes, mais dont on pouvait le faire changer. Il en concluait à la possibilité d'éviter les guerres, à la possibilité d'un développement harmonieux vers l' "ultra-impérialisme". Par deux fois, l'histoire a tranché ce débat. La préparation active et universelle d'un troisième conflit mondial, dont la guerre au Vietnam n'est qu'un signe avant-coureur, est une nouvelle preuve, combien superflue! de la validité de l'analyse marxiste avancée par le défenseur du bolchevisme.

Pour le stalinien Ho Chi Minh, le mot même d'impérialisme est gênant : la guerre impitoyable menée contre son peuple par l'impérialisme le plus puissant au monde, qui terrorise l'Amérique latine, intervient brutalement au Congo, organise l'assassinat en masse des paysans d'Indonésie, n'est pour lui qu'une "politique" déraisonnable d'un "gouvernement" dont on tait pudiquement la nature économique et sociale des forces anonymes à la contrainte desquelles il est entièrement soumis.

Le philistin objectera évidemment qu'il s'agit d'un document diplomatique, que dans ce genre de choses, en plus de la politesse nécessaire, une certaine hypocrisie est couramment admise, et qu'au fond c'est bien de l'impérialisme qu'il s'agit lorsque Ho Chi Minh dénonce la prétention américaine de transformer le Vietnam du Sud en colonie et en base américaines.

Nous répondrons d'abord que la terminologie employée est typiquement stalino-khrouchtchévienne : l'emploi du terme "néo-colonialisme" accrédite, en effet, l'idée que la "décolonisation" consécutive à l'affaiblissement des puissances coloniales européennes battues dans la seconde guerre mondiale, a porté un coup décisif, et même provoqué la mort de l'impérialisme traditionnel, donc que la seconde guerre mondiale "antifasciste" a abouti au recul de l'impérialisme, alors que la réalité crie évidemment le contraire, à travers la domination mondiale des États-Unis, la coexistence pacifique et, précisément, la guerre du Vietnam. Ho Chi Minh n'ose d'ailleurs pas préciser que c'est toute l'Indochine (Laos, Cambodge, Thaïlande) et tout le sud-est asiatique que Washington "veut" transformer en colonie, ni contre quelle puissance, la Chine, est dirigée la base sud-vietnamienne. Il ne l'ose pas, car cela reviendrait à donner à la guerre du Vietnam sa véritable signification, qui dépasse largement l'intention de s'assurer une "néo-colonie".

Nous répondrons ensuite qu'un document diplomatique publié n'est plus ou n'est pas un document diplomatique et qu'en l'occurrence le message de Ho Chi Minh est plutôt un manifeste, qui exprime sincèrement la pensée d'un dirigeant nationaliste enfermé dans les limites de la pensée bourgeoise, et qui ne fait que traduire la profonde impasse dans laquelle se trouve engagé le mouvement populaire vietnamien pour l'indépendance nationale, victime de la stagnation et de la putréfaction de la société bourgeoise mondiale.

Au risque de scandaliser le philistin, "homme de cœur", épris de paix et de justice, plein de bonne volonté, nous affirmons que Johnson, dans son désir de mettre fin au conflit vietnamien, est tout aussi sincère que Ho Chi Minh, et qu'il n'y a aucun "entêtement" ni aucune "perfidie" chez les gouvernants américains. Il est vrai qu'il fait litière des sacro-saints principes bourgeois d'indépendance et de liberté, mais quel bourgeois les a jamais pris au sérieux ? Johnson peut-il renoncer à la colonisation du sud-est asiatique que réclame impérieusement le dynamisme soutenu de l'économie américaine, renforcé encore par le développement de l'automation? Peut-il renoncer à s'assurer des bases contre le futur concurrent chinois? Peut-on reprocher à un dirigeant d'Etat bourgeois de prendre les mesures destinées à éviter d'avoir à faire front, demain, dans les rues de la citadelle américaine, à des millions de prolétaires en marche ? Johnson est tout aussi prisonnier des catégories bourgeoises, et il s'agit ici des catégories économiques, les plus immédiatement contraignantes, que Ho Chi Minh l'est des catégories politiques. Aussi tout appel à sa "raison" est-il vain.

Plus longue est la survie d'un mode de production qui a fait son temps, plus proche est le moment où il aura épuisé ses dernières possibilités et plus déchirantes sont ses contradictions, plus douloureux devient son développement. La guerre du Vietnam prouve que le mode de production capitaliste approche de sa fin, — d'une part parce qu'il ne peut plus permettre à de nouvelles nations, c'est-à-dire à de nouveaux bourgeons du capitalisme d'éclore, — d'autre part parce que l'impérialisme le plus puissant (et qui bénéficie pour des raisons de stabilité sociale planétaire de la solidarité de toutes les autres puissances) ne peut parvenir, malgré un déploiement de force colossal, à étouffer la tendance à la formation de nouveaux bourgeons. La seule force sociale qui soit capable de libérer le développement des forces productives du cadre étriqué où les enfer-

ment les rapports de production bourgeois et les Etats qui les défendent, c'est-à-dire en même temps les nations, c'est le prolétariat.

Le but ultime du mouvement prolétarien n'est donc pas l'indépendance nationale, mais le triomphe mondial de la dictature communiste que suivra le dépérissement des nations autonomes et indépendantes. Il s'oppose donc au nationalisme petit-bourgeois qui restreint l'internationalisme à la reconnaissance du principe d'égalité des nations comme le fait Ho Chi Minh. Toutefois, pour ne négliger aucune des conditions favorables à la victoire du socialisme, il ne se désintéresse pas de la lutte des couches populaires pour l'indépendance nationale. Mais dans cette politique d'alliance avec des forces non-prolétariennes il ne perd jamais de vue deux principes :

- 1) L'organisation communiste doit être instruite de ses tâches particulières, c'est-à-dire de sa mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. Elle ne doit jamais fusionner avec les mouvements révolutionnaires non communistes;
- 2) L'organisation communiste doit subordonner les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier.

On sait comment en U.R.S.S. et en Chine ces principes fondamentaux de l'internationalisme furent violés. La guerre du Vietnam montre qu'ils sont seuls valables. C'est seulement en s'en inspirant et en reconstituant son organisation internationale de combat que le prolétariat pourra mettre fin aux atrocités et aux infâmies de la société bourgeoise moribonde. D'autre voie, il n'en existe pas.

IMPÉRIALISME et MILITARISME

Le développement forcené du militarisme, qui ne cesse de s'amplifier depuis les années 50 et qui dépasse tout ce que les deux avant-guerre avaient pu réaliser, est un des démentis les plus cinglants apportés par les faits aux apologistes de la grande croisade antifasciste, aux stallniens et aux démocrates défenseurs du caractère progressiste et anti-impérialiste de la seconde guerre mondiale.

La destruction des forces armées hitlériennes, héritières du "pangermanisme prussien", et du "militarisme japonais" devait, d'après eux, mettre fin au "fléau de la guerre" et à la course aux armements qui le précède.

Les lendemains n'ont pas tenu leurs promesses et le champion du militarisme d'aujourd'hui n'est autre que le champion de la démocratie d'hier, ce pays qui n'avait, il y a trente ans, qu'une armée permanente insignifiante et qui tient aujourd'hui sur pied de guerre, en pleine paix, plus de trois millions de soldats, dotés d'un armement colossal.

Mais ceci n'est qu'un commencement : le projet du budget que le président Johnson adressait en janvier au Congrès fixe à 70 milliards de dollars le montant des autorisations de programme pour la défense en 1966-67 et escompte qu'elles dépasseront 75 milliards l'an prochain. C'est, ècrit "Le Monde" du 26 janvier 1967, « un budget de guerre en économie de paix ». Cette somme, qui représente 56 % du projet de budget fédéral, n'a été dépassée que deux fois dans l'histoire des Etats-Unis, en 1944 et 1945, avec 76,8 et 81,3 milliards de dollars. Et "Le Monde" commente ces chiffres en concluant : « Les Etats-Unis, qui avaient commencé la guerre du Vietnam avec une armée assez importante en sortiront avec une super-armée, prête — ou croyant l'être — à toutes les formes de combat sous toutes les latitudes, et qui s'organise et s'équipe en conséquence à un rythme bien différent de ce qu'îl eut été sans l'engrenage et le champ de manœuvre du Viet-Nam ».

**

L'Amérique du Nord, parce qu'elle est l'Etat capitaliste le plus puissant à ce jour, offre le meilleur exemple du lien entre la structure impérialiste de l'économie et le caractère militariste de la politique des grandes puissances modernes. L'Angleterre, même si l'on tient compte de l'importance de sa flotte, n'a pas fourni, depuis la fin du XIX', un exemple aussi clair : cela tient à la protection naturelle que lui valait son insularité, à l'utilisation (époque bénie mais révolue!) de troupes indigènes pour tenir les colonies — pratique dont Lénine, citant

Hobson dans "l'impérialisme", avait souligné le danger — et enfin à l'équilibre relatif des forces mondiales qui lui permettait d'utiliser son énorme puissance financière en achetant des alliés. C'est au contraîre dans les Etats les moins pourvus de colonies, c'est-à-dire de sources de matières premières et d'aires d'investissement pour les capitaux, l'Allemagne, le Japon, l'Italie, que el développement du capitalisme, plus rapide qu'en Grande-Bretagne et en France, déboucha tout naturellement sur le militarisme.

Notre courant affirma, dès 1945, que non seulement la défaite des puissances de l'Axe n'avait pas résolu les problèmes posés par la survie du capitalisme mondial à la secousse révolutionnaire d'Octobre, mais que l'issue de la seconde guerre impérialiste n'avait fait que les aggraver.

C'est précisément à l'exacerbation des contradictions de la société capitaliste mondiale qu'est due la militarisation croissante de l'économie américaine et, à sa suite, des économies européenne, russe, chinoise, indienne et, en général des pays promus récemment à "l'indépendance" tels le Maroc ou l'Algérie. Non seulement les Etats-Unis doivent se préparer à intervenir avec leurs propres forces dans leurs propres chasses gardées d'Amérique latine, comme ils l'ont fait déjà à St-Domingue, mais ils doivent encore faire face, sur le marché mondial, d'une part à leurs anciens amis anglo-français et à leurs anciens ennemis germanonippons ; d'autre part à des adversaires que les Alliés de 1914 et de 1939 ne connaissaient pas, ces nouveaux centres moteurs du capitalisme que l'échec de la révolution prolétarienne en Europe a laissé prospérer : l'U.R.S.S. après 1927, la Chine après 1945.

Enfin, il leur faut prévoir les soulèvements endémiques des peuples dépendants du Sud-Est Asiatique, dont les combats du Viet-Nam laissent prévoir la violence, et qu'ils sont les seuls à pouvoir espérer contenir.

Les Etats-Unis cumulent donc les raisons de nourrir le militarisme le plus agressif que le monde ait connu : des colonies domestiques à conserver, comme hier l'Angleterre et la France, des zones d'influence à conquérir en raison d'un développement économique soutenu, comme hier l'Allemagne et le Japon, un rôle de gendarme mondial à assurer. C'est à ces tâches que font face les forces américaines partout dans le monde, et que leur redéploiement actuel vise à mieux remplir.

*

Jamais l'armée d'un Etat impérialiste n'a revêtu autant le caractère de force expéditionnaire : sur trois millions de militaires, plus d'un million se trouvent en dehors du territoire national. 45 % des unités opérationnelles classiques sont stationnées en permanence à l'étranger. Elles occupent une centaine de grandes bases dont cinquante en Asie, quarante en Europe, dix en Afrique. Des sousmarins nucléaires sillonnent les mers, entretenus par des navires ateliers stationnés dans l'Atlantique et le Pacifique.

En dehors des bases fixes, la stratégie américaine repose sur l'utilisation de forces d'intervention stationnées aux Etats-Unis mêmes et pouvant être transportées rapidement en un point quelconque du globe par une flotte de six cents quadrimoteurs C. 124 ou C. 141 qui représente une capacité d'emport instantané de 23.000 soldats et de 5.000 tonnes de matériel. Pour transporter une division de 25.000 hommes et tout son matériel, plus de 35.000 tonnes, il faut actuellement treize jours vers l'Europe et trente jours vers le Sud-Est asiatique avec les C. 141 complétés par des moyens maritimes.

Ayant pris conscience, à travers la résistance opiniatre du Vietnam, du danger que représenterait l'éclatement de foyers insurrectionnels dans d'autres pays coloniaux et de la nécessité d'y répondre avec une très grande rapidité, les dirigeants des Etats-Unis et le Pentagone s'emploient à réviser ce système des bases fixes et des forces transportées par C. 141. Le plan est d'abandonner sinon toutes, du moins un grand nombre des bases fixes et afin de donner aux forces armées une mobilité stratégique beaucoup plus grande de les concentrer sur la "forteresse Amérique" en prévoyant des dispositifs d'intervention à l'extérieur beaucoup plus rapides.

La mobilité aérienne serait assurée par la construction d'une flotte de 100 avions gros porteurs C5A capables d'emporter 110 tonnes à 5.000 km, y compris le matériel lourd, chars M-60 ou hélicoptères. Les délais de transport d'une division seraient alors ramenés, en 1975, à trois jours pour l'Europe et sept jours pour le Sud-Est asiatique. La mobilité logistique serait assurée par le programme « F.D.L. » (Fast Deployment Logistic) : construction de cargos rapides et spécialisés stationnés au large des zones de tension possible, et assurant le soutien logistique immédiat aux unités débarquées, réparations, ravitaillement, énergie. Véritable usine flottante, un seul cargo équipé d'une centrale nucléaire peut fournir une énergie équivalente à la consommation d'électricité d'une ville de cinquante mille habitants.

On comprend le double avantage que présente pour l'impérialisme américain l'adoption d'un tel programme.

Sur le plan économique, s'ajoutant à la course aux armements terrestres, aériens, navals classiques et à la couse aux fusées et armes nucléaires, ce programme offre de riches perspectives à l'accumulation du capital dans un système où l'accélération de l'automation et l'utilisation des ordinateurs pousse inéluctablement à la saturation du marché. Sur le plan politique il tend à éviter les inconvénients, externes et internes, du stationnement de troupes nombreuses à l'étranger tout en donnant plus de souplesse et d'efficacité à l'entreprise systématique de domination mondiale, car il est effectivement probable que les soulèvements armés des peuples coloniaux auront lieu en ordre dispersé, présentant donc pour les forces américaines la possibilité de les écraser séparément par une intervention immédiate.



La critique marxiste tire de cet ensemble de faits les conclusions suivantes :
Sur le plan théorique, il n'y aura pas de désarmement tant que subsistera l'impérialisme. Et tant que durera le capitalisme l'espèce humaine sera menacée par l'inévitabilité des guerres. La bourgeoisie a d'ailleurs fait l'aveu définitif de son échec puisqu'elle ne PARLE même plus de désarmement. Seul le prolétariat peut, par la destruction de l'Etat bourgeois suivie de l'élimination du capitalisme, sauver l'espèce des armements et des guerres ;

Sur le plan politique, la voie qui mène à la prise d'assaut de l'Etat passe par l'alliance des prolétaires blancs et des peuples de couleur. Si l'impérialisme américain malgré la mobilité stratégique de ses armées ne parviendra jamais à écraser définitivement la révoite des esclaves coloniaux, ceux-ci, malgré tout leur héroïsme, ne réussiront pas à tarir la source de leurs maux, qui deviendra de plus en plus la "forteresse Amérique". Les plus solides forteresses se prennent de l'intérieur. C'est au prolétariat américain allié aux autres détachements du prolétariat mondial que reviendra cette tâche.

Comment ils fêteront le cinquantenaire d'Octobre 1917

Le 4 janvier 1967, le C.C. du P.C.U.S. a pris une "résolution" pour préparer le cinquantenaire de la Révolution d'Octobre. Ce texte publié sur deux pages de la "Pravda" du 8 janvier montre bien ce qui reste de l'œuvre de Lénine à l'époque de la "coexistence pacifique" et des "voies nationales" au socialisme.

"La Révolution d'octobre a ouvert la voie à la solution des problèmes fondamentaux posés par le développement antérieur de l'histoire universelle sur l'avenir de la société, le caractère du progrès social, la guerre et la paix, les destinées de la civilisation mondiale".

Derrière l'écran de fumée de phrases sur "l'avenir", le "progrès social", la "paix" et la "civilisation", l'on se débarrasse en quelques lignes du "marxisme-léninisme" dont la doctrine revue et corrigée est devenue un fatras de formules hétéroclites que l'on a reniées ou de tabous staliniens mille fois démentis par l'histoire. Ce marxisme jubilaire parle encore de "la faillite inévitable du capitalisme et de l'établissement du socialisme". Mais même une phrase aussi générique fait figure de survivance antédiluvienne : par ses paroles et par ses actes, Moscou s'attache toujours plus à prouver que la "compétition" reste ouverte entre les deux "systèmes".

On a encore sorti pour la fête "le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière dirigée par le parti communiste". Mais est-ce un rôle d'avant-garde et des actions de classe que les prétendus partis communistes inspirent encore au prolétariat mondial ? Comme l'a dit Waldeck-Rochet dans une interview post-électorale au journal du P.C. italien : "Contre de Gaulle, nous luttons pour la démocratie et non pour le socialisme".

La résolution du Comité Central russe a le front de parler de dictature prolétarienne comme partie intégrante de la doctrine marxiste, alors que le "marxisme" 1967 l'exclut officiellement de l'histoire et que la Russie elle-même déclare avoir remplacé la dictature de classe instaurée sous Lénine par un "Etat de tout le peuple", copie conforme de la démocratie bourgeoise. Mais les discours commémoratifs n'engagent en rien : dans toute commémoration officielle il y a quelque chose d'un enterrement.

Reste la part de Staline à ce marxisme d'Arlequin. Elle se résume en trois points :

- "L'industrialisation du pays et la transformation socialiste de l'agriculture";
 - "La solution de la question nationale" :
- "L'élévation du niveau de vie des travailleurs et la réalisation de la révolution culturelle (sic !)".

Il faut le dire tout de suite, en célébrant le cinquantenaire d'Octobre Moscou n'entend même pas faire le bilan du "marxisme d'aujourd'hui". Son bilan, c'est celui d'un "demi-siècle de luttes et de victoires du peuple soviétique". En foi de quol, le Comité Central russe embrasse dans une même étreinte les héros de la révolution et de la guerre civile, et les victimes des premiers plans quinquennaux ou de la guerre impérialiste : "Grande est la voie de notre peuple. Grands sont ses exploits. Il sera l'éternel exemple des générations futures et de tous ceux qui ont choisi le chemin de la liberté".

'Le cinquantenaire d'Octobre, c'est la création d'une grande industrie socialiste aux rythmes de développement constants, à la technique moderne capable de résoudre les problèmes scientifiques et les tâches économiques les plus complexes. La transformation de l'Union soviétique en une grande puissance industrielle est la plus grande victoire de la classe ouvrière et de tout le peuple".

"Le cinquantenaire d'Octobre, c'est l'élévation du niveau de vie du peuple. Le droit au travail et au repos, à l'enseignement gratuit, à l'assistance médicale et à la retraite est devenu habituel aux Soviétiques. Le socialisme a apporté à l'homme soviétique l'assurance du lendemain ; il n'est plus écrasé par la peur du chômage, des abus et de la misère".

Quel est le pays capitaliste un tant soit peu développé qui ne met pas à son actif, à côté des vieïlles "garanties constitutionnelles", les bienfaits d'une "légis lation sociale", de "l'élévation du niveau de vie" et de la "civilisation des loisirs "? Au même moment où ils lançaient sur ce terrain leur "compétition pacifique" avec l'Occident, les dirigeants russes ont découvert que la clé du succès ne pouvait être que la rentabilité économique, le profit d'entreprise et la liberté commerciale. Arrangez-vous pour faire cadrer cela avec le socialisme!

A Moscou l'on fêtera l'année 1917 comme une révolution nationale, comme une révolution bourgeoise, comme le 14 Juillet russe.

A l'autre extrémité de cette Europe que la révolution prolétarienne d'Octobre s'était bien juré de conquérir, on commémorera aussi la "révolution russe". Le "Monde diplomatique", dans son numéro de mars, montre bien avec quelle sérénité la grande bourgeoisie peut aujourd'hui considérer ces jours lointains qui "ébranlèrent le monde". Le "journal de la coopération et des grandes associations internationales" laisse d'abord deux Staliniens se débrouiller avec le mythe du "socialisme russe". Il s'agit d'Hènri Denis et d'Henri Lelèbvre.

Le premier se propose de concilier "la doctrine marxiste-léniniste et les réalités de l'économie socialiste". Ou plutôt, il ne se soucie pas de conciliation, mais raconte comment, dès 1939, le "grand" Kantorovich redécouvrit en Russie les thèses avancées en 1906 par l'économiste ("ô combien bourgeois !") Vilfredo Pareto, selon lesquelles une économie n'est efficiente que si la productivité de chacune de ses parties est égale à la "marge". Lorsque Liberman eut découvert Kantorovitch et Khrouchtchev Liberman, on en vint, de découverte en découverte, à l'autonomie des entreprises soviétiques. Pourquoi s'inquiéter ? Le seul résultat qui compte c'est l'efficacité. "La concurrence entre les entreprises privées, dans le régime capitaliste, procure ce résultat que Marx n'a pas soupçonné". D'ailleurs, le pauvre Marx "n'a consacré que quelques lignes à décrire la société communiste"! Il ne faut donc pas être "dogmatique", mais se plier à la réalité. Henri Denis nous explique cela avec force citations de... Hegel. Car, voyez-vous, "la critique marxiste du capitalisme est profondément hégélienne". Et comme "ce qui est réel est rationnel", ce qui est russe doit être socialiste!

Conclusion: "L'évolution de l'économie soviétique a été commandée par l'obligation, pour faire œuvre positive, de se soumettre à la nécessité extérieure,

ce qui n'implique pas, contrairement à ce que certains pensent, qu'on ait abandonné le souci de libération de l'homme. Ne pourrait-on soutenir que cette acceptation du réel représente, en dernière analyse, la véritable fidélité marxiste ?".

D'Henri Lefebvre nous ne dirons qu'une chose ; il reste la "conscience malheureuse" du stalinisme. Invité à expliquer à ses lecteurs diplomates le contenu des divergences entre "l'économisme" russe et le "politique d'abord" des Chinois, il patauge dans la "rationalité en marche" et finalement ne peut se prononcer : "Le choix serait-il inéluctable entre le pragmatisme et le dogmatisme, entre l'économisme et le "politique d'abord"?

Voilà ce qui reste du stalinisme. Depuis longtemps le kolkhozien, les deux pieds dans son fumier, ne songe plus au "socialisme"; depuis longtemps les directeurs de l'économie russe, enfoncés jusqu'au cou dans la "réalité", ne discutent que bilans et profits. Mais, à travers le monde, l'âme damnée du "socialisme russe" n'a pas encore trouvé sa tombe, même dans le journal des diplomates français. C'est qu'il est bon pour le Capital de laisser des "marxistes" découvrir les œuvres de Pareto; de leur permettre de bavarder sur la "libération de l'homme", version plus raffinée des slogans publicitaires de nos modernes "sociétés de consommation". Et il n'est même inutile pour le Capital qu'un Denis ou un Lefebre mette Hegel à la sauce du conservatisme prussien d'il y a un siècle. L'idéologie nazie n'était pas remontée aussi haut pour justifier la "rationalité en marche".

Que le lecteur se rassure! Dans ce compte rendu sur les "preparatifs" du cinquantenaire d'Octobre, nous ne nous sommes pas laissé entraîner loin de notre sujet par la polémique et les sarcasmes. Moscou commémorera la révolution d'Octobre comme une fête nationale. Le stalinisme international (ou plutôt ce qu'il en reste) fera dire quelques messes dans le genre de celle qu'ont récitée l'économiste Denis et le philosophe Lefebvre. El y a une troisième manière : c'est celle que nous présente, toujours dans le même numéro du "Monde diplomatique", le journaliste B. Féron.

Son article porte un titre prometteur : "De la Troisième Internationale aux colloques périodiques". Mais n'étant nullement "engagé", le journaliste professionnel se gardera bien de tirer la moindre conclusion d'une telle dégringolade. Quoi qu'il en soit, à la différence des "Communistes" de Moscou et de Paris, le publiciste bourgeois est le seul à se rappeler qu'il y eut une Internationale et que la victoire d'Octobre se rattache à sa création, à son programme et à ses perspectives de lutte. Dans ce monde de la "coexistence pacifique", où un archevêque n'a pas peur de prendre la défense d'ouvriers en grève, il faut un Bernard Féron pour dire ce que fut l'Internationale de Lénine :

« Jusqu'alors une Internationale était une sorte de fédération de mouvements nationaux déjà existants. Elle définissait une doctrine, traçait la ligne politique qu'en principe devaient suivre ses adhérents. Néanmoins, l'organisation était à peu près inconcevable sans la coexistence ou plutôt l'affrontement des tendances. Son programme ne pouvait être que le fruit de compromis ». Bernard Féron a même lu et appris que l'Internationale Communiste s'est construite comme un parti mondial unique également hostile à ce qu'on appelle aujour-d'hui le "polycentrisme" et à la politique qui lui correspond : celle des "voies nationales et parlementaires" vers le socialisme.

Bernard Féron salue encore en passant la dissolution de l'Internationale par Staline, le 15 mai 1943. Après avoir montré comment ce parti mondial du prolétariat est devenu, sous Staline, l'instrument de la politique russe, il glisse doucement sur le passage de la Russie avec armes et bagages au service de l'impérialisme mondial. La dissolution du Komintern, dit-il, n'était qu'une "mesure de circonstance qui ne changeait à peu près rien à la réalité, sinon qu'elle facilitait la collaboration des communistes avec les autres forces de résistance à Hitler".

Il ne fallait pas en demander plus à un journaliste bourgeois. Sa lucidité est à la mesure de sa reconnaissance. Il a compris, lui, que Moscou a trahi et liquidé l'Internationale de Lénine et tout ce qui fut l'œuvre des bolcheviks. Mais il éprouve encore le besoin de discourir sur les premières années de l'Internationale. Et là son crétinisme est à la mesure de sa peur, de sa peur congénitale de l'ennemi de classe qui toujours revit et qui reformera demain ses bataillons.

Bernard Féron a donc étudié les 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste dans lesquelles il croit voir le principe et la garantie absolue d'un inquiétant monolithisme de parti. Et il s'écrie : "voilà le Mal" ! Les communistes du monde entier ont signé avec ces conditions "la charte qui allait permettre à Staline d'imposer sa dictature sur le mouvement international pour la seule raison qu'il était devenu le maître de l'U.R.S.S.". Un tel "enseignement" de l'histoire ne pourrait-il débarrasser pour toujours la bourgeoisie de la force monolithique d'un parti mondial du prolétariat ?

Le bourgeois garde le même silence superstitieux sur la contrerévolution que sur la révolution. Car si l'Internationale Communiste a dégénéré, ce n'est pas "pour la seule raison" qu'un Staline détenait le pouvoir en Russie et encore moins par la faute des 21 conditions de Lénine. Non ! Le centralisme du parti mondial ne fut pas taillé pour les besoins d'un quelconque chef du Kremlin, mais pour les exigences unitaires d'une lutte internationale contre le Capital. Ceux qui n'ont pas compris cela en 1919, en 1924, en 1926, ne sont pas restés longtemps des Communistes. Peu nous importe aujourd'hui que ces gens préfèrent les "colloques périodiques" et le "polycentrisme". Ils ont suivi leur chemin. Mais qu'on ne touche pas à notre Russie (celle d'Octobre), ni à notre Internationale, celle de Lénine!

Bernard Féron réussit ce tour de force de présenter l'Internationale Communiste et ses 21 conditions d'admission comme le grand obstacle à d'autres révolutions du prolétariat mondial : "Les historiens ont remarqué qu'aucune révolution communiste ne se produisit pendant la période d'existence du Komintern. Ce n'est guère étonnant puisque les chefs communistes avaient pour premier devoir de sauvegarder et de renforcer le tabernacle du socialisme". Aucune révolution en Allemagne de 1919 à 1923 ? en Chine de 1924 à 1927 ? Il n'y eut pas seulement des révolutions, mais les défaites accumulées ont été l'une des causes de la dégénérescence de Moscou et de l'Internationale. Ce ne sont pas ses principes, son centralisme, son programme qui ont été battus en ces premières années de l'Internationale Communiste, mais les forces prolétariennes qui s'étaient dressées pour abattre le Capital.

Comment donc fêteront-ils le cinquantenaire d'Octobre?

Les Russes en annonçant au monde quelque record de ventes sur le marché national du réfrigérateur.

Les démocrates staliniens de tous les pays en "s'ajournant" un peu plus par la lecture de Pareto et de l'encyclique "Populorum progressio".

La bourgeoisie triomphante en faisant des vœux pour que cela dure et que le cosmopolitisme des bonnes affaires ait longtemps le dessus sur l'internationalisme du prolétariat.

Thèses de la Gauche au III^e Congrès du Parti Communiste d'Italie

(LYON, 21-26 Janvier 1926)

Les "Thèses de Lyon" que nous publions ci-dessous se situent à un moment tellement crucial de l'histoire du mouvement communiste, qu'elles constituer tout à la fois un point d'aboutissement et un point de départ dans le labor e x processus de formation du parti de classe mondial du prolétariat.

Rédigées par le courant de gauche du parti communiste d'Italie pour être opposées aux thèses de la direction, alors à demi-stalinisée, elles furent présentées au III° congrès de ce parti, à Lyon, en janvier 1926. Elles suivent donc de quelques mois ce XIV° congrès du parti russe qui avait vu la quasi-totalité de la vieille garde bolchevique, Kamenev et Zinoviev en tête, se dresser dans un sursaut aussi violent qu'imprévu contre "l'embellissement de la N.E.P." et le "Paysans, enrichissez-vous!" des "professeurs rouges" et de Boukharine, et contre l'étouffant régime intérieur du parti instauré par Stailne. Elles précèdent aussi d'un mois à peine ce VI° Exécutif élargi de l'Internationale communiste où un bataillon d'avocats d'office tirera à boulets rouges sur la seule force internationale — la Gauche "italienne", précisément — qui se soit dressée pour dénoncer la crise du Komintern : en l'éliminant finalement, on préparera le terrain à la condamnation imminente de l'Opposition russe, qui adviendra en novembre-décembre

Le mouvement communiste international était arrivé à son croisement fatal. Au XIV° congrès, les Kamenev, Zinoviev, Kroupskaïa avaient eu conscience d'exprimer, eux qui avaient partagé jusque-là, ou peu s'en faut. la responsabilité politique de la direction, la révolte de forces sociales et matérielles en lutte, au sein de l'Etat soviétique, contre d'autres forces sociales et matérielles objectives, mille fois plus fortes que les individus se succédant à la tribune.

Sur le plan international de même, la Gauche savait en rédigeant des thèses qui, comme d'habitude, ne s'enfermaient point dans les étroites limites de la "question italienne", mais concernaient l'ensemble de la tactique communiste mondiale, elle savait qu'elle exprimait un cours historique qui, en l'espace de quelques mois, prendrait le nom de Chine et, par une convergence rare et même unique pour de nombreuses années, d'Angleterre, — un pays semi-colonial, donc, et la métropole impérialiste par excellence.

C'était l'année de l'épreuve suprême. Le destin de la Russie soviétique et de l'Internationale communiste dépendait en dernière instance de l'issue de la lutte des ouvriers et paysans chinois et des prolétaires britanniques. Au cours de cette année-la, l'Opposition russe verra sur quelle terrible pente on glissait depuis longtemps : s'élevant au-dessus d'anciens désaccords. Trotsky et Zinoviev. pour n'en citer que deux, feront bloc désespérément contre la marée des forces contre-révolutionnaires. Le premier surtout mènera tout au long de l'année 1927 une magnifique bataille, dont il sortira finalement vaincu. L'Opposition russe était battue, la révolution chinoise le fut aussi, la grande grève anglaise également : tout le mouvement communiste international était détruit. Pour la dernière fois, l'internationalisme prolétarien avait tenté désespérément à Moscou. ces deux années durant, de briser l'encerclement du "socialisme dans un seul pays". Cette bataille restera inscrite en caractère indélébiles sur les pages qui inspireront les générations futures de l'avant-garde révolutionnaire marxiste ; pourtant, l'Opposition russe ne pourra transmettre à ces générations le bilan général d'un cours historique amorcé bien avant 1926 et dont la débâcle finale était, au moins en partie, le produit. Elle pourra dénoncer le mal, mais non s'attaquer à sa racine. Elle ne le pourra pas, car elle partageait la responsabilité de ce cours historique, et mille fois Staline et Boukharine pourront la paralyser en le lui rappelant, sachant bien que désormais le grand antagoniste était emprisonné dans le filet tissé en commun.

Il n'en allait pas ainsi pour la Gauche "italienne". Pour faible qu'elle ait été eu égard à l'enjeu international, c'était la seule force qui pouvait tirer des graves avertissements qu'elle avait lancés, des années durant, sur les conséquences objectives de l'éclectisme tactique du Komintern, imposé désormais par les manipulations de l'organisation, la "terreur idéologique" et le poids écrasant de l'Etat, non pas le droit, mais bien la capacité de tirer la leçon globale des cinq années écoulées. Elle le fit au début et non à la fin de l'année décisive (avant même : en Italie, toute la discussion qui précède le III° congrès, en 1925, tourne autour de ce thème), reconnaissant dans le fait accompli ce qu'elle avait prévu longtemps à l'avance. Seule contre tous (Zinovlev le tout premier) au VIº Exécutif élargi, elle sera également la seule à réclamer que la "question russe" (c'està-dire la question du "socialisme dans un seul pays" et du régime bureaucraticodisciplinaire instauré par le stalinisme et imposé à tous les partis du Komintern) soit inscrite à l'ordre du jour d'un congrès international à convoquer d'urgence, et donc arrachée au monopole de discussion et de décision du parti bolchevique (la requête fut transmise au présidium qui la renvoya au plenum de novembre-décembre, particulièrement "orchestré"; le congrès ne se tint que deux années rlus tard, sur les ruines de toute opposition révolutionnaire). En présentant son corps de thèses au mouvement international comme base d'une solution organique et complète des problèmes tactiques, liée à une conception aussi ferme du programme, la Gauche y insérait la question russe comme un anneau de la chaîne liant entre eux tous les problèmes vitaux de l'Internationale. Au VIIº Exécutif élargi, Trotsky aura mille fois raison de dire qu'en misant sur la révolution mondiale, le parti bolchevique pourrait demeurer solidement au pouvoir, non pas une année, mais cinquante ; mais pouvait-on tenir ce stupéfiant "pari" sans, comme le dit la Gauche, "renverser la pyramide" du Komintern reposant en équilibre instable sur son sommet, c'est-à-dire sur le parti russe en pleine crise ? sans changer de fond en comble son régime intérieur ? et, surtout, sans

réviser intégralement et rigoureusement une tactique dont les tournants imprévus et imprévisibles avaient produits tant de désastres ? A cette question, Trotsky ne put jamais répondre ; ou plutôt, il n'y répondit qu'indirectement en reparcourant le chemin tortueux et accidenté des manœuvres élastiques, vainement éclairé par l'éclatante revendication de la révolution permanente.

Cette réponse d'ensemble, on la trouve dans la partie générale des "Thèses de Lyon" (et dans ses corollaires internationaux), et comme il s'agit justement d'une solution générale, on ne peut l'accepter ou la repousser qu'en bloc. Se tenant sur cette base, la Gauche pouvait, certes, être écrasée sous le poids des rapports de force défavorables qui s'étaient établis, et elle le fut effectivement; mais il est tout aussi certain qu'elle ne pouvait renaître que sur cette base-là, qu'une reprise internationale du prolétariat révolutionnaire et de son parti ne sera possible que sur cette base, c'est-à-dire en s'appuyant sur un système complet, soudant les questions tactiques au programme et impliquant, par déduction, le mode d'organisation du mouvement.

C'est pourquoi les "Thèses de Lyon" sont et seront un point de départ, tout comme elles ont été un point d'aboutissement pour l'histoire des années ardentes de 1919 à 1926. Elles ne constituent pas, en effet, le produit de quelques cerveaux, mais bien le bilan dynamique du heurt de forces réelles sur l'arène des luttes de classe, dans une période où les batailles révolutionnaires de tout un siècle se sont condensées, soumettant à l'épreuve du feu la capacité des partis communistes de rester fidèles à leurs enseignements, sans jamais dévier. Le marxisme ne serait rien s'il ne savait, à l'école de Marx et de Lénine, convertir la défaite elle-même en une prémisse de victoire. C'est là le sens profond et actuel de nos thèses de 1926.



Il est donc important de montrer que tous les fils de la longue bataille menée par la Gauche au sein de l'Internationale convergent vers les « Thèses de Lyon » pour s'y nouer ; en partant de celles-ci, on peut en effet remonter jusqu'en 1920 et découvrir ainsi le lien qui existe entre le déroulement de cette bataille et la succession des évènements historiques dont les thèses présenteront le bilan dynamique, annonciateur de développements futurs.

Comme le prouvent les deux premiers volumes de notre histoire (1), la Gauche a été sans contestation possible le seul courant qui, face à la guerre mondiale, se plaça sur les positions de principe ardemment défendues par Lénine et la petite avant-garde de la « gauche de Zimmerwald ». Lors de l'éclatement de la révolution d'octobre et pendant les deux années qui suivirent, elle fut aussi la seule à adhérer, d'une manière tout aussi profonde, aux buts et aux moyens de la dictature bolchevique et de son organe dirigeant, le parti russe. Elle était à mille lieues, en effet, de cette adhésion formelle et vague, inspirée par l'enthousiasme du moment, qui entraîna la conversion subite de la majorité du Parti socialiste français ou le rapprochement soudain du centrisme international, qui restaient démagogiques et confus, en admettant même, hypothèse la plus optimiste, que leurs "chefs" fussent sincères. Elle fut encore la seule à affirmer.

⁽¹⁾ Voir Storia della sinistra comunista, volumes I et I bis, en langue italienne ; un résumé substantiel de ces ouvrages est paru en langue française dans les numéros 28, 29, 31 et 32 de Programme communiste.

dès la fin de 1918, qu'une rupture irrévocable avec la droite socialiste et le centre surtout, bien plus perfide, et la formation du parti communiste sur les bases que fixera le II Congrès de l'Internationale communiste en 1920, constituaient les conditions préjudicielles à un dénouement révolutionnaire de la crise d'après-guerre.

Il n'est donc pas étonnant que la Gauche, intervenant à ce II Congrès de l'Internationale sans mandat officiel, comme simple courant du Parti socialiste italien, non seulement n'ait opposé aucune des objections soulevées (ou momentanément tues, pour être ressorties plus tard, au retour en Italie ou dans les congrès internationaux suivants) par la délégation officielle à l'encontre des thèses fondamentales sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne, sur les conditions de formation des Soviets, sur les questions nationale et coloniale, syndicale ou paysanne, mais ait apporté au contraire une contribution directe et même décisive à la formulation des importantes "conditions d'admission" à l'Internationale. Il est bien vrai (et l'historiographie servile de l'opportunisme ne manquera jamais d'y insister mensongèrement) que Lénine et la Gauche se heurtèrent à ce congrès à propos du "parlementarisme révolutionnaire". Mais, comme le prouvent les textes publiés dans notre brochure La question parlementaire dans l'Internationale communiste, la divergence ne concernait en aucune façon les questions fondamentales, l'objectif commun étant d'abattre les institutions démocratiques et parlementaires par la violence insurrectionnelle du prolétariat. Du reste, dans les thèses de Lénine-Boukharine elles-mêmes, l'emploi de la "tribune électorale et parlementaire" comme moyen d'agitation contre les élections et le parlement, fait figure de moyen subalterne et temporaire. La divergence naissait d'une évaluation différente des effets - jugés utiles par Lénine et au contraire désastreux par la Gauche — qu'aurait sur la préparation révolutionnaire du prolétariat, le recours à une telle arme tactique dans les pays de capitalisme développé possédant hélas une tradition démocratique profondément enracinée.

Pourtant, dans le cadre de cette lutte commune pour dresser autour de l'Internationale communiste des "barrières infranchissables" au réformisme, les directives que la Gauche proposait pour tout le mouvement, qu'elles concernent le programme ou le mode d'organisation des partis adhérents, ont déjà cet aspect global, ce caractère "fermé" des formulations que les "Thèses de Lyon" revendiqueront définitivement d'une manière lapidaire. Cette exigence ne sortait pas du cerveau d'un individu ; l'accumulation d'expériences de lutte en régime de pleine démocratie, avec ses inévitables séquelles de réformisme et de centrisme. l'imposait suffisamment. Et si elle s'affirma dans de vigoureuses polémiques contre la direction de l'Internationale, ce ne fut jamais, comme on le dit plus tard, par "luxe théorique", par souci d'intégrité morale ou de perfection esthétique, mais exclusivement pour des raisons éminemment "pratiques" (au sens marxiste bien entendu, qui fait de la théorie et de l'action deux termes dialectiquement indissociables). L'attitude de la Gauche lui était dictée par une saine préoccupation, non pas tellement pour le présent — c'est-à-dire pour une phase historique qui était loin d'avoir épuisé toutes ses ressources révolutionnaires, quoique le jugement de la Gauche à cet égard, comme elle le déclara au Congrès, ait été moins optimiste que celui du Komintern —, que pour l'avenir. L'Europe occidentale et centrale était au cœur de cette préoccupation ; on la considéralt à bon droit comme la clé de voûte de la stratégie communiste mondiale, mais la maturation des conditions subjectives de la révolution — et avant tout, le parti — y était en retard sur le développement des conditions objectives et se déroulait dans des circonstances historiques propres à entretenir la confusion

théorique, l'hétérogénéité et l'inefficacité de l'organisation. Alors, il fallait avant tout donner au mouvement prolétarlen en plein élan une direction mondiale centralisée. Malgré la fermeté et la force du parti de Lénine et de Trotsky, les formules relativement "ouvertes" et même "élastiques" que l'on lançait dans ce but, pouvaient déjà comporter un risque, c'était toutefois un risque calculé et peut-être inévitable. Mais qu'adviendrait-il après, si la gigantesque vague révolutionnaire refluait et que, toute perspective d'offensive rapide s'estompant, le danger d'une "récidive social-démocratique", toujours plus pressant dans les phases de recul, comme Trotsky le prévoyait à la veille de l'insurrection, menace de nouveau, ramenant à la surface les scories du réformisme que ces formulations trop larges n'avaient permis ni de tenir à distance ni d'éliminer ? La guerre désormais achevée, la révolution semblant proche, les Cachin et les Crispien acceptaient les thèses de l'Internationale communiste, le "pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat, la terreur rouge", avec la même facilité qu'ils avaient mise, six ans auparavant, à entrer dans le camp de la défense nationale et de la guerre impérialiste. Mais si les poussées objectives dont leur adhésion était le produit inconscient et involontaire venaient à manquer, ne rertouveraient-ils pas, et à l'intérieur de l'Internationale communiste cette fois, leur comportement "naturel" ? Plus encore : l'Internationale elle-même, "facteur, mais aussi produit de l'histoire", comme l'est toujours et nécessairement le parti, pourrait-elle se soustraire, non pas tellement à la pression extérieure d'une conjoncture défavorable, mais surtout à ce que les "Thèses de Lyon" appelleront « les répercussions qu'ont sur le parti, par le jeu dialectique des effets et des causes, les moyens qu'il emploie dans son action » ? C'est dans cette perspective que, dans son discours sur les conditions d'admission à l'Internationale communiste (IIº congrès, séance du 29 juillet 1920), le représentant de la Gauche, constatant que « malheureusement, il n'est pas possible pour l'instant... d'introduire un programme unique pour tous les partis », demanda que là où le projet de thèses imposait seulement aux partis candidats à l'admission de « changer le plus rapidement possible leur vieux programme et d'élaborer, en liaison avec les conditions particulières de leur pays, un nouveau programme communiste conforme aux délibérations de l'Internationale communiste », on dise au contraire : « élaborer un nouveau programme dans lequel les principes de l'Internationale communiste soient fixés d'une manière non équivoque et entièrement conforme aux résolutions des congrès internationaux ». et que « la minorité du parti qui se déclarerait contre ce programme soit exclue de l'organisation pour ce seul motif ».

Dans cette première bataille, deux considérations fondamentales apparaîtront, sur lesquelles il faut insister car nous les retrouverons tout au long de l'histoire des rapports entre la Gauche et l'Internationale : 1) « La première application de la méthode et de la théorie marxistes a eu lieu en Russie, c'està-dire dans un pays où le développement des classes n'avait pas atteint un niveau élevé ; cette méthode doit être appliquée maintenant en Europe, où le capitalisme est beaucoup plus évolué, avec une clarté et une rigueur plus gran · des encore » ; 2) « A l'égard du programme, il n'existe pas de discipline : on l'accepte ou on le repousse, et dans ce dernier cas on se sépare du parti. Le programme est quelque chose qui nous est commun à tous. Ce n'est pas quelque chose que la majorité des camarades soumet à l'approbation des autres, c'est une condition préjudicielle imposée à tous les partis qui désirent appartenir à l'Internationale communiste ». Invariance et caractère non démocratique du programme; Insuffisance de la seule "expérience russe", pour grandiose qu'elle soit, lorsqu'il s'agit de le délimiter avec le maximum de rigueur et de clarté ; souci d'interdire toute échappatoire basée sur les "conditions particulières" de tel ou tel pays (est-il besoin de rappeler l'abus qu'on en fera par la suite ?); perspective nettement marquée, sinon immédiate, d'un programme unique du parti communiste mondial; admission « d'un seul moyen d'entrer à l'Internationale communiste, l'adhésion individuelle au parti communiste du pays considéré », ce qui excluait l'adhésion collective de groupes possédant leur tradition, leur programme et leur organisation propres et qui auraient dû être absorbés comme des corps étrangers par l'organisme unitaire international (cela devint 1a 21° condition d'admission dans le texte définitif); et enfin, cet avertissement : « L'opportunisme doit être combattu partout. Mais nous rendrions cette tâche plus difficile et plus pénible si, au moment même où des mesures sont prises pour épurer l'Internationale communiste, on ouvre la porte pour y laisser entrer ceux qui étalent demeurés dehors ». Le noyau de toutes les polémiques ultérieures se trouve déjà contenu dans ces points de départ fondamentaux.

Un an après ce congrès historique, la Gauche écrira : « Il aurait été préférable qu'au lieu de traiter les arguments dans l'ordre où il les a traités dans les différentes thèses, toutes théorico-tactiques, le congrès définisse les bases de la théorie et du programme communistes, puisque l'adhésion des partis à l'Internationale devrait dépendre en premier lieu de leur acceptation de cette theorie et de ce programme. Il aurait pu formuler ensuite les règles d'action fondamentales que tous les adhérents doivent observer strictement dans la question syndicale, agraire, coloniale, etc. ». Et elle ajoutera : « Mais tout cela se trouve dans l'ensemble des résolutions prises par le II° congrès et est très bien résumé dans les thèses sur les conditions d'admission des partis. L'essentiel est de considérer que l'application de ces conditions est le véritable acte constitutif de l'Internationale. C'est une opération à accomplir une fois pour toutes, afin de tirer les forces organisables du chaos dans lequel le mouvement politique prolétarien était tombé et de les organiser dans la nouvelle Internationale » (1).

La Gauche ne s'arrêtera pas là. En 1921 toujours, alors qu'on commençait à Moscou de juger les partis adhérents en fonction de cet instable critère numérique qui permettrait de leur attribuer le qualificatif de "parti de masse" ou d'une réalisation de la "conquête de la majorité de la classe ouvrière", la Gauche répliqua avec force : « Nous n'avons pas à être pour de "grands" ou "petits" partis. Nous n'avons pas à bouleverser toutes les bases sur lesquelles certains partis sont fondés sous prétexte qu'ils ne sont pas des "partis de masse". Tout au contraire, les partis communistes doivent partout se constituer sur des bases organisationnelles, programmatiques et tactiques saines, c'est-àdire sur les résultats des plus hautes expériences révolutionnaires de la lutte internationa'e... Les conclusions que la doctrine et l'expérience historique permettent de formuler à propos du processus révolutionnaire ne peuvent qu'être internationales et elles doivent donner lieu à des règles internationales. Dès lors que les partis communistes sont solidement fondés sur ces conclusions, leur physionomie politique est définie et on doit admettre que leur faculté d'attirer les masses et de leur donner toute leur puissance de classe ne dépend plus que de leur fidélité au programme et de leur stricte discipline intérieure ».

**

Il était nécessaire de s'arrêter aux débats du II° congrès et des mois suivants pour montrer quel fil ininterrompu relie 1920 à 1926, les "Thèses de Lyon" repre-

⁽¹⁾ Parti et action de classe, 31 mai 1921. Une traduction de ce texte a été publiée dans le numéro 30 de Programme communiste.

mant, développant et organisant d'une façon complète et définitive les thèmes de 1920, sanctionnés par une terrible confirmation pratique.

D'entrée, les anneaux de notre chaîne dialectique étaient bien délimités. Que la doctrine, le programme, le système de règles tactiques soient uniques, connus de tous, impérieux pour tous et l'organisation sera unitaire, disciplinée, efficace. Maître de ces conditions d'existence, le parti sera en mesure de se préparer et de préparer le prolétariat à la solution révolutionnaire des crises de la société capitaliste, sans jamais compromettre, dans les phases de réaction, les possibilités de reprise révolutionnaire du parti comme de la classe. Mais les maillons de cette chaîne furent au contraire distendus et l'on tenta, comme c'était inévitable le processus une fois amorcé, d'en donner une justification théorique : tout fut ainsi perdu, la possibilité de vaincre cans la période de flux révolutionnaire comme les possibilités de reprise après les périodes de reflux. Le parti lui-même fut perdu, car il n'est l'organe de la révolution que dans la mesure où il a su prévoir grâce à une solide continuité théorique et pratique, « comment arrivera un certain processus dans certaines conditions » (1) et « ce que l'on doit faire dans les différentes hypothèses possibles sur l'évolution des situations objectives » (2).

L'histoire de la IIIº Internationale est malheureusement aussi l'histoire de l'abandon progressif de cette voie maîtresse; par là, elle devient l'histoire de la manière de tuer le parti, sans même qu'on le veuille, avec même les meilleures intentions de le sauver. 1926, c'est d'année du "socialisme dans un seul pays" et de tout son inévitable cortège (bolchevisation, écrasement de l'Opposition de gauche sous le rouleau compresseur de la discipline-pour-la-discipline), et cette maudite formule ne signifie rien d'autre que l'assassinat du parti mondial; le Komintern est vraiment mort en 1926 : tout ce qui suivra ne sera qu'une danse macabre autour de son cercueil.

La dégringolade eut lieu sur trois plans que nous distinguerons pour la seule commodité de l'exposé, mais qui s'entrecroisent en réalité et convergent finalement vers la destruction de la véritable unité du mouvement communiste international, réduite en 1926-27 à une unité de façade fondée sur le caporalisme, bonne seulement à masquer ou à justifier d'avance la liberté du centre dirigeant de trahir jusqu'au dernier lambeau du programme. Une "unité" qui, finalement, lorsque la compression extérieure des "appareils" de parti et du pouvoir d'Etat russe aura cessé, lâchera la bride aux mille "voies nationales" d'un socialisme méconnaissable. Rappelons-en brièvement les étapes.

Nous avions demandé avec insistance que l'on forme les partis communistes (ou mieux, l'Internationale elle-même, en tant que parti communiste unique) sur une plateforme théorique et programmatique définie une fois pour toutes, à prendre ou à laisser, — quelque chose de semblable à la proclamation synthétique du premier point des "Thèses de Lyon" (Questions générales), excluant radicalement toute conception bourgeoise, "progressive" ou non, toute idéologie soidisant "ouvrière", mais anti-marxiste en fait. Ce barrage ne fut pas dressé. Le parti français, infecté jusqu'à la moelle par le virus parlementaire et démocratique, chauviniste à l'occasion, toujours sourd aux nécessités de la lutte syndicale, contestant sans cesse, au nom des fameuses "conditions particulières" à son

⁽¹⁾ Lénine sur le chemin de la révolution, 1924 ; une traduction de ce texte a été publiée dans le numéro 12 de Programme communiste.

⁽²⁾ Thèses de Lyon, questions générales, voir page 31.

propre pays, toute direction centralisée, ce parti put ainsi introduire par la brèche restée béante son jacobisme maconnique et populaire. Dans les partis scandinaves, la théorie de la "religion considérée comme affaire privée" fit son chemin et tout un Exécutif élargi dut être consacré à cette invraisemblable question, en 1923, à quelques mois à peine du dernier sursaut révolutionnaire en Allemagne, alors qu'il fallait concentrer toutes les énergies pour résoudre d'une facon révolutionnaire cette crise dont les conséquences, positives ou négatives, devaient nécessairement peser sur tout le mouvement mondial. Le syndicalisme qui sommellait au sein du parti français comme l'ouvriérisme dans le parti allemand. relevèrent la tête, réagissant contre l'atmosphère gradualiste et parlementariste, minimaliste et démocratique. Plus tard encore, cette mixture de sorélisme et d'idéalisme à la Benedetto Croce qu'était la théorie de l' "Ordine nuovo" (1). dont les tenants avaient été sévèrement tenus en lisière tant que l'Internationale se maintenait fermement sur ses positions de départ et que la Gauche dirigeait le parti italien, eut à nouveau libre cours. Et il fut finalement possible de lancer, par une campagne savamment orchestrée à la manière publicitaire, la théorie mortelle du "socialisme dans un seul pays", suprême injure à Marx, Engels, Lénine, à tout un siècle d'internationalisme prolétarien. Tout était devenu licite, car rien n'avait été "interdit" par une définition limpide et invariable de la doctrine et du programme.

La Gauche avat demandé (et nous voici sur le deuxième plan incliné de la dégringolade) que soit établi, au prix même d'une certaine schématisation, un système unique et obligatoire de règres tactiques, lié solidement aux principes et à la prévision (qui en découle, précisément parce que ce sont des principes) d'un eventail d'alternatives possibles dans la dynamique du heurt entre les classes. On trouva cette revendication "abstraite", on parla de "formule métaphysique". Les faits, les faits tragiques accumulés pendant quarante ans sont là pour prouver que cette revendication était terriblement "concrète", pour employer cet adjectif suant le sang et les larmes. Le IIIº congrès proclama avec raison qu'il ne suffisait pas de créer des partis communistes "purs" pour conquérir le pouvoir, mais qu'il fallait rassembler autour d'eux de larges masses prolétariennes, que la propagande orale ou écrite n'y suffisait pas, l'intervention pratique et active dans les luttes économiques suscitées par les contradictions internes du régime bourgeois étant au contraire décisive. La Gauche ne pouvait qu'applaudir : le Parti communiste d'Italie avait été le premier à se lancer énergiquement dans cette voie, des sa fondation. Nous craignions il est vrai, et cela n'était que trop fondé, que l'on trahisse le sens de la formule lancée au IIIe congrès : "conquête de la majorité de la classe ouvrière". Nous savions bien que Lénine ne faisait là que reprendre son mot d'ordre d'avril 1917, qu'il ne voulait rien dire d'autre que ce qu'il écrira plus tard, regrettant d'avoir quelque peu exagéré "vers la droite", au congrès de 1921, afin de vaincre le gauchisme incohérent des théoriciens de l'offensive à tout prix : « Bien entendu, cette conquête de la majorité nous ne l'entendons pas de façon formelle, comme l'entendent les chevaliers de la "démo-'cratie" petite-bourgeoise de l'Internationale 2 1/2. Lorsqu'à Rome, en juillet 1921, le prolétariat tout entier a suivi les communistes contre les fascistes, y compris les prolétaires réformistes des syndicats et les centristes du parti de Serrati, c'était une conquête de la majorité de la classe ouvrière à nos côtés » (2). Mais nous savions aussi qu'une fois lancés les mots d'ordre ont leur action propre et

⁽¹⁾ Voir plus loin, page 51.

⁽²⁾ Lénine, Lettre aux communistes allemands, 14 août 1921, Oe. c., T. 32, p. 543.

que mille "petits Lénine" n'auraient de cesse qu'ils se soient emparés de la lettre de cette formule polémique pour en trahir mille fois l'esprit, exigeant du parti communiste qu'il soit, en toutes circonstances, un "parti majoritaire". (Notons au passage qu'une telle prétention contredisait formellement les thèses sur le "Rôle du parti dans la révolution prolétarienne" adoptées au II° congrès).

Quelques mois à peine étaient passés que nous en avions déjà une alarmante confirmation. Le IIIº congrès avait travaillé dans la perspective d'une vague révolutionnaire encore ascendante ; la situation était maintenant inversée. Le prolétriat m'attaquait plus, il se défendait désespérément contre l'offensive internationale de la bourgeoisie. C'est dans cette situation que l'Internationale élèvera à la hauteur d'un principe le critère numérique de la conquête de la majorité et lancera le mot d'ordre du front unique, non plus seulement syndical, comme le préconisait le III congrès, bien que d'une manière non explicite, mais aussi, dans certaines circonstances et avec mille réserves, politique. La Gauche répliqua immédiatement et développa ses arguments au congrès suivant, le IV° : « La conquête de la majorité ne peut être réduite aux oscillations d'un indice statistique. Elle constitue un processus dialectique déterminé avant tout par les conditions sociales objectives, et notre initiative tactique ne peut l'accélérer que dans certaines limites, ou pour mieux dire, si certaines conditions que nous considérons comme préjudicielles sont respectées. Notre initiative tactique, c'est-à-dire notre habileté de manœuvre, se juge aux effets qu'elle produit sur la psychologie du prolétariat, en entendant le terme psychologie au sens le plus large pour se référer à la conscience, à l'état d'esprit, à la volonté de lutte de la classe ouvrière. Notre expérience révolutionnaire nous enseigne qu'il y a deux facteurs essentiels dans ce domaine : une c'arté doctrinale complète à l'intérieur du parti et une continuité sévère et intelligente de sa structure d'organisation. Tolérer que ces deux conditions soient compromises pour obtenir une amélioration apparente des effectifs du parti ou de ses sympathisants nous ferait bien peu avancer dans la voie de la véritable conquête des masses ».

Sorti de son cadre naturel, les luttes économiques et les organisations syndicales, pour être placé sur le terrain des accords entre partis, des offres publiques de collaboration et, pis encore, de la création d'organes pluri-partis se subordonnant la discipline communiste (qui doit être unique et apparaître ocmme telle aux prolétaires), le front unique n'était plus que la voie ouverte à la destruction de ces deux facteurs-clés de la capacité d'influence du parti, --- et cela quelles que soient les intentions, par l'effet du jeu matériel des effets et des causes. « Notre parti n'est pas un mécanisme rigide que nous pouvons manier à volonté, mais quelque chose de réel, sur quoi agissent les facteurs extérieurs et qui est donc toujours susceptible d'être modifié par la direction même que nous imprimons à notre tactique. La formation d'un organe de direction permanent. composé de représentants des partis prolétariens et disposant de pouvoirs pardessus les partis, entre en contradiction avec le but même du front unique : arracher le prolétariat à l'opportunisme » (1). Il faut ajouter que, quelques mois plus tard, on ira jusqu'à adhérer à la proposition de tenir une conférence des trois Internationales. Comment les prolétaires n'auraient-ils pas été désorientés ? Des années durant, on leur avait répété, et avec raison, qu'aucune organisation en dehors de l'Internationale communiste n'avait le droit de prétendre représenter le moins du monde les intérêts ouvriers, que les ponts, tous les ponts, étaient

⁽¹⁾ Discours du représentant de la Gauche communiste au IV Congrès de l'I.C.

coupés avec le réformisme et le centrisme, et qu'aucune manœuvre ne pourrait les rétablir !

Les mots d'ordre ont aussi leur destin. Du front unique politique on passa au "gouvernement ouvrier", qui devint même "gouvernement ouvrier et paysan". On prétendit, certes, que ce n'était qu'une autre manière de dire "dictature du prolétariat" ou "mobilisation ouvrière pour le renversement de la domination bourgeoise", mais à ce même congrès et dans les mois suivants surtout, on toléra que les interprétations parlementaristes d'un Graziadei ou même d'un Radek donnent à penser à la classe ouvrière, comme nous le craignions, « que le problème essentiel des rapports entre la classe prolétarienne et l'Etat... peut se résoudre autrement que par la lutte armée pour la conquête du pouvoir et son exercice dans la forme de la dictature du prolétariat » (1). Moins d'un an plus tard, notre avertissement trouvera sa tragique confirmation en Allemagne : la direction de l'Internationale liquidera Brandler, coupable d'avoir constitué un "gouvernement ouvrier" avec les sociaux-démocrates en Saxe et en Thuringe, mais la Gauche rappellera avec force que ce résultat couronnait en fait une période tout au long de laquelle le Komintern et son président avaient précisément théorisé cette solution-là. N'était-on pas allé jusqu'à prétendre qu'en Allemagne la petitebourgeoisie était appelée à jouer le même rôle que la paysannerie en Russie ? Radek et Zinoviev ne se réjouissaient-ils pas de la phraséologie "national-bolchevique" qu'adoptait le parti allemand pour faire pièce aux nationaux-socialistes et gagner ainsi le "précieux allié" ?

Le désastre survenu, l'Internationale elle-même critiqua la tactique du gouvernement ouvrier, ou tout au moins l'application qui en avait été faite ; on dit aussi qu'il fallait constituer le front unique à la base et non au sommet : un tournant à gauche succédait à un tournant à droite. La Gauche répliqua que tout cela ne la satisfaisait pas le moins du monde : « Nous avons critiqué précisément cette tendance de la direction de l'Internationale à aller à droite ou à gauche selon les sollicitations de la situation ou selon l'interprétation que l'on croyait devoir donner du développement des événements. Tant qu'on n'aura pas discuté à fond le problème de l'élasticité, de l'éclectisme..., tant que cette élasticité sera maintenue, des oscillations se produiront et une oscillation à gauche nous fera toujours craindre une prochaine oscillation, encore plus marquée, à droite. Or, ce n'est pas un tournant à gauche dans la conjoncture actuelle que nous demandons, mais une rectification claire et précise des directives de l'Internationale » (1).

Amère, mais claire prophétie. Presqu'immédiatement, l'assassinat de Matteotti en Italie (2) entraînera un nouveau virage à droite de 180°: on opposera au fascisme l' "Anti-parlement", la défense de la liberté, le front avec toutes les oppositions. Le front populaire, les alliances de guerre, la participation aux gouvernements de coalition d'après-guerre, les efforts actuels pour y participer de nouveau en tant que "parti populaire", tout cela pointait déjà dans la politique amorcée alors.

Tandis que la tactique évoluait ainsi, dans le but de réaliser au plus vite une vaste concentration de forces révolutionnaires on abandonnait ces rigoureux

⁽¹⁾ Discours de représentant de la Gauche au Ve Congrès.

⁽²⁾ Voir plus loin, p. 53-55.

critères d'organisation qui avaient été définis par les 21 conditions d'admission, considérées à l'origine comme la base nécessaire pour constituer les partis communistes. La présence au II° congrès d'organisations non politiques, "ouvriéristes" ou anarcho-syndicalistes comme les I.W.W. ou les Shop-stewards, nous semblait déjà fort étrange, quel que soit le respect que l'on puisse avoir pour leur élan révolutionnaire; que dire alors de la proposition de faire adhérer le partianglais au Labour Party sous prétexte que celui-ci pouvait être considéré comme une association de trade unions? Toutes ces manœuvres, déja bien risquées dans une période révolutionnaire, devenaient ruineuses dans des virconstances normales. Elles entraîneront la proposition d'unification de l'Internationale syndicale rouge avec l'Internationale syndicale d'Amsterdam et les innombrables manœuvres en direction de fantomatiques courants "de gauche" que l'on croyait pouvoir distinguer dans les partis ou les organisations ouvrières.

Le II° congrès datait de quelques mois à peine que le principe de l'adhésion individuelle était une première fois violé par la fusion du parti communiste d'Allemagne avec la gauche des Indépendants. On regrettera plus tard (en sourdine, et non sans blâmer Paul Lévi qui le disait publiquement) que la scission de Livourne, en Italie, ait été faite "trop à gauche" par rapport à la scission "majoritaire" de Tours, en France, par exemple, et l'on accepta de "négocier" à Moscou (IIIº congrès) avec le Parti socialiste italien qui posait sa candidature à l'Internationale communiste alors que le parti communiste d'Italie était déjà constitué. Notre franche hostilité à ces méthodes se basait sur le fait que le parti communiste ne peut être le fruit d'improvisations et, moins encore, de manœuvres diplomatiques ou parlementaires, mais bien le produit unique d'un processus de maturation organique dont l'aspect fondamental est la continuité théorique, programmatique, organisationnelle. D'autre part, les considérations pratiques ou, si l'on veut, "immédiates" n'étaient pas non plus négligeables : de telles "évolutions" désorientaient les militants et plus généralement les prolétaires, elles interrompaient ou tout au moins retardaient le développement naturel des jeunes partis, car les ouvriers finissaient par penser que la IIIº Internationale reprenait à son compte la basse cuisine politique que i'on avait dénoncée dans la pratique de l'Internationale socialiste. Le parti d'Italie, qui affrontait la sévère réaction patronale, fasciste et démocratique, dut ainsi courtiser les centristes et les soidisant internationalistes (1) ; on lui reprocha même de n'avoir pas accepté de s'allier avec l'organisation franchement équivoque des "Arditi del popolo" (2). On toléra et on encouragea même le noyautage politique, jusqu'à en arriver, en Chine, à ce scandale de l'adhésion individuelle des communistes au Kuomintang ; en 1924, on institua (seule la Gauche s'y était opposée) l'étrange catégorie des "partis sympathisants", sorte de "compagnons de route" de l'Internationale révolutionnaire : une tragique ironie voulut que le premier exemple en soit ce Kuomintang qui massacrera par la suite les ouvriers de Shanghaï et de Canton.

On eut ainsi des partis nombreux. Mais on dut vainement s'efforcer, en chargeant de cette tâche... la Gauche italienne, de donner quelques leçons élémentaires de marxisme au parti communiste français ; il fallut bien constater aussi que dans le parti communiste tchécoslovaque, "fort" de quelque 300.000 membres en 1921, les ex-social-chauvins passés dans le camp de la révolution à la faveur

⁽¹⁾ Voir plus loin p. 51

⁽²⁾ Voir plus loin, p. 48.

de la mode, pullulaient, à commencer par son chef ou sous-chef Smeral (plus tard, il devint à bon droit le complice de Staline); et, finalement, on dut payer terriblement cher les continuelles rechutes du parti allemand dans le social-démocratisme. Toutes ces manœuvres furent dénoncées par la Gauche aux IVe et V° Congrès, pour ne citer que les principales assises internationales du mouvement; toutes donnèrent les fruits amers que nous goûtons aujourd'hui encore.

Toute discipline à l'égard du programme clairement établi au II° Congrès avait été violée. Pour enrayer le désarroi, la confusion, le chaos qui en résultaient inéluctablement, on voulut imposer une discipline "de fer", fabriquer de « véritables partis bolcheviques » comme des produits de laboratoire. On sait ce que deviendront ces caricatures du parti de Lénine sous la botte stalinienne. Dès 1921, nous avions mis en garde contre ce danger ; au IV° Congrès, le représentant de la Gauche déclarait encore : « Les garanties de la discipline ne peuvent être trouvées que dans la définition précise des limites à l'intérieur desquelles nos méthodes d'action doivent être appliquées, dans la définition précise des programmes, des résolutions tactiques fondamentales et des mesures d'organisation ». Si cette clarté et cette précision n'existalent pas dans les domaines qui commandent toute discipline de l'organisation, il ne servait à rien d'invoquer le spectre d'une discipline de fer, pas plus que de se vanter d'une "bolchevisation" qui n'apportait aucune intransigeance dans le choix des moyens en fonction du but poursuivi.

La discipline appliquée comme un principe abstrait et quasi-métaphysique ne suffisant pas, on découvrit une recette d'organisation : on voulut reconstruire les partis sur la base des cellules d'usine en espérant de ce changement de forme une solution de ce problème de force qu'est la révolution. Nous répondimes qu'une telle formule avait pu être commode dans la Russie d'avant 1917, quoique Lénine ne l'ait jamais érigée en dogme, mais qu'elle ne pouvait être appliquée en Occident, Son application formaliste impliquait une véritable rupture avec les caractéristiques mêmes du parti de classe : celui-ci n'est pas défini, en effet, par sa composition sociale, mais par le but vers lequel il tend, par son programme, qui est le véritable élément en fonction duquel on y adhère et on milite dans ses rangs. Allant plus loin, nous abordions le problème beaucoup plus vaste et général des rapports entre l'Internationale et le glorieux parti de Lénine, vers lequel convergeaient tous les problèmes qui deviendront brûlants dans la lutte intérieure du parti russe en 1925-26. Lorsque le parti bolchevique donnait le meilleur de lui-même au mouvement communiste international, il était inévitable, peutêtre même nécessaire, que l'Internationale reposât entièrement sur son "sommet" bolchevique. Mais, comme la doctrine et la perspective de Lénine elle-même l'avaient prévu, la lutte de classe se rallumait maintenant en Union soviétique, et le heurt entre le prolétariat et la petite et moyenne bourgeoisies, urbaines et rurales (et plus tard, la bourgeoisie tout court, à l'échelle internationale), trouvait son expression directe dans les fractions désormais opposées du parti. Il fallait donc que l'immense patrimoine apporté par celui-ci aux partis frères, au prix de gigantesques sacrifices, lui soit restitué, mais renforcé par un bilan général de l'action communiste que la situation historique l'empêchait de faire et que l'Occident aurait dû savoir lui apporter. Ce n'étaient plus des problèmes secondaires qui divisaient le merveilleux instrument de la victoire d'octobre, il s'agissait maintenant de questions fondamentales, de principe, et l'affrontement prendra bien vite un aspect dramatique et sanglant. Les partis purs n'existent pas, et dans de tels cas les "garanties" subjectives, toujours relatives, cessent de jouer, même relativement. Il fal'ait que l'internationalisme prolétarien reprenne tout son éclat pour que la citadelle de la révolution mondiale des années ardentes de l'après-guerre soit sauvée ; les "élèves" devaient passer "maîtres", les militants qui avaient trouvé là leur salut devaient répondre au cri d'alarme surgi du sous-sol économique et social de la Russie. C'était la seule sauvegarde possible du communisme devant les aberrations du « socialisme dans un seul pays ».

Comme la Gauche l'avait demandé en vain dans chaque Congrès, le mouvement communiste devait être reconstruit de fond en comble sur la base des ieçons d'octobre et d'un bilan franc et viril de l'action de l'Internationale communiste. Les « Thèses de Lyon » et le commentaire qui en fut fait à l'Exécutif élargi de février-mars 1926 voulaient être cet apport du mouvement international à la Russie révolutionnaire en péril. Nous fûmes baillonnés et dispersés ; mais si cet apport ne put être transmis aux générations d'alors, il vaut pour les générations actuelles et futures,



Il serait anti-marxiste de chercher dans les seules déviations du Komintern de 1922 à 1926 la cause d'une catastrophe qui nous écrase aujourd'hui encore. Trop de facteurs y concoururent, trop de déterminations firent que ce cours historique s'imposât inévitablement. Mais l'action du parti est aussi un élément des situations objectives et, dans certaines circonstances, un élément fondamental. Reconnaître les origines historiques de l'opportunisme. VIº Exécutif élargi, n'a jamais signifié pour nous accepter l'opportunisme comme un fait nécessaire, historiquement inévitable : « même si la conjoncture et les perspectives nous sont défavorables ou relativement défavorables, on ne doit pas se résigner aux déviations opportunistes ou les justifier en déclarant qu'elles ont leur cause dans la situation objective. Et si, malgré tout, une crise intérieure se produisait, ses causes et les moyens de la résoudre doivent être cherchés ailleurs, c'est-à-dire dans le travail et la politique du parti ». Curieuse déduction. en effet, pour une Internationale dont les Congrès avaient fini par devenir le siège de procès intentés à des partis, à des groupes ou à des individus considérés comme responsables des tragiques insuccès du communisme en Europe et dans le monde : tout devenait mainfenant le produit nécessaire de situations objectives défavorables.

En réalité, sinon le procès, du moins la révision critique devait être radicale et se fonder sur des données impersonnelles, en montrant combien le jeu des causes et des effets entre facteurs objectifs et subjectifs est infiniment complexe, et que si l'influence du parti sur les premiers — considérés pour un instant en eux-mêmes, indépendamment de noîre action collective — est limitée, il est au contraire en notre pouvoir de sauvegarder, au prix d'une impopularité momentanée, les conditions qui seules permettront aux seconds d'agir sur l'histoire et de la féconder.

Le parti ne serait rien s'il n'était pas, pour ses militants et pour la classe ouvrière indifférenciée, le fil conducteur que le flux et le reflux des situations ne réussissent pas à briser ou, même s'ils le brisent, ne parviennent pas à l'altérer. La lutte pour que ce fil tienne bon, alors ; la lutte pour le renouer dans les longues années du stalinisme triomphant ; la lutte pour reconstruire dans son prolongement le parti mondial du prolétariat, voilà tout le sens de notre bataille.

I. — QUESTIONS GENERALES

1º Doctrine du Parti.

Les bases doctrinales du Parti Communiste d'Italie sont celles de la III° Internationale, c'est-à-dire les fondements du marxisme restaurés contre les déviations opportunistes : le matérialisme dialectique comme conception du monde et de l'histoire humaine ; les doctrines économiques sondamentales du Capital de Marx comme méthode d'interprétation de l'économie capitaliste actuelle ; les formulations programmatiques du Manifeste Communiste comme schéma historique et politique de l'émancipation de la classe ouvrière mondiale. La grandiose expérience victorieuse de la révolution russe et l'œuvre de son chef Lénine, maître du communisme international, constituent la confirmation, la restauration et le développement conséquent de ce système de principes et de méthodes. Celui qui en rejette même une seule partie n'est pas communiste et ne peut donc militer dans les rangs de l'Internationale.

En conséquence, le parti repousse et condamne les doctrines de la classe dominante, les théories spiritualistes et religieuses — idéalistes en philosophie et réactionnaires en politique —, comme les théories positivistes des libres-penseurs de type voltairien — maçonniques, anti-cléricales et démocratiques dans le domaine politique.

Il condamne de même les écoles politiques ayant une certaine audience dans la classe ouvrière : le réformisme social-démocratique, qui envisage une évolution pacifique, sans lutte armée, du pouvoir capitaliste au pouvoir ouvrier et préconise la collaboration des classes ; le syndicalisme, qui déprécie l'action politique de la classe ouvrière et rejette la nécessité du parti comme organe révolutionnaire suprême ; l'anarchisme, qui nie la nécessité historique d'utiliser l'Etat et la dictature prolétarienne pour transformer l'organisation sociale et supprimer la division de la société en classes. Le parti communiste combat également les multiples manifestations de ce révolutionnarisme bâtard que l'on désigne désormais sous le terme de "centrisme" et qui reprend les positions erronées de ces tendances en les combinant à des thèses apparemment communistes.

2º Nature du Parti.

Le mouvement historique d'émancipation du prolétariat et d'établissement d'un nouvel ordre social découle de l'existence de la lutte des classes. Toute lutte de classe est une lutte politique, c'est-à-dire qu'elle tend à se transformer en une lutte pour la conquête du pouvoir politique et la direction d'un nouvel Etat. Par conséquent, l'organe qui conduit la lutte de classe à sa victoire finale est le parti politique de classe, seul instrument possible d'insurrection révolutionnaire d'abord, de gouvernement ensuite. La définition de la nature du parti dérive de ces affirmations élémentaires et géniales de Marx, auxquelles Lénine a redonné tout leur relief. Le Parti est l'organisation de tous ceux qui partagent le système d'opinions dans lequel se résume la tâche historique de la classe révolutionnaire et sont décidés à agir pour sa victoire. Grâce au Parti, la classe ouvrière acquiert la connaissance de sa voie et la volonté de la parcourir; historiquement, le Parti représente donc la classe dans les phases successives de la lutte tout en n'en regroupant qu'une partie plus ou moins grande. C'est là le sens de la définition du Parti donnée par Lénine au II° Congrès mondial.

Cette conception marxiste et léniniste s'oppose radicalement au concept opportuniste d'un parti travailliste ou "ouvrier" auquel adhèreraient de droit tous ceux qui sont des prolétaires de par leur condition sociale. Il est évident que l'influence contre-révolutionnaire directe de la classe dominante (incarnée par la dictature d'organisateurs et de chefs provenant indifféremment, en tant qu'individus, du prolétariat ou d'autres classes) peut prévaloir à l'intérieur d'un tel parti, et même doit prévaloir dans certaines situations, même s'il semble plus fort du point de vue numérique. Aussi, non seulement Marx et Lénine ont combattu cette erreur théorique fatale, mais encore n'ont-ils pas hésité, fût-ce même pour constituer de petits groupes politiques d'adhérents au programme révolutionnaire, à briser la fausse unité prolétarienne afin d'assurer la continuité d'action du parti dans la préparation des tâches futures du prolétariat, même dans les phases d'éclipse de l'activité sociale de la classe ouvrière. C'est la seule voie possible pour réaliser dans l'avenir la concentration du plus grand nombre possible de travailleurs sous la direction et le drapeau d'un parti communiste capable de se battre et de vaincre.

Une organisation immédiate de tous ceux qui, économiquement parlant, sont des ouvriers, ne peut assumer des tâches politiques, et donc révolutionnaires, car les différents groupes professionnels ou locaux ne sont poussés à l'action que d'une manière limitée, pour satisfaire des exigences partielles déterminées par les conséquences directes de l'exploitation capitaliste. Seule l'intervention à la tête de la classe ouvrière d'un parti défini par l'adhésion politique de ses membres peut réaliser progressivement la synthèse de ces impulsions particulières et aboutir ainsi à une vision et à une action communes permettant aux individus et aux groupes de dépasser tout particularisme en consentant à tous les sacrifices pour le triomphe général et final de la cause du prolétariat. La définition du parti comme parti de la classe ouvrière n'a pas, chez Marx et Lénine, un sens grossièrement statistique ou constitutionnel; elle est liée au contraire aux fins historiques du prolétariat.

Toute conception travailliste des problèmes d'organisation intérieure du parti révèle une grave déviation théorique qui conduit à substituer un point de vue démocratique au point de vue révolutionnaire et à attribuer plus d'importance aux plans utopiques d'organisations à créer qu'à la réalité dialectique du heurt de deux classes opposées; elle comporte le danger d'une rechute dans l'opportunisme. Par ailleurs, les dangers de dégénérescence du mouvement révolutionnaire ne peuvent être conjurés par la découverte d'une formule d'organisation qui assurerait la nécessaire continuité d'orientation politique des chefs comme des simples militants, — surtout si l'on affirme, au mépris de l'immense majorité des exemples fournis par l'expérience de nombreux partis, que seul le travailleur authentique peut être communiste. La garantie contre la dégénérescence doit être cherchée ailleurs si l'on ne veut pas contredire ce postulat marxiste fondamental, résumant toute la supériorité du socialisme scientifique sur les premiers balbutiements du socialisme utopique : la révolution n'est pas une question de formes d'organisation.

C'est en partant de cette conception de la nature du parti de classe que nous résoudrons les questions actuelles d'organisation intérieure de l'Internationale et du Parti.

3° Action et tactique du Parti.

Le mode d'action du Parti sur les situations et les autres groupements, organismes, institutions de la société dans laquelle il se meut, constitue sa tactique. Ses éléments généraux doivent être établis en fonction de l'ensemble de nos principes et l'on doit également préciser les normes d'action concrète en liaison avec les divers groupes de problèmes pratiques et les phases successives du développement historique.

En assignant au parti révolutionnaire sa place et son rôle dans la genèse d'une société nouvelle, la doctrine marxiste fournit la plus brillante des solutions au problème de la liberté et de la détermination dans l'activité humaine. Tant qu'il reste posé à propos de l'abstraction "individu", ce problème ne fait que donner matière aux élucubrations métaphysiques des philosophes de la classe dominante décadende; le marxisme, lui, l'éclaire par une juste conception, objective et scientifique, de la société et de l'histoire. L'idée que l'individu est vraiment un individu agissant sur le monde extérieur pour le modeler à volonté en vertu d'un pouvoir d'initiative dont un dieu l'a doté est donc tout aussi éloignée de notre doctrine qu'une conception volontariste qui admettrait qu'un petit groupe d'hommes, s'étant forgé une profession de foi, peut la diffuser et l'imposer au monde par un gigantesque effort de volonté, d'activité, d'héroïsme. Croire d'autre part que le processus historique et révolutionnaire obéissant à des lois physiques, il ne nous reste rien d'autre à faire qu'à découvrir ces lois par une recherche objective pour tenter de formuler des prévisions d'avenir sans rien tenter dans le domaine de l'action, aboutirait à une interprétation aberrante et stupide du marxisme. Professer une telle conception sataliste revient à nier le rôle et donc la nécessité du Parti.

La puissante originalité du déterminisme marxiste ne le place pas à mi-chemin de ces deux conceptions, mais au-dessus de l'une comme de l'autre. Dialectique et historique, il refuse tout apriorisme et ne prétend pas appliquer la même solution abstraite à tous les problèmes, quels que soient l'époque et le groupe humain considérés.

Si le développement actuel des sciences ne permet pas une recherche complète des causes déterminant l'individu à agir qui partirait des phénomènes physiques et biologiques pour parvenir à une science des activités psychiques, le problème trouve pourtant sa solution dans le domaine de la sociologie en y appliquant, comme le fit Marx, les méthodes de recherche propres à la science expérimentale moderne dont le socialisme recueille intégralement l'héritage et que l'on doit distinguer des philosophies soi-disant matérialistes et positivistes qu'a adoptées la classe bourgeoise. En tenant ainsi rationnellement compte, par l'étude critique de l'économie et de l'histoire, des influences réciproques qu'exercent les individus les uns sur les autres et après avoir déblayé le terrain de toutes les idéologies traditionnelles, on parvient en quelque sorte à lever l'indétermination du processus qui se développe en chaque individu. Sur cette base de départ, le marxisme a pu établir un système de notions qui n'est pas un évangile immuable, mais un vivant instrument de découverte des lois du processus historique. Le fondement de ce système est la découverte par Marx du déterminisme économique : l'étude des formes et des rapports économiques et du développement des moyens techniques de production, nous donne la base objective sur laquelle peut solidement s'appuyer l'énonciation des lois de la vie sociale et, dans une certaine mesure, la prévision de son développement ultérieur.

La solution marxiste, il faut y insister, n'aboutit pas à une formule immanente qui, véritable clé universelle, permettrait d'affirmer que l'évolution de tels phénomènes économiques déterminera à coup sûr l'apparition d'une série établie de faits politiques. En effet, si notre critique aboutit à un abaissement complet et définitif non pas tant de l'action des individus, même présentés comme des protagonistes de l'histoire, que des intentions et des perspectives auxquelles ils s'imaginaient pouvoir la plier, cela ne signifie pas qu'un organisme collectif comme le parti de classe ne puisse avoir ni initiative ni volonté. Notre solution a du reste été formulée à de nombreuses reprises dans nos textes fondamentaux.

Les hommes et leurs regroupements, même les plus puissants : classes, partis, Etats, ont été jusqu'ici les jouets de lois économiques qu'ils ignoraient pour l'essentiel. Privés de la conscience théorique du processus économique, ils étaient incapables de le diriger, de le gouverner. Mais pour la classe qui est apparue à l'époque historique actuelle, le prolétariat, et pour les regroupements (partis et Etats) qui doivent en émaner, le problème change. C'est la première classe qui n'est pas poussée à fonder son avénement sur la consolidation de privilèges sociaux et une division de la société en classes impliquant l'assujettissement et l'exploitation d'une nouvelle classe. Et c'est aussi la première qui réussisse à se forger une doctrine du développement historique et social, le communisme marxiste précisément.

C'est donc la première fois qu'une classe lutte pour la suppression générale des classes, pour la suppression générale de la propriété privée des moyens économiques et non pas seulement pour la transformation des formes sociales de cette propriété.

Le programme du prolétariat, certes, vise à l'émancipation de cette classe, mais aussi, du même coup, à l'émancipation de toute la collectivité humaine de la tyrannie des lois économiques qui, une fois comprises, pourront demain être dominées dans une économie finalement rationnelle et scientifique permettant une intervention directe de l'homme. C'est là le sens de ce qu'écrivit Engels sur la révolution prolétarienne marquant le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté (1).

Il ne s'agissait pas de ressusciter le mythe illusoire de l'individualisme, qui veut libérer le Moi des influences externes, alors que sa dépendance s'élargit au contraire en se diversifiant et que la vie individuelle est de plus en plus difficile à distinguer d'une vie collective. Bien au contraire, le problème est posé sur un autre terrain : la liberté et la volonté sont attribuées à une classe destinée à réaliser l'unité de l'espèce humaine luttant finalement contre les seules forces adverses du monde physique.

Si seule l'humanité prolétarienne, dont nous sommes encore éloignés, sera libre et possèdera une volonté non illusoire, capable d'organiser et de maîtriser l'économie au sens le plus large du terme, et si la classe prolétarienne continue aujourd'hui, quoi que dans une moindre mesure que d'autres classes, d'être déterminée dans les limites de sa propre action par des facteurs externes, le parti politique, lui, est l'organe où se concentre le maximum de volonté et de possibilités d'initiative; non pas, certes, un parti quelconque, mais le parti de la classe prolétarienne, le parti communiste, lié, pour ainsi dire, au but ultime par un fil ininterrompu.

⁽¹⁾ Cf l'Anti-Difhring d'Engels ; troisième partie : "Socialisme" (Ed. Sociales, pp. 307-322) « Avec la prise de possession des moyens de production par la société, la production marchande est éliminée, et par suite, la domination du produit sur le producteur. L'anarchie à l'intérieur de la production sociale est remplacée par l'organisation planifiée consciente. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Par là, pour la première fois, l'homme se sépare, dans un certain sens, définitivement du règne animal, passe de conditions animales d'existence à des conditions réellement humaines. Le cercle des conditions de vie entourant l'homme qui, jusqu'ici, dominait l'homme, passe maintenant sous la domination et le contrôle des hommes, qui, pour la première fois, deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société. Les lois de leur propre pratique sociale qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause, et par là dominées. La vie en société propre aux hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre. Les puissances étrangères, objectives qui, jusqu'ici dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience ; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mourement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux. C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté. »

Cette faculté volitive du Parti, de même que sa conscience et sa préparation théoriques, sont des fonctions collectives par excellence. Du point de vue marxiste, la tâche assignée dans le Parti à ses propres chefs en fait les instruments et les opérateurs par lesquels se manifestent au mieux ses capacités de comprendre, d'expliquer les faits, de vouloir et de diriger les actions, — mais ces capacités conservent toujours leur origine dans l'existence et les caractéristiques de l'organe collectif. Comme nous l'avons dit, la conception marxiste du parti et de son action est donc tout aussi éloignée du fatalisme passif se contentant d'attendre l'avènement de phénomènes sur lesquels il se sent incapable d'influer directement, que de toute conception volontariste au sens individuel, pour qui les qualités de formation théorique, de force de volonté, d'esprit de sacrifice, en somme un type spécial de figure morale et un certain degré de "pureté" devraient être exigés indistinctement de tout militant du parti, ce qui réduirait celui-ci à une élite supérieure au reste des éléments sociaux composant la classe ouvrière, tandis que l'erreur du fatalisme passif conduirait, sinon à dénier toute fonction et toute utilité au parti, du moins à l'aligner tout bonnement sur la classe ouvrière entendue au sens économique, statistique. Nous insistons donc sur les conclusions déjà ébauchées dans la thèse précédente en condamnant au même titre le parti "ouvrier" et le parti conçu comme une "élite" intellectuelle et morale : également éloignées du marxisme, ces deux conceptions sont destinées à se rencontrer sur la voie opportuniste.

En définissant la tactique générale du Parti conformément à sa nature, le marxisme se distingue à la fois des élucubrations abstraites des doctrinaires qui fuient la réalité de la lutte de classe et négligent l'activité concrète ; de l'esthétisme sentimental de ceux qui voudraient créer de nouvelles situations et de nouveaux mouvements historiques grâce aux gestes bruyants ou héroïques de minorités exiguës ; de l'opportunisme qui tranche le lien avec les principes, c'est-à-dire les buts généraux du mouvement, et, pourvu qu'un succès immédiat et apparent lui soit promis, se contente d'agiter des revendications limitées et isolées sans même se préoccuper de savoir si elles n'entravent pas la préparation des conquêtes suprêmes de la classe ouvrière.

Incapable de saisir les étapes dialectiques de l'évolution historique réelle, la politique anarchiste combine la stérilité des doctrinaires à l'illusion des volontaristes lorsqu'elle prétend hâter les processus sociaux par la vertu de l'exemple ou du sacrifice d'un individu ou d'une petite minorité. La politique social-démocratique, elle, juxtapose une fausse interprétation fataliste du marxisme à un pragmatisme volontariste. On déclare d'un côté que la révolution mûrira lentement, d'elle-même, sans que l'intervention volontaire d'une insurrection prolétarienne soit nécessaire ; de l'autre, faute de savoir renoncer aux effets immédiats des efforts quotidiens, on se contente de lutter pour des revendications intéressant en apparence seulement certains groupes de la classe ouvrière, mais qui, une fois satisfaites, font le jeu de la conservation sociale au lieu d'aider à la préparation de la victoire prolétarienne : réformes, concessions, avan-

tages partiels, économiques ou politiques, obtenus du patronat ou de l'Etat.

L'introduction artificielle dans le mouvement de classe des postulats théoriques de la philosophie volontariste et pragmatiste "moderne" (Bergson, Gentile, Croce), à base idéaliste, prépare seulement l'affirmation d'un nouvel opportunisme et ne saurait en tout cas passer pour une réaction au réformisme sous prétexte que celui-ci sympathise ouvertement avec le positivisme bourgeois.

L'activité du parti ne peut ni ne doit se limiter à maintenir la pureté des principes théoriques et de l'organisation, non plus qu'à obtenir à tout prix des succès immédiats ou une grande popularité. Toujours et dans toutes les situations, elle doit se développer simultanément dans ces trois directions :

- a) Défendre et clarifier les postulats fondamentaux du programme en fonction des faits nouveaux qui se produisent, ce qui correspond à la conscience théorique du mouvement ;
- b) Assurer la continuité de l'organisation du parti et son efficacité, et la protéger des influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat ;
- c) Participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour encourager leur développement en les reliant constamment aux buts finaux révolutionnaires ; présenter les conquêtes de la lutte de classe comme des voies d'accès aux luttes futures indispensables ; dénoncer le danger de se replier sur des réalisations partielles comme sur des positions acquises définitivement et de leur sacrifier ces conditions de l'activité et de la combativité de la classe que sont l'autonomie et l'indépendance de son idéologie et de ses organisations, au premier rang desquelles se trouve le parti.

Le but suprême de cette activité complexe du parti est de réaliser les conditions subjectives de la préparation du prolétariat : il s'agit de le mettre en mesure de profiter des possibilités révolutionnaires objectives que fournira l'histoire, d'en profiter dès qu'elles apparaîtront de manière à vaincre au lieu d'être vaincu.

C'est de tout cela qu'il faut partir pour résoudre les problèmes posés par les rapports entre le parti et les masses prolétariennes, entre le parti et les autres partis politiques, entre le prolétariat et les autres classes sociales. On doit tenir pour fausse cette formulation de la tactique qui peut se résumer ainsi : tout véritable parti communiste doit savoir être un parti de masses dans n'importe quelle situation, c'est-à-dire posséder toujours une organisation très nombreuse et une très large influence sur le prolétariat, au moins égale ou supérieure à celle des autres partis soi-disant ouvriers. Cette formulation est une caricature de la thèse de Lénine qui, en 1921, lançait ce mot d'ordre pratique et contingent tout à fait juste : pour conquérir le pouvoir il ne suffit pas d'avoir formé de "véritables"

partis communistes et de les lancer dans une offensive insurrectionnelle, il faut encore avoir des partis numériquement puissants et ayant acquis une influence prédominante sur le prolétariat. Cela revient à dire que dans la période qui précède la prise du pouvoir, le parti doit avoir les masses derrière lui, il doit avant tout conquérir les masses. Cette formule n'est dangereuse que si l'on y ajoute "majorité" des masses, car cela expose les léninistes "de la lettre" à des interprétations théoriques et tactiques de nature social-démocratique. En ne précisant pas, en effet, où l'on doit mesurer cette majorité, dans les partis, les syndicats ou dans d'autres organisations, on ouvre la voie, tout en exprimant une idée tout à fait juste, propre à éviter l'engagement d'actions "désespérées" avec des forces insuffisantes et dans des périodes défavorables, on ouvre la voie, donc, à la temporisation dans des périodes où, au contraire, il faut agir avec une initiative et une décision vraiment "léninistes".

Mais cette idée que le parti doit avoir les masses avec lui à la veille de la lutte pour le pouvoir devient, dans l'interprétation des soi-disant léninistes d'aujourd'hui, une formule parfaitement opportuniste et ils affirment que le parti doit être un parti de masse « dans n'importe quelle situation ».

Il est des situations objectivement défavorables à la révolution où le rapport des forces est loin de lui être propice (bien qu'elles n'en soient pas forcément éloignées dans le temps car l'histoire évolue — comme l'enseigne le marxisme ! — à des vitesses fort différentes). Vouloir alors être à tout prix un parti de masse, un parti majoritaire, vouloir exercer une influence politique prédominante, c'est renoncer aux principes et aux méthodes communistes au profit d'une politique social-démocratique et petite-bourgeoise. On doit dire hautement que dans certaines situations passées, présentes et à venir, le prolétariat a été, est et sera sur une position non-révolutionnaire, d'inaction ou de collaboration avec l'ennemi selon les cas, et que le prolétariat n'en reste pas moins, partout et toujours, la classe potentiellement révolutionnaire dans la mesure où dans son sein le parti communiste, sans jamais renoncer à la moindre possibilité de se manifester et de s'affirmer avec cohérence, sait ne pas s'engager dans la voie apparemment facile de la popularité immédiate qui le détournerait de sa tâche et priverait le prolétariat du point d'appui indispensable à son réveil. C'est sur ce terrain dialectique et marxiste, et non en fonction de jugements esthétiques ou sentimentaux, que l'on doit repousser cette stupidité opportuniste qui veut qu'un parti communiste soit libre d'adopter tous les moyens et toutes les méthodes. On dit que, précisément parce que le parti est vraiment communiste, c'est-à-dire solide sur les principes et possédant une organisation saine, il peut se permettre toutes les acrobaties dans les manœuvres politiques. On oublie que pour nous le parti est en même temps un facteur et un produit du développement historique et que le prolétariat est encore plus étroitement modelé par l'histoire. Ce ne sont pas les justifications biscornues de certaines manœuvres politiques avancées par les chefs du parti qui pourront l'influencer, mais des faits réels

qu'il faut savoir prévoir en utilisant surtout l'expérience des erreurs passées. C'est en sachant agir dans le domaine tactique et en s'interdisant, au moyen de normes d'action précises et respectées, d'emprunter des voies de traverse, que le parti pourra se prémunir contre les dégénérescences, et jamais par de simples credo théoriques ou des sanctions disciplinaires.

Dans ce domaine de la tactique d'ensemble, une autre erreur aboutit également à la position classique de l'opportunisme démolie par Marx et Lénine. Elle consiste, sous prétexte que les conditions de la révolution prolétarienne (dans laquelle on admet que, le moment venu, le parti aurait à remplir son rôle spécifique) ne peuvent mûrir que par une évolution des formes politiques et sociales, à préconiser, lors de conflits entre classes et partis se déroulant en dehors du terrain révolutionnaire, l'alliance plus ou moins déclarée du parti avec l'une des deux forces en présence, celle qui représenterait un développement de la situation plus favorable à l'évolution historique générale.

Avant tout, c'est la base même d'une telle politique qui fait défaut : le schéma typique, fixé dans ses moindres détails, d'une évolution sociale et politique préparant au mieux l'avènement final du communisme appartient au "marxisme" des opportunistes, c'est le fondement de la diffamation de la révolution russe et du mouvement communiste actuel par les divers Kautsky. On ne peut même pas établir d'une facon générale que les conditions les plus propices à un travail fécond du parti communiste se trouvent réalisées par certains types du régime bourgeois, les plus démocratiques par exemple. S'il est vrai que des mesures réactionnaires, de "droite", ont arrêté plusieurs fois la marche du prolétariat, il n'est pas moins vrai, et beaucoup plus fréquent, que la politique libérale, de gauche, a souvent étouffé la lutte de classe et détourné la classe ouvrière d'entreprendre des actions décisives. Une évaluation plus exacte, vraiment conforme à la rupture des marxistes avec les sortilèges de la démocratie, l'évolutionnisme et le progressisme, montre seulement que la bourgeoisie réussit souvent à servir ses intérêts contre-révolutionnaires en utilisant alternativement des méthodes et des partis de gouvernement apparemment opposés. Toute notre expérience nous montre d'autre part que lorsque le prolétariat se passionne pour les péripéties de la politique bourgeoise. l'opportunisme triomphe.

En second lieu, même s'il était vrai que certains changements de gouvernement dans le cadre du régime actuel facilitent le développement ultérieur de l'action du prolétariat, l'expérience montre à l'évidence que cela est soumis à une condition expresse : l'existence d'un parti qui ait prémuni les masses contre les désillusions qui ne manqueront pas de suivre ce qui se présentait comme un succès immédiat, et pas seulement la simple existence de ce parti, mais sa capacité d'agir, avant même le déclenchement de la lutte dont nous parlons, avec une autonomie qui saute aux yeux des prolétaires, car ils ne le suivront qu'en fonction de son attitude concrète et non pas sur la base des schémas qu'il lui serait commode d'adopter officiellement. En présence de luttes qui ne peuvent aboutir à la victoire prolétarienne, le parti ne se fera donc pas le gérant de transfor-

mations et de réalisations qui n'intéressent pas directement la classe qu'il représente et il ne renoncera ni à son caractère propre ni à son action autonome pour participer à une espèce de société d'assurance au bénéfice de tous les mouvements politiques soi-disant "rénovateurs" ou de tous les systèmes politiques et les gouvernements menacés par un gouvernement

prétendument "pire".

On brandit souvent contre les exigences de cette ligne d'action la formule de Marx selon laquelle « les communistes appuient tout mouvement dirigé contre les conditions sociales existantes » ou l'argumentation de Lénine contre « la maladie infantile du communisme » (1). L'utilisation que l'on essaie d'en faire à l'intérieur de notre mouvement ne dissère pas, au fond, des tentatives constantes des révisionnistes et des centristes à la Kautsky ou à la Nenni de tourner les révolutionnaires marxistes en dérision au nom de Marx et de Lénine.

Deux observations doivent être faites. Avant tout, ces positions de Marx et de Lénine ont une portée historique contingente puisqu'elles se réfèrent à l'Allemagne non encore bourgeoise en ce qui concerne Marx, et à la Russie tsariste pour l'expérience bolchevique illustrée par Lénine. Ce sont là des bases insuffisantes pour résoudre le problème de la tactique dans des conditions classiques : prolétariat en lutte contre une bourgeoisie pleinement développée. En second lieu, l'appui dont parle Marx ou les "compromis" de Lénine (un terme qu'affectionnait, par une sorte de coquetterie, ce magnifique dialecticien marxiste qui restera comme le champion d'une intransigeance réelle, prosonde, tout entière tendue vers un but invariable) s'appliquent à des mouvements qui, quoique pensent ou veuillent leurs chefs, sont contraints de se frayer un chemin par la lutte insurrectionnelle contre les formes anciennes; l'intervention du parti communiste dont il est question se présente donc comme une participation à la guerre civile, comme le prouvent les positions de Lénine à l'égard de la paysannerie ou des nationalités opprimées, lors de l'épisode Kornilov et de cent autres. Enfin, en dehors même de ces deux observations substantielles, il faut affirmer que la critique léniniste de l' "infantilisme" ou les textes marxistes consacrés à la souplesse de la politique révolutionnaire, n'ouvrent aucune brèche dans la barrière dressée par les marxistes devant l'opportunisme défini, par Engels puis par Lénine, comme l' "absence de principes", l'oubli du but final.

Bâtir la tactique communiste selon une méthode formaliste et non dialectique serait renier Lénine et Marx. Prétendre que les moyens doivent correspondre aux fins non pas en force de leur succession historique et dialectique dans le processus de développement, mais en vertu d'une analogie superficielle et immédiate, fondée en quelque sorte sur des raisons éthiques, psychologiques, esthétiques, cela constituerait une erreur magistrale. En matière de tactique, il faut se garder de l'erreur que commettent

⁽¹⁾ Voir à ce sujet notre brochure : Sur le texte de Lénine : "La maladie infantile du communisme (le gauchisme)", ainsi que Lénine sur le chemin de la révolution dans le numéro 12 (juillet-septembre 1960) de Programme communiste.

à la fois les anarchistes et les sociaux-démocrates dans le domaine des principes lorsqu'il leur semble absurde que la suppression des classes et du pouvoir d'Etat soit réalisée par la domination de classe et l'Etat dictatorial du prolétariat, ou que l'abolition de toute violence sociale découle de l'emploi de la violence révolutionnaire, offensive d'abord, contre l'Etat actuel, défensive ensuite, pour protéger l'État prolétarien. On se tromperait tout autant en prétendant qu'un parti révolutionnaire doit toujours être pour la lutte, sans considérer l'état des forces dont il dispose et de celles qui lui sont opposées, que lors d'une grève par exemple, les communistes ne peuvent qu'en proposer la continuation à outrance, qu'un communiste doit se refuser à employer certains movens peu nobles et peu sympathiques, comme la dissimulation, la ruse, l'espionnage, etc... La critique marxiste et léniniste de ce révolutionnarisme superficiel qui encombre la voie prolétarienne s'est efforcée d'éliminer ces critères stupides et sentimentaux, et elle constitue un acquis définitif de l'expérience du mouvement communiste. Cette critique permet d'éviter certaines erreurs de tactique : on ne peut nullement déduire, par exemple, la nécessité d'une scission dans les syndicats dirigés par les jaunes du fait que les communistes se sont séparés des opportunistes dans le domaine politique. On voit donc que l'affirmation répandue depuis longtemps selon laquelle la Gauche communiste aurait fondé ses conclusions sur l'argument qu'il serait peu "digne" de rencontrer les chess des partis opportunistes, ou autres choses semblables, n'est qu'un artifice de mauvaise polémique,

La critique de l' "infantilisme" ne signifie pas que l'indétermination, le chaos et l'arbitraire doivent régner en matière de tactique, et qu'en somme « tous les moyens sont bons » pour atteindre nos buts. On dit que l'accord entre les moyens employés et le but à atteindre est garanti par la nature révolutionnaire du parti, par la contribution qu'apportent à ses décisions des hommes remarquables ou des groupes ayant derrière eux une brillante tradition. Ce sont là des pétitions de principe étrangères au marxisme car elles négligent les répercussions qu'ont sur le parti, par le jeu dialectique des effets et des causes, les moyens qu'il emploie dans son action, ainsi que la vanité des "intentions" qui déterminent les individus on les collectivités.

Dans son livre sur La maladie infantile du communisme, Lénine déclare que les moyens tactiques doivent être choisis en fonction du but révolutionnaire final, grâce à une claire vision historique de la lutte du prolétariat et de son aboutissement, et qu'il serait absurde d'écarter tel moyen tactique pour la seule raison qu'il est "laid" ou mérite le nom de "compromis": il faut au contraire établir si ce moyen correspond ou non au but. Ce problème reste posé en permanence : c'est l'énorme tâche collective du Parti et de l'Internationale communiste que le résoudre. Sans vouloir exclure absolument toute nouvelle recherche théorique sur le communisme, nous pouvons dire qu'après Marx et Lénine nous nous trouvons en possession d'un solide héritage dans le domaine des principes théoriques. On ne peut en dire autant pour la tactique, même après la révolution russe et l'expérience des premières années de l'Internationale à laquelle

Lénine a été arraché trop tôt. Le problème de la tactique, bien plus vaste que les solutions simplistes et sentimentales des "gauchistes", doit être résolu par le mouvement communiste international à la lumière de son expérience ancienne et récente. Il n'est nullement contraire au marxisme d'affirmer qu'en résolvant ce problème on doit avoir pour but de définir des règles d'action, certes moins vitales et fondamentales que les principes, mais néanmoins obligatoires pour les militants comme pour les organes dirigeants du mouvement, règles d'action qui envisagent les différentes possibilités d'évolution des situations pour déterminer, avec le maximum maximum de précision possible, comment devra agir le Parti lorsqu'elles présenteront tel aspect déterminé.

Si l'étude et la compréhension des situations constituent les éléments nécessaires des décisions tactiques, ce n'est pas pour donner lieu, selon le caprice des chefs, à de surprenantes "improvisations", mais pour que le mouvement sache que le moment est venu de passer à telle action *prévue* au maximum. Nier la possibilité et la nécessité de prévoir ainsi les grandes lignes de la tactique — de la tactique et non de la situation, ce qui ne serait possible qu'avec une bien plus grande incertitude —, c'est-à-dire nier que l'on puisse prévoir ce que l'on doit faire dans les différentes hypothèses possibles sur le développement des situations objectives, c'est renoncer aux tâches du parti, c'est éliminer la seule garantie que nous puissions donner d'une exécution des ordres du centre dirigeant par les militants du parti et les masses.

Le parti n'est pas une armée, pas plus qu'un mécanisme d'Etat, car dans ces organismes la part d'autorité dérivant de la structure hiérarchique est tout, celle qui provient de l'adhésion volontaire n'est rien. Il est évident, en effet, qu'il reste toujours au militant du parti un moyen de ne pas exécuter les ordres, un moyen auquel on ne peut opposer aucune sanction matérielle : il lui suffit d'abandonner le parti. La tactique juste, c'est donc celle dont l'application, au tournant des situations, lorsque le centre dirigeant n'a pas le temps de consulter le parti et moins encore les masses, n'entraîne dans celui-ci ni dans celles-là de répercussions inattendues pouvant entraver la stratégie révolutionnaire. L'art de prévoir comment le parti réagira aux ordres qu'il reçoit et quels ordres entraîneront une juste réaction, voilà l'art de la tactique révolutionnaire. Il ne peut se former que par l'utilisation collective des expériences de l'action passée, condensées en règles d'action claires : en s'en remettant aux dirigeants pour les exécuter, les militants s'assurent que ceux-ci ne trahiront pas leur mandat, tout en s'engageant eux-mêmes à exécuter totalement, d'une manière féconde et décidée, les ordres qu'ils recevront du mouvement. Nous n'hésitons pas à dire que le parti étant perfectible et non parfait, beaucoup doit être sacrifié à la clarté et à la force de persuasion, même si cela entraîne une certaine schématisation : si la situation venait à ruiner nos schémas tactiques. l'éclectisme et l'opportunisme ne nous feraient certes pas sortir de ce mauvais pas, mais seulement un nouvel effort d'adaptation de la ligne tactique aux tâches du parti. Un bon parti ne suffit pas à produire une bonne tactique, mais c'est au contraire la bonne tactique qui engendre le bon

parti, — et la bonne tactique est celle que tous ont comprise et choisie dans ses grandes lignes.

Nous nions radicalement qu'on puisse mettre une sourdine au travail collectif de définition des normes tactiques, pour exiger une obéissance pure et simple à un homme, à un comité, à un parti de l'Internationale et à son appareil dirigeant traditionnel.

L'action du parti prend un aspect stratégique dans les phases culminantes de la lutte pour le pouvoir, car celle-ci se caractérise pour l'essentiel par son aspect militaire. Dans les situations antérieures, l'action du parti ne se réduit pas purement et simplement au domaine de l'idéologie, de la propagande et de l'organisation, mais consiste, comme on l'a déjà dit, à participer aux luttes menées par le prolétariat. Le système tactique doit donc être codifié pour établir, précisément, à quelles conditions l'intervention du parti, son action dans de tels mouvements, son agitation au vif des luttes prolétariennes se rattache au but révolutionnaire final et garantit simultanément la progression nécessaire de sa préparation théorique, organisatrice, tactique. Dans ce qui suit, nous montrerons comment se présente cette élaboration des normes de l'action communiste au stade actuel du mouvement révolutionnaire et en fonction des différents problèmes qui se posent.

II. — QUESTIONS INTERNATIONALES

1° Constitution de la Troisième Internationale.

Du point de vue de la restauration de la doctrine révolutionnaire, la constitution de la III Internationale a fourni une solution complète et définitive à la crise de la II Internationale déterminée par la guerre mondiale. Mais si la formation du Komintern constitue une immense conquête historique du point de vue de l'organisation et de la tactique, on ne peut dire qu'elle ait fourni une solution aussi complète à la crise du mouvement prolétarien.

La révolution russe, première et glorieuse victoire du prolétariat mondial, a été le facteur constitutif fondamental de la nouvelle Internationale. Mais en ce qui concerne les problèmes tactiques, les conditions sociales de la Russie n'ont pas permis à cette révolution de fournir un type historique général valable pour les révolutions dans les autres pays. Passant du pouvoir féodal autocratique à la dictature du prolétariat, elle n'a pas connu en effet la période de domination politique de la classe bourgeoise organisée possédant un appareil d'Etat stable et lui appartenant en propre.

Pour cette raison même, la révolution russe a du reste apporté une confirmation éclatante à la conception marxiste et une contribution écrasante à la déroute des théories révisionnistes du social-démocratisme. Mais la lutte contre la II° Internationale, partie intégrante de la lutte contre le capitalisme mondial, n'a pas eu un succès aussi décisif d'efficacité sur le terrain de l'organisation. De multiples erreurs ont été commises, empêchant les partis communistes d'atteindre le degré d'efficacité que leur permettaient les conditions objectives.

Il faut en dire autant de la tactique. L'état des forces en présence, — bourgeoisie, Etat bourgeois parlementaire moderne possédant un appareil stabilisé depuis longtemps, prolétariat —, pose des problèmes que l'on a résolus et que l'on continue de résoudre à moitié, si bien que les partis communistes n'ont pas toujours obtenu ce qui était possible pour renforcer le prolétariat face au capitalisme ou liquider ces organes de la contre-révolution que sont les partis social-démocratiques.

2° Situation économique et politique mondiale (1926)

La situation internationale apparaît aujourd'hui comme moins favorable qu'elle ne l'était dans les premières années de l'après-guerre. Du point de vue économique, on assiste à une stabilisation partielle du capitatisme, en entendant toutesois cette stabilisation comme une accalmie dans les perturbations subies par certains secteurs productifs, et non comme un état de choses excluant le retour à brève échéance de nouvelles perturbations. La crise du capitalisme reste ouverte et son aggravation est inéluctable. Dans le domaine politique, on assiste à un affaiblissement du mouvement ouvrier révolutionnaire dans presque tous les pays les plus avancés, que contrebalance heureusement la consolidation de la Russie soviétique et la lutte des peuples coloniaux contre les puissances capitalistes.

Si l'on continue d'improviser la tactique en fonction de la conjoncture, e telle situation risque d'entraîner le développement d'une tendance menchéviste dans l'examen des problèmes de l'action prolétarienne. D'autre part, un affaiblissement de l'action franchement classiste dans la politique générale du Komintern nous ferait courir le risque de voir disparaitre les conditions préconisées par Lénine pour une application correcte de la tactique dans les questions nationale et paysanne. A l'offensive prolétarienne d'après-guerre succéda une contre-attaque patronale à laquelle le Komintern répliqua par le mot d'ordre du front unique. Par la suite, s'instaura dans divers pays une phase démocratique-pacifique, grosse de dangers de dégénérescence pour notre mouvement comme le signala avec raison le camarade Trotsky. D'une façon générale, on doit éviter toute interprétation des situations présentant comme vitale pour le prolétariat l'issue de la lutte entre deux fractions de la bourgeoisie, la droite et la gauche, identifiées à tort d'une façon trop stricte à des groupes sociaux distincts. En réalité, la classe dominante possède plusieurs méthodes de gouvernement et de défense, que l'on peut ramener à deux : la méthode réactionnaire et fasciste, la méthode libérale et démocratique.

Partant de l'analyse économique, les thèses de Lénine ont déjà établi que les couches les plus modernes de la bourgeoisie tendent à unifier non seulement le mécanisme de la production, mais encore leur défense politique, en recourant aux moyens les plus énergiques. Il est donc faux d'affirmer qu'en règle générale la voie du communisme passe par l'étape d'un gouvernement bourgeois de gauche. Si cela se produisait pourtant dans un cas particulier, la condition d'une victoire prolétarienne résiderait dans une tactique du parti qui le dresse contre les illusions provoquées par l'avènement de ce gouvernement de gauche et qui n'atténue jamais, même dans

les périodes de réaction, son opposition aux formes politiques démocratiques.

3° Méthodes de travail de l'Internationale.

Une des tâches les plus importantes de l'Internationale communiste a été de dissiper la défiance du prolétariat à l'égard de l'action politique qu'avait provoquée la dégénérescence parlementaire de l'opportunisme.

Le marxisme ne considère pas la politique comme un art ou une technique subalternes permettant de nouer et de dénouer les intrigues parlementaires ou diplomatiques, et que chaque parti adopterait pour atteindre ses objectifs. La politique prolétarienne s'oppose radicalement aux méthodes politiques bourgeoises, elle annonce une forme supérieure de rapports entre les hommes pour culminer dans l'art de l'insurrection révolutionnaire. Cette différence fondamentale, dont nous négligerons de donner ici une plus ample étude théorique, est une condition vitale de la liaison entre le prolétariat révolutionnaire et son état-major communiste, comme de la sélection efficace des membres du parti.

Aujourd'hui, la façon de travailler de l'Internationale est contraire à cette nécessité révolutionnaire. Dans les rapports entre les organes du mouvement communiste, la politique à double face, la subordination des thèses théoriques aux mouvements occasionnels, les négociations et les accords entre personnalités prévalent trop souvent. Incapable de traduire heureusement les rapports entre les partis et les masses, un tel système n'a pas manqué de provoquer de graves déceptions.

L'improvisation, l'effet de surprise, le coup de théâtre jouent trop fréquemment leur rôle dans les grandes décisions fondamentales de l'Internationale, provoquant le désarroi des camarades et des prolétaires. Cela se produit, par exemple, lorsque des difficultés se présentent au sein des partis ; les organes et les congrès internationaux fabriquent alors laborieuse ment des solutions qu'ils imposent aux divers groupes dirigeants, mais qui n'ont aucune influence utile sur le développement réel des partis.

4° Questions d'organisation.

L'urgence d'une concentration des forces révolutionnaires pesa d'un grand poids dans la décision de fonder le Komintern, car on prévoyait alors un développement de la situation objective beaucoup plus rapide que celui qui s'est réellement produit. On a pu constater depuis qu'il aurait été prétérable d'utiliser les critères d'organisation avec une plus grande rigueur. La formation des partis ou la conquête des masses n'ont été favorisées ni par les concessions faites aux groupes syndicalistes et anarchistes, ni par les petites transactions avec les centristes permises par les 21 conditions, ni par les fusions avec d'autres partis ou fractions de partis obtenues par le "noyautage" politique, ni par la tolérance d'une double organisation communiste dans certains pays avec les partis sympathisants. Le mot d'ordre lancé après le V° Congrès : organiser le parti sur la base des cellules d'entreprise, ne contribuera pas plus à éliminer les défauts que tout le monde constate dans les sections de l'Internationale.

Par sa généralisation, et surtout dans l'interprétation qu'en a donnée la direction du parti italien, ce mot d'ordre entraîne de graves erreurs, en particulier une déviation à l'égard du postulat marxiste selon lequel la révolution n'est pas une question de formes d'organisation, ou de la thèse léniniste affirmant qu'une solution d'organisation ne peut être valable pour tous les temps et tous les lieux.

L'organisation par cellules d'entreprise convient moins aux partis agissant actuellement dans les pays bourgeois à régime parlementaire stable que l'organisation à base territoriale. C'est du reste une erreur théorique d'affirmer que le parti à base territoriale est un parti social-démocratique, tandis que le parti fondé sur les cellules est un vrai parti communiste. Dans la pratique, ce second type d'organisation entrave le travail d'unification par le parti des groupes prolétariens de catégories et d'industries différentes, travail qui est d'autant plus vital que la situation est plus défavorable et les possibilités d'organisation du prolétariat plus réduites. Divers inconvénients pratiques découlent de l'organisation du parti sur la base exclusive des cellules. Dans la Russie tsariste, la question se posait en d'autres termes : les rapports entre le patronat, les industriels et l'Etat étaient différents et l'imminence de la lutte pour le pouvoir rendait le danger corporatiste moins aigu.

Le système des cellules d'entreprise n'augmente pas l'influence des ouvriers sur le parti : à tous les nœuds du réseau se trouvent placés des éléments non-ouvriers ou ex-ouvriers qui forment un appareil de fonctionnaires. Etant donnés les défauts de la méthode de travail de l'Internationale, le mot d'ordre de la bolchevisation apparaît, du point de vue de l'organisation, comme une application servile et inadaptée de l'expérience russe, et aboutit déjà dans de nombreux pays à une paralysie, peut-être involontaire, des initiatives et des énergies prolétariennes par un appareil dont la sélection et le fonctionnement sont établis sur des critères en grande partie artificiels.

Conserver l'organisation territoriale ne signifie pas que l'on renonce à avoir des organes du parti dans les entreprises : ceux-ci doivent être les groupes communistes, liés au parti, dirigés par lui et insérés dans son réseau syndical. Ce système permet d'établir un meilleur contact avec les masses, tout en protégeant l'organisation fondamentale du parti.

5° Discipline et fractions.

Un autre aspect de la bolchevisation, c'est qu'elle prétend garantir l'efficacité du parti par une centralisation disciplinaire totale et une interdiction sévère du fractionnisme.

L'organe central international au sein duquel le parti communiste russe se voit attribuer, d'une point de vue politique sinon hiérarchique, une position hégémonique, devient l'instance suprême pour toutes les questions controversées.

Cela ne garantit rien, et tout le problème est faussement posé. En fait, le développement du fractionnisme dans l'Internationale n'a pas été arrêté,

on l'a au contraire encouragé sous une forme hypocrite. D'un point de vue historique, le dépassement des fractions dans le parti russe n'a jamais été obtenu par l'emploi d'un expédient ou d'une recette statutaire aux effets miraculeux; il a toujours été le résultat et l'expression d'une heureuse solution des problèmes de doctrine et d'action politiques.

Les sanctions disciplinaires peuvent être un élément de protection contre les dégénérescences, mais à condition qu'elles restent exceptionnelles au lieu de devenir la norme et presque l'idéal de fonctionnement du parti.

Si la solution n'est pas dans une exaspération à vide de l'autoritarisme hiérarchique (dont l'investiture initiale fait du reste défaut, soit parce que les grandioses expériences russes sont malgré tout incomplètes, soit parce que des dissensions surgissent au sein même de la vieille garde dépositaire des traditions bolcheviques et qu'on ne peut considérer a priori leur solution comme la meilleure), elle n'est pas non plus dans une application systématique des principes de la démocratie formelle, que le marxisme a relégué au rang d'un moyen d'organisation susceptible d'être utile.

Les partis communistes doivent réaliser un centralisme organique qui, avec le maximum possible de consultations de la base, assure l'élimination spontanée de tout regroupement tendant à se différencier. On ne peut obtenir cela à coups de prescriptions hiérarchiques formelles et mécaniques mais, comme le disait Lénine, par une juste politique révolutionnaire. La répression du fractionnisme ne peut constituer un aspect fondamental de l'évolution du parti : il s'agit au contraire de le prévenir.

Il est absurde, stérile et dangereux de prétendre que le parti et l'Internationale sont mystérieusement assurés contre toute rechute dans l'opportunisme ou contre tout saux-pas, car ils peuvent aussi bien provenir de changements dans la situation que d'un regain d'influence du résidu de traditions social-démocratiques. Aussi doit-on admettre que toute dissérenciation des opinions qu'on ne peut ramener à des cas individuels de désaitisme ou de déchéance, peuvent jouer un rôle utile dans la préservation du parti et du prolétariat en général de graves dangers.

Si ceux-ci s'accentuaient, la simple différenciation prendrait inévitablement, mais utilement, la forme fractionniste et pourrait conduire à des scissions. Il serait enfantin d'imputer cela à un manque d'énergie répressive des dirigeants, alors qu'hélas la faillite du parti et son asservissement à des influences contre-révolutionnaires seraient seuls en cause.

Les solutions artificielles apportées à la situation du parti allemand après la crise opportuniste de 1923 sont un exemple de cette fausse méthode : on a entravé la détermination spontanée d'une juste réaction révolutionnaire à la dégénérescence du parti dans les rangs d'un prolétariat aussi avancé que celui d'Allemagne, sans réussir pour autant à éliminer le fractionnisme.

La pénétration de l'influence bourgeoise dans le parti ne s'est pas réalisée historiquement par l'entremise des fractions, elle s'est au contraire insinuée en brandissant la démagogie unitaire au moment même où l'on imposait par le haut une dictature qui paralysait les initiatives de l'avant-garde prolétarienne.

Pour réussir à individualiser, à briser et à éliminer ce facteur de défaitisme, il ne s'agit pas de brandir la discipline contre le fractionnisme, mais de réussir à détourner le parti et le prolétariat de ce piège au moment où il prend la forme non plus seulement d'une révision doctrinale, mais d'une manœuvre politique aux effets anti-prolétariens.

Un des aspects négatifs de ce qu'on appelle la bolchevisation, est le remplacement de l'élaboration politique complète et consciente au sein du parti, qui correspond à un progrès effectif vers une centralisation plus compacte, par l'agitation bruyante et superficielle de formules mécaniques sur l'unité pour l'unité et la discipline pour la discipline.

Les résultats de cette méthode nuisent au parti et au prolétariat et retardent la constitution d'un "véritable" parti communiste. Cette méthode qu'appliquent beaucoup de sections de l'Internationale, est en elle-même un grave symptôme d'opportunisme latent. Dans la situation actuelle du Komintern, la constitution d'une opposition internationale de gauche n'a pas encore pris corps, mais si les facteurs défavorables que nous avons indiqués continuaient à se développer, la formation de cette fraction serait à la fois une nécessité révolutionnaire et un effet spontané de la situation.

6° Questions de tactique jusqu'au V° congrès.

Des erreurs du même ordre que celles que nous avons déjà relevées dans le domaine de l'organisation ont été commises dans les solutions apportées aux problèmes tactiques internationaux, et toujours parce que l'on prétendait tout déduire de l'expérience du parti communiste russe.

La tactique du front unique ne doit pas être comprise comme la recherche d'une coalition politique avec d'autres partis dits ouvriers, mais comme l'utilisation des revendications immédiates imposées par la situation, dans le but d'étendre l'influence du parti communiste sur les masses sans compromettre son autonomie.

La base du front unique doit donc être recherchée dans les organisations prolétariennes auxquelles les travailleurs adhèrent en fonction de leur position sociale et indépendamment de leur foi politique ou de leur appartenance à un parti organisé. En effet, il s'agit d'abord de ne pas rendre impossible en pratique aussi bien la critique communiste des autres partis politiques que l'organisation progressive dans les rangs communistes de nouveaux éléments issus de ces partis ; il s'agit ensuite de préparer les masses à comprendre directement les mots d'ordre du parti, pour qu'il puisse les mobiliser ensuite sur son propre programme et sous sa seule direction.

L'expérience a démontré mille fois qu'une application révolutionnaire du front unique devait exclure les coalitions politiques, temporaires ou permanentes, les comités d'action englobant des représentants des divers partis politiques, ainsi que les négociations du parti communiste avec d'autres partis, les offres d'action commune et les lettres ouvertes. La pratique a montré la stérilité de ces méthodes, discréditées par l'abus même qu'on en a fait.

La tactique du "gouvernement ouvrier", c'est le front unique politique appliqué à une revendication essentielle touchant au problème de l'Etat. Ici, il ne s'agit plus seulement d'une tactique erronée, mais d'une criante contradiction avec les principes communistes. Si le parti lance un mot d'ordre qui évoque la prise du pouvoir prolétarienne par l'intermédiaire des organes représentatifs de l'appareil d'Etat bourgeois, ou qui même n'exclut pas explicitement cette éventualité, non seulement les effets sur le prolétariat seront nécessairement néfastes, mais encore le parti aura sanctionné officiellement un abandon et un démenti du programme communiste. La révision de cette tactique au V' Congrès, après la défaite allemande, n'a pas été satisfaisante et le développement ultérieur des expériences tactiques justifie que l'on abandonne jusqu'à l'expression de "gouvernement ouvrier".

Dans la question fondamentale de l'Etat, le parti n'a qu'un seul mot d'ordre : dictature du prolétariat, car il n'y a pas d'autre "gouvernement ouvrier". Ce dernier mot d'ordre ne peut, lui, que faciliter un passage à l'opportunisme, c'est-à-dire à un appui, ou même à une participation, à des gouvernements de la classe bourgeoise soi-disant favorables aux ouvriers.

Tout cela n'entre pas en contradiction avec le fait de lancer le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » ou à des organisations de type soviétique (représentants élus des travailleurs) même lorsque des partis opportunistes y prédominent. Ces partis s'opposent en effet à la prise du pouvoir par les organisations prolétariennes, car celle-ci sonde précisément la dictature du prolétariat (exclusion des non-travailleurs des organes électifs et du pouvoir) que seul le parti communiste pourra gérer.

Il n'est toutefois pas nécessaire, et nous ne proposerons donc pas, de remplacer le mot d'ordre de dictature du prolétariat par son seul synonyme : « Gouvernement du parti communiste ».

· 7° La "nouvelle tactique"

Pour vaincre, l'existence des partis communistes ne suffit pas, encore taut-il conquérir les masses et donc contrebattre l'influence des sociaux-démocrates sur le terrain de revendications que tous les travailleurs puissent comprendre : voilà comment on justifiait le front unique et le gouvernement ouvrier.

Aujourd'hui, on fait un pas de plus en élargissant dangereusement le problème : pour nous permettre de préparer notre victoire, dit-on, nous devons d'abord obtenir que la bourgeoisie gouverne d'une certaine manière, plus tolérante, plus souple, ou bien encore que gouvernent des classes intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Cette seconde position, qui admet la possibilité d'un gouvernement original des classes moyennes, constitue une révision de la doctrine

marxiste et se place sur la même plateforme contre-révolutionnaire que le réformisme. La première voudrait seulement définir les conditions objectives les plus favorables à la propagande, l'agitation et l'organisation. Elle n'est pas moins dangereuse que l'autre, comme nous l'ayons déjà montré à propos de l'analyse des situations. Tout laisse prévoir que le libéralisme et la démocratie bourgeoise, en opposition ou en accord avec la méthode "fasciste", évolueront vers une exclusion du parti communiste de leurs garanties juridiques (qui déjà valent bien peu) : il les nie dans son programme et s'en exclut donc de lui-même, dira-t-on. Cela n'est du reste pas incompatible avec les principes de la démocratie bourgeoise, et en tout cas les précédents historiques ne manquent pas dans l'œuvre de tous les soi-disant gouvernements de gauche, comme par exemple dans le programme de l'Aventin italien. La "liberté" offerte au prolétariat sera eu substance une plus grande liberté d'agir en son sein pour les agents contre-révolutionnaires. « La seule liberté pour le prolétariat, c'est sa dictature ».

Nous avons déjà indiqué que dans les limites où un gouvernement de gauche peut créer des conditions utiles, elles ne peuvent être exploitées que si le parti a tenu continuellement une position nettement autonome. Il ne s'agit pas d'attribuer une habileté diabolique à la bourgeoisie, mais de tenir pour certain — une certitude sans laquelle on n'a plus aucun droit de se dire communiste! — que la lutte finale dressera contre les conquêtes du prolétariat le front unique des forces bourgeoises, qu'elles soient personnifiées par Hindenburg, Mac Donald, Mussolini ou Noske.

Habituer le prolétariat à distinguer, dans ce front, des éléments qui lui seraient involontairement favorables, c'est introduire un élément de défaite, même si toute faiblesse ou toute fracture réelles de ce front constituent effectivement un élément de victoire.

En Allemagne, après l'élection d'Hindenburg, on a pratiqué l'alliance électorale avec la social-démocratie et d'autres partis "républicains", c'està-dire bourgeois, ainsi qu'une alliance parlementaire au Landtag de Prusse, pour éviter la formation d'un gouvernement de droite ; en France, on a appuyé le Cartel des gauches aux dernières élections municipales et cantonales (tactique de Clichy). En dehors même des considérations que nous venons de développer, de telles méthodes tactiques sont condamnées par les thèses du II Congrès sur le parlementarisme révolutionnaire (1) qui imposent au parti communiste de se présenter sur le terrain électoral et parlementaire avec des positions rigoureusement indépendantes.

Ces tactiques récentes présentent une analogie historique évidente. sinon complète, avec les méthodes traditionnelles de la II^e Internationale : blocs électoraux, collaborationnisme, qu'on prétendait aussi justifier par

⁽¹⁾ Voir à ce propos notre brochure La question parlementaire dans l'Internationale communiste où se trouvent reproduits les principaux textes et discours du II Congrès de l'I.C. sur la question parlementaire (discours de Lénine et du rapporteur Boukharine, thèses adoptées par le congrès), ainsi que les documents illustrant la position de la Gauche communiste (discours de son représentant au II congrès et thèses abstentionnistes, en particulier).

une interprétation marxiste. Elles représentent un danger effectif pour les principes et l'organisation de l'Internationale ; de plus, elles n'ont été autorisées par aucune délibération des congrès internationaux et surtout pas par les thèses tactiques du V° Congrès.

8° Questions syndicales.

L'Internationale a modifié plusieurs fois sa conception des rapports entre organisations politiques et économiques à l'échelle mondiale. C'est là un exemple remarquable de cette méthode qui, au lieu de subordonner les actions particulières aux principes, improvise des théories nouvelles et variables pour justifier des actions qu'on entreprend en réalité parce qu'il semble qu'elles soient faciles à conduire et promettent un succès immédiat.

On préconisa d'abord l'admission des syndicats dans l'Internationale communiste, puis on constitua une Internationale syndicale rouge. On affirmait que si chaque parti communiste devait lutter pour l'unité syndicale, qui permet le plus large contact avec les masses, et donc renoncer à créer ses propres syndicats par des scissions dans ceux que dirigeaient des jaunes, sur le plan international, par contre, le Bureau de l'Internationale d'Amsterdam ne pouvait être considéré comme une organisation des masses ouvrières, mais comme un organe politique contre-révolutionnaire de la Société des Nations.

Par la suite, pour des raisons certainement importantes mais malgré tout limitées (un projet d'utilisation du mouvement syndical de gauche en Angleterre), on a proposé de renoncer à l'Internationale syndicale rouge pour réaliser une unité organique, à l'échelle internationale, avec le Bureau d'Amsterdam.

Aucune considération sur le changement des situations ne peut justifier des tournants aussi marqués puisqu'il s'agit ici des rapports entre organisations internationales politiques et syndicales, c'est-à-dire de la question de principe des rapports à établir entre parti et classe en vue de la mobilisation révolutionnaire.

Il faut ajouter que les garanties statutaires ne furent même pas respectées, les organes internationaux compétents étant placés chaque fois devant le fait accompli.

Le maintien du mot d'ordre « Moscou contre Amsterdam » n'excluait ni n'exclut la lutte pour l'unité syndicale dans chaque pays. En elset, les tendances favorables à la scission syndicale n'ont pu être résorbées, en Allemagne et en Italie, que dans la mesure où elles étaient privées de l'argument qu'on empêchait le prolétariat de se dégager de l'influence de l'Internationale d'Amsterdam. Inversement, l'adhésion enthousiaste de notre parti français à l'idée d'une unité syndicale internationale ne l'empêche pas de manifester son incapacité totale de traiter le problème de l'unité syndicale à l'échelle nationale. Il ne saut pas écarter, toutesois, la possibilité d'une tactique de front unique international avec toutes les organisations syndicales, y compris celles qui adhèrent à Amsterdam.

La gauche du parti italien a toujours lutté pour l'unité prolétarienne dans les syndicats, ce qui la distingue radicalement de la "gauche" infantile, syndicaliste et volontariste, que combattait Lénine. La gauche italienne partage en outre entièrement la conception léniniste des rapports entre syndicats et conseils d'usine. Sur la base de l'expérience russe et des thèses spéciales du II° Congrès, elle repousse la grave déviation de principe qui consiste à dénier toute importance révolutionnaire aux syndicats, pourtant basés sur l'adhésion volontaire, dans le but de les remplacer par un appareil dont feraient automatiquement partie tous les ouvriers et qui serait calqué partout sur l'organisation de la production capitaliste, conception constitutionnaliste, utopiste et finalement réactionnaire qui se traduit pratiquement par l'exagération du rôle des conseils d'usine et le boycottage effectif du syndicat.

9° Question paysanne.

Les thèses de Lénine au II^e Congrès l'ont définie exactement en restaurant les positions marxistes fondamentales à l'égard de la production agricole. Elles notent tout d'abord que si l'industrie est mûre pour la socialisation, ses bases font encore défaut dans l'économie paysanne. Cela ne permet pas de conclure à un renvoi de la révolution prolétarienne : elle seule, au contraire, permettra de développer ces bases. Les problèmes généraux des paysans pauvres restant insolubles dans le cadre de l'économie industrielle et du pouvoir bourgeois, seul le prolétariat pourra, par sa propre lutte, libérer les paysans pauvres de l'exploitation à laquelle les soumettent les propriétaires fonciers et la bourgeoisie, même si cette émancipation ne coïncide pas tout d'abord avec une transformation générale de l'économie rurale.

Les aspects juridique et économique de la propriété foncière ne coïncident pas, si bien qu'une grande propriété peut se présenter du point de vue technique comme la juxtaposition de très petites entreprises. Dans ce cas, la destruction des superstructures juridiques entraîne une répartition de la terre entre les paysans, qui se réduit en fait à une libération des petites entreprises de l'exploitation à laquelle elles étaient soumises ensemble. L'abolition révolutionnaire des rapports de propriété qu'elle suppose, seul le prolétariat peut la réaliser car, contrairement à la paysannerie, il n'est pas seulement la victime des rapports de production bourgeois : produit par le capitalisme, il est l'agent de l'instauration de rapports nouveaux préparée par le développement du mode de production capitaliste lui-même. Le prolétariat recevra donc une aide précieuse de la révolte des paysans pauvres, mais il faut noter que dans ses conclusions tactiques Lénine insiste d'abord sur la différence fondamentale entre les rapports du prolétariat et de la paysannerie, et ceux du prolétariat avec les couches moyennes réactionnaires de l'économie urbaine représentées surtout par les partis sociaux-démocrates, ainsi que sur l'hégémonie intangible de la classe ouvrière dans la direction de la révolution.

Au moment de la conquête du pouvoir, le paysan se présente donc comme un facteur révolutionnaire. Mais si son idéologie change au feu de

la révolution, les rapports de production traditionnels demeurent les mêmes au sein des entreprises familiales isolées et concurrentes. La paysannerie constitue donc un grave danger pour la construction de l'économie socialiste à laquelle seul un grand développement des capacités de production et de la technique agricole pourra l'intéresser.

Pour Lénine, le prolétariat agricole non lié à la terre (salariés agricoles) doit être considéré, du point de vue de la tactique et de l'organisation, de la même façon que le reste du prolétariat, tandis que l'alliance avec le paysan pauvre, exploitant direct, permet simplement de neutraliser le paysan moyen, à la fois victime de certains rapports capitalistes et exploiteur de forces de travail; par contre, ce dernier caractère devient dominant chez le paysan riche, qui est donc un ennemi déclaré de la révolution.

L'Internationale doit s'efforcer d'éviter les erreurs d'application de cette tactique paysanne. Dans le parti français, par exemple, certains envisagent une révolution paysanne se situant au même niveau que la révolution ouvrière, ou bien encore, inversant le rapport exact, une mobilisation révolutionnaire des ouvriers déterminée par une insurrection paysanne.

Le paysan gagné au programme des communistes et donc susceptible d'être un militant politique, doit adhérer au parti communiste. C'est le seul moyen de combattre la formation de partis paysans inévitablement influencés par la contre-révolution.

L'Internationale paysanne doit rassembler les organisations paysannes de tous les pays caractérisées, comme les syndicats ouvriers, par le fait de regrouper tous ceux qui ont les mêmes intérêts économiques immédiats. La aussi, la tactique des négociations politiques, du front unique politique et du noyautage des partis paysans, même pour les saper de l'intérieur doit être repoussée.

Cette règle tactique n'entre pas en contradiction avec les rapports qui s'établirent entre bolcheviks et socialistes-révolutionnaires pendant la guerre civile, alors que les nouvelles institutions représentatives des ouvriers et des paysans existaient déjà.

10° Question nationale.

Lénine a également éclairci d'une façon fondamentale la théorie du mouvement populaire dans les pays coloniaux et dans certains pays exceptionnellement arriérés. Alors que le développement économique interne ou l'expansion du capitalisme étranger n'ont pas encore fourni les bases de la lutte de classe moderne dans ces pays, la satisfaction des revendications qui s'y posent exige une lutte insurrectionnelle et la défaite de l'impérialisme mondial.

A l'époque de la lutte pour la révolution prolétarienne dans les métropoles, la réalisation complète de ces deux conditions permet le déchaînement dans ces pays d'un combat qui, toutefois, prendra des aspects raciaux et nationalistes, et donc non classistes. Cela étant, la conception léniniste considère comme essentiel que les organisations internationales du prolétariat révolutionnaire prennent la direction de la lutte mondiale ; l'agitation de classe doit donc être élargie dans ces pays et non pas étouffée, et un parti communiste local doit s'y constituer et s'y développer indépendamment des autres forces politiques.

L'extension abusive de ces considérations à des pays où le régime capitaliste et l'appareil d'Etat bourgeois existent depuis longtemps constitue un danger ; en esset, la question nationale et l'idéologie patriotique jouent dans ce cas un rôle directement contre-révolutionnaire en détournant le prolétariat de sa lutte de classe. De telles déviations se sont manitestées, par exemple, dans les concessions saites par Radek aux nationalis tes allemands luttant contre l'occupation interalliée. En Tchécoslovaquie, de même, l'Internationale a pour tâche d'esset tout restet du dualisme national dans l'organisation prolétarienne, les deux races étant au même niveau historique et le milieu économique qui leur est commun tout à fait évolué.

Elever à la hauteur d'un principe l'appui à la lutte des minorités nationales en elle-même, conduit à déformer la conception communiste : en effet, c'est à partir de critères bien différents que l'on peut apprécier si une telle lutte contient des possibilités révolutionnaires ou implique au contraire des développements réactionnaires.

11° Question russe (1926).

La nouvelle politique économique de l'Etat russe, telle qu'elle ressort surtout du discours de Lénine en 1921 sur l'impôt en nature et du rapport de Trotsky au IV^e Congrès mondial, a une importance évidente pour l'Internationale communiste. Etant donnés les bases de l'économie russe et le tait que la bourgeoisie demeure au pouvoir dans les autres pays, des marxistes ne pouvaient envisager d'une autre façon le développement révolutionnaire à l'échelle mondiale et la construction de l'économie socialiste.

Par la suite, les graves difficultés nées des rapports entre les forces sociales à l'intérieur du pays, des problèmes posés par la technique de production et par les rapports avec l'étranger, ont déterminé à plusieurs reprises des divergences au sein du parti communiste russe. On doit d'abord déplorer que le mouvement communiste international n'ait pu se prononcer sur ces divergences avec plus de sérieux et d'autorité.

Lors de la première discussion avec Trotsky, les considérations qu'il présenta sur la vie intérieure du parti et son cours nouveau étaient indubitablement justes, de même que ses observations sur le développement de la politique économique de l'Etat avaient, dans leur ensemble, un caractère nettement prolétarien et révolutionnaire. Dans la seconde discussion, les considérations de Trotsky sur les erreurs de l'Internationale et sa démonstration du fait que la meilleure tradition bolchevique ne milite pas en faveur des critères adoptés dans la direction du Komintern, n'étaient pas moins justifiées. Les échos du débat dans le parti russe ont été faussés par la méthode habituelle qui consiste à jouer à fond sur le chantage au

lractionnisme, et pire encore au bonapartisme, qui ne repose absolument sur rien. Quant à la discussion toute récente, ce que l'on doit noter avant tout, c'est qu'elle a trait à des problèmes de nature internationale ; on ne peut donc alléguer que la majorité du parti russe s'est prononcée sur eux pour empêcher une discussion et une décision de l'Internationale dans ce domaine, le fait que l'opposition battue renonce à cette demande étant complètement indifférent (1).

Comme dans les autres cas, la procédure disciplinaire étouffe les questions de fond. Il ne s'agit pas de défendre les droits violés d'une minorité qui, au moins par ses chefs, partage la responsabilité de beaucoup d'erreurs internationales, il s'agit de questions vitales pour le mouvement mondial.

La question russe doit être posée devant l'Internationale pour une étude complète. Les termes en sont les suivants : dans l'économie russe actuelle se mêlent, selon Lénine, des éléments pré-bourgeois, bourgeois, de capitalisme d'Etat et de socialisme. La grande industrie étatisée est socialiste dans la mesure où elle obéit aux impératifs productifs de l'Etat qui est un Etat politiquement prolétarien. La distribution de ses produits s'opère toutefois sous une forme capitaliste, c'est-à-dire par le mécanisme du libre marché concurrentiel.

On ne peut exclure en principe que ce système non seulement maintienne les ouvriers, comme cela se produit effectivement, dans une situation économique peu brillante qu'ils acceptent parce qu'ils ont acquis une conscience révolutionnaire, mais encore évolue vers un accroissement de l'extorsion de plus-value, par le jeu du prix payé par les ouvriers pour les

⁽¹⁾ La première discussion dont il est question ici fut déclanchée par deux lettres de Trotsky, l'une adressée au comité central le 8 octobre 1923, l'autre du 8 décembre, intitulée "cours nouveau", et qui ne sera publiée dans « La Pravda » que les 28 et 29 décembre Après la position ambiguë de Trotsky au XII congrès (17-25 avril) où il s'était abstenu d'aborder les questions brûlantes (une deuxième attaque avait frappé Lénine, le metant hors d'état d'agir), ces deux textes traitaient à la fois de la très grave crise économique et politique qui frappait l'U.R.S.S. (extension alarmante du chômage, hausse des prix industriels et stagnation des prix agricoles entraînant une paralysie des échanges entre la ville et la campagne) et du régime d'oppression et de persécution à l'intérieur même du parti qui se développait dans des proportions angoissantes. Au terme d'une violente campagne menée par la direction du parti contre les positions parallèles de Trotsky et de l'opposition, dite "des 46" (Preobrajenski, Piatakov, etc.), qui s'était formée avant l'intervention de celui-ci, ces positions seront condamnées comme "anti-léninistes", "petites-bourgeoises" et "fractionnistes" par la XIII Conférence du parti (16-18 fanvier 1924).

La deuxième discussion se déroula sur le fond de la débacle de la révolution allemande d'octobre 23, dont la direction de l'Internationale rejusa la responsabilité pour la rejeter arbitrairement sur la direction du parti allemand, qui avait en réalité toujours agi (ou plutôt rejusé d'agir au moment opportun) en liaison avec l'Exécutif de l'Internationale. Elle fut déclenchée par la publication, en octobre 24, des Leçons d'octobre de Trotsky, préjace au troisième volume de son œuvre intitulée 1917 dans laquelle, tirant la leçon des événements révolutionnaires russes, il traitait cette question vitale : à quelles conditions l'organisation du parti se trouve-t-elle à la hauteur de sa tâche historique dans les périodes insurrectionnelles où la situation objective met la prise du pouvoir à l'ordre du jour ? En réponse, la direction du parti lança une ignoble campagne contre le "trotskysme" en présentant systématiquement et d'une manière unilatérale tous les différents passés entre Lénine et Trotsky: c'était le prélude à la persécution sanglante de l'opposition internationaliste et à l'affirmation de la thèse stalinienne sur "le socialisme dans un seul pays", qui triomphera en 1926 précisément

denrées alimentaires, d'une part, du prix payé par l'Etat et des conditions qu'il obtient lors de ses achats, dans les concessions, dans le commerce et dans tous les rapports avec le capitalisme étranger, d'autre part. C'est ainsi que l'on doit se demander si les éléments socialistes de l'économie russe progressent ou reculent, et ce problème est aussi celui du rendement tech-

nique et de la bonne organisation de l'industrie d'Etat.

La construction du socialisme intégral étendu à la production comme à la distribution, à l'industrie comme à l'agriculture, est impossible dans un seul pays. Un développement progressil des éléments socialistes de l'économie russe reste toutefois possible, mais il suppose la faillite des plans contre-révolutionnaires qui tablent sur des facteurs internes — paysans riches et nouvelle bourgeoisie — et externes — puissances impérialistes. Que ces plans prennent la forme d'une agression intérieure et extérieure, ou d'un sabotage et d'un infléchissement progressils de la vie sociale et de l'Etat russes, qui les contraignent à une lente involution au terme de laquelle ils auraient perdu leurs caractères prolétariens, dans tous les cas la condition du succès réside dans une stricte collaboration de tous les partis de l'Internationale.

Il s'agit surtout d'apporter à la Russie prolétarienne et au parti communiste russe le soutien actif et énergique de l'avant-garde prolétarienne, celle des pays impérialistes surtout. Certes, les agressions doivent être empêchées et une pression doit être exercée sur les Etats bourgeois en ce qui concerne leurs rapports avec la Russie. mais il faut surtout que le parti russe résolve ses problèmes avec l'aide des partis frères. Il est vrai que ceux-ci ne possèdent pas une expérience directe des problèmes de gouvernement, mais ils contribueront malgré cela à leur solution en apportant un coefficient révolutionnaire dérivant directement de la lutte de classe réelle

qui se déroule dans leurs pays respectifs.

Comme nous l'avons montré plus haut, les rapports établis à l'intérieur de l'Internationale communiste ne se prêtent pas à cette tâche. Un changement s'impose donc d'urgence, en relation surtout avec les excès provoqués par la "bolchevisation" dans les domaines de l'organisation, de la tactique et des positions politiques.

III. — QUESTIONS ITALIENNES

1° La situation en Italie (1926).

Dans l'appréciation de la situation italienne, il ne faut pas accorder une importance décisive à l'insuffisance de développement du capitalisme industriel. Son faible développement quantitatif et son apparition relativement tardive ont été contrebalancés par une série d'autres circonstances qui ont permis à la bourgeoisie de s'emparer complètement et solidement du pouvoir politique à l'époque du Risorgimento, si bien qu'elle possède une tradition étatique aussi riche que complexe.

Il n'est pas possible de ramener systématiquement les divergences politiques qui caractérisent historiquement les partis en lutte — droite et gauche, cléricalisme et franc-maçonnerie. démocratie et fascisme — aux différences sociales existant entre propriétaires fonciers et capitalistes,

grande et petite bourgeoisies.

Le mouvement fasciste doit être compris comme une tentative d'uni-

fication politique à des fins contre-révolutionnaires des intérêts divergents de divers groupes bourgeois. Créé et alimenté directement par toutes les classes dirigeantes, propriétaires fonciers, industriels, commerçants, banquiers, soutenu surtout par l'appareil d'Etat traditionnel, la couronne, l'Eglise et la franc-maçonnerie, le fascisme a poursuivi ce but en mobilisant des éléments sociaux des classes moyennes, en plein désarroi, qu'il a réussi à lancer contre le prolétariat en même temps que les éléments

Ce qui s'est produit en Italie ne doit être expliqué ni par l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle couche sociale, ni par la formation d'un nouvel appareil d'Etat possédant une idéologie et un programme originaux, ni par la défaite d'une partie de la bourgeoisie dont les intérêts coïncideraient mieux avec les méthodes libérales et parlementaires. Les libéraux et les démocrates, Giolitti et Nitti, ont été les protagonistes d'une phase de la lutte contre-révolutionnaire liée dialectiquement à la phase fasciste et décisive pour la défaite du prolétariat. Leur politique de concessions, menée avec la complicité des réformistes et des maximalistes (1), a permis en fait à la bourgeoisie de détourner la pression prolétarienne et donc de tenir dans la période d'après-guerre, lorsque la classe dominante et toutes ses organisations n'étaient pas prêtes à résister de front.

Directement aidé dans cette période par les gouvernements, la bureaucratie, la police, la magistrature, l'armée, etc..., le fascisme s'est ensuite complètement débarrassé du vieux personnel politique de la bourgeoisie. Cela ne doit pas induire en erreur et moins encore servir de base à une réhabilitation des partis et groupes qui ont fait faillite; leur éviction découle de ce que la tâche anti-prolétarienne qu'ils avaient remplie pendant tout une période était achevée et non pas de ce qu'ils auraient offert

des conditions plus favorables à la classe ouvrière.

2º Orientation politique de la Gauche communiste.

Dans les situations que nous venons de décrire, le groupe qui fut à l'origine du parti communiste a agi sur la base des critères suivants : rupture avec les duels mythiques de la politique bourgeoise et parlementaire, afin d'imposer le duel révolutionnaire entre les classes ; lutte au sein du prolétariat contre cette illusion que les classes moyennes peuvent se donner un état-major politique, assumer le pouvoir et lancer ainsi le prolétariat vers ses propres conquêtes ; confiance dans l'aptitude de la classe ouvrière à remplir sa propre tâche historique, pourvu qu'elle y soit préparée par une série de positions critiques, politiques et tactiques, originales, autonomes et solidement liées entre elles par-delà la diversité des situations.

⁽¹⁾ Le parti socialiste italien se divisait traditionnellement en deux courants : celui des réformistes avoués (Turati, Treves, Modigliani) et celui des maximalistes (Serrati, Lazzari, Riboldi). Apparemment plus radical, ce dernier avait donné son adhésion platonique à l'Internationale communiste avant la constitution, autour de la Fraction communiste, du véritable parti communiste en janvier 1921 au congrès de Livourne. Mais en fait, par son refus obstiné de se séparer du courant réformiste, il montrait qu'il était plus proche du réformisme que du communisme : son radicalisme verbal, superficiel et équivoque, entretenait la confusion dans les rangs ouvriers, ce qu'on ne pouvait au moins reprocher aux réformistes déclarés.

La tradition de ce courant remonte à la gauche du parti socialiste qui existait dès avant la guerre. Si une majorité capable de lutter à la fois contre les erreurs réformistes et syndicalistes (ces dernières caractérisant jusque-là la gauche prolétarienne) s'était formée dès les congrès de Reggio Emilia (1912) et Ancône (1914), une extrême gauche aspirant à des positions de classe toujours plus radicales s'était également délimitée à l'intérieur de cette majorité. D'importants problèmes posés à la classe ouvrière purent être alors résolus, comme ceux de la tactique électorale, des rapports avec les syndicats, de la guerre coloniale ou de la franc-maçonnerie.

Pendant la guerre, si tout le parti ou presque s'opposa à une politique d'union sacrée, son extrême-gauche, bien individualisée, défendit les directives léninistes dans les réunions et congrès successifs (Bologne, mai 1915; Rome, février 1917; Florence, novembre 1917; Rome, 1918): refus de la défense nationale et défaitisme; exploitation de la défaite militaire pour agiter le problème du pouvoir; lutte incessante contre les chefs syndicaux et parlementaires opportunistes dont on exigeait l'expulsion du parti.

Dès la fin de la guerre, l'extrême-gauche s'exprime par le journal "Il Soviet" qui, le premier, expose et défend l'orientation de la révolution russe en luttant contre ses interprétations anti-marxistes, opportunistes, syndicalistes et anarchisantes, et pose correctement les problèmes essentiels de la dictature du prolétariat et du rôle du parti, en soutenant dès le début la nécessité d'une scission dans le parti socialiste.

Ce même groupe défendit l'abstentionnisme électoral, mais ses conclusions furent repoussées au II° Congrès de l'Internationale (1). Toutefois, cet abstentionnisme ne dérivait pas de théories anti-marxistes de type anarcho-syndicaliste comme le prouvent les sévères polémiques menées par "II Soviet" contre la presse anarchiste. La tactique abstentionniste était préconisée avant tout dans les conditions politiques de la démocratie parlementaire, car celle-ci crée des difficultés particulières à la conquête des masses et à la juste compréhension du mot d'ordre de dictature du prolétariat, difficultés que l'Internationale continue, croyons-nous, de sous-estimer. D'autre part, l'abstentionnisme était proposé en fonction de l'imminence de grandes luttes intéressant les plus grandes masses du prolétariat (éventualité qui a malheureusement disparu aujourd'hui), et non pas comme une tactique valable partout et toujours.

Avec les élections de 1919, le gouvernement Nitti réussit à ouvrir une immense soupape devant la pression révolutionnaire, et la poussée du prolétariat, comme l'attention du parti, furent détournées par cette exploitation de leurs traditions électoralistes. Les positions du "Soviet" constituèrent alors la seule réaction juste aux véritables causes du désastre qui suivit pour le prolétariat.

Au Congrès de Bologne (1919), la minorité abstentionniste fut la seule à poser correctement le problème de l'élimination des réformistes ; elle tenta en vain de s'entendre sur ce point avec une partie des maximalistes, offrant même dans ce but de renoncer à ses positions abstentionnistes.

⁽¹⁾ Voir notre brochure La question parlementaire dans l'Internationale communiste.

Après cet échec et jusqu'au II^e Congrès, la fraction abstentionniste fut la seule qui travailla à la formation du parti communiste sur le plan national.

Ce groupe incarne donc l'adhésion spontanée, à partir de son expérience et de ses traditions propres, de la gauche du prolétariat italien aux directives de Lénine et du bolchevisme qui triomphaient alors dans la révolution russe.

3° Œuvre de la Gauche à la direction du parti.

Le parti communiste une fois constitué à Livourne en janvier 1921, les abstentionnistes firent tout ce qui était en leur pouvoir pour se lier solidement aux autres groupes du parti. Si pour certains de ceux-ci la nécessité de la scission dérivait seulement des rapports internationaux, pour les abstentionnistes au contraire, comme pour beaucoup d'autres éléments d'ailleurs, il existait une coïncidence complète entre les thèses de l'Internationale et les enseignements des luttes politiques qu'ils avaient menées précédemment. Notons que, par discipline, ils avaient expressément renoncé à leur position sur les élections.

Dans son travail, la direction du parti s'inspira de l'interprétation de la situation italienne et des tâches du parti que nous avons traitée plus haut. Il est désormais évident que le retard survenu dans la constitution du parti, et dont tous les autres groupes portent la responsabilité, rendait inévitable une retraite ultérieure du prolétariat, ou mieux, que ce retard l'avait inéluctablement déterminée.

Pour placer le prolétariat dans les meilleures conditions possibles au cours des différentes luttes, la direction prit le parti d'utiliser au maximum l'appareil traditionnel des organisations rouges, tout en s'efforçant de convaincre le prolétariat qu'il ne devait pas compter sur les maximalistes et les réformistes qui allèrent jusqu'à accepter le pacte de pacification (1) avec le fascisme.

⁽¹⁾ Le pacte de pacification fut signé, le 3 août 1921, sur l'initiative du président de la Chambre, de Nicola, par les organisations suivantes : parti fasciste, direction du parti socialiste, groupe parlementaire socialiste. Confédérat.on Générale du Travail (dirigée par les socialistes). Expression du crétinisme démocratique des socialistes, il stipulait un désarmement des ouvriers devant les exactions des fascistes et des forces de l'ordre traditionnelles. Les termes mêmes de ce pacte valent d'être rapportés : « Les parties représentées s'engagent à œuvrer immédiatement pour que cessent au plus tôt les menaces, les voies de fait, les représailles, les punitions, les vengeances, les pressions, les violences personnelles de quelque espèce que ce soit. Les symboles, emblèmes et insignes respectifs. seront respectés. Les parties contractantes s'engagent réciproquement à respecter les organisations économiques. Toute action, tout comportement violant cet engagement et cet accord sont dès à présent déplorés et désavoués par les différentes délégations. Le Particocialiste italien déclare être étranger à l'organisation et à l'action des "Arditi del popolo", comme cela ressort du reste du congrès de ces derniers, au cours duquel ils se sont proclamés étrangers à tout parti. »

Le parti communiste prit une position particulièrement nette à l'égard de ce "pacte" en le dénonçant énergiquement. Dès l'annonce des pourparlers, l'Exécutif communiste envoya à la direction du parti socialiste le télégramme suivant : « Pour couper court à toute utilisation arbitraire de votre part du nom de notre Parti, nous vous communiquens officiellement et directement, en vous priant de nous en donner une confirmation télé-

Dès le début, le parti se déclare partisan de l'unité syndicale, puis propose l'établissement du front unique qui se traduira par la formation de l' "Alliance du travail" (1). Quelles que soient les opinions sur le front unique politique, c'est un fait qu'il était irréalisable en Italie en 1921-22, pour des raisons contingentes; le parti communiste ne reçut d'ailleurs jamais aucune invitation à une réunion ayant pour but d'établir une alliance des partis. Le parti n'intervint pas à la réunion convoquée par les cheminots pour constituer l'alliance syndicale, afin de ne pas se prêter à des manœuvres visant à compromettre la fondation de l'alliance elle-même tout en lui attribuant la responsabilité de cet échec; mais il confirma par avance qu'il approuvait cette initiative en affirmant que les communistes observeraient la discipline à l'égard de cette nouvelle organisation. Certains contacts eurent lieu ensuite entre partis politiques ; le parti communiste ne refusa pas d'y participer, mais ils n'aboutirent à rien, démontrant du même coup l'impossibilité d'une entente sur le terrain de l'action politique et le défaitisme de tous les autres groupes. Au cours de la retraite, la direction sut maintenir la confiance dans la classe ouvrière et élever la

graphique, que nous ne participerons à aucune réunion de partis ayant pour but la pacification ou le désarmement. Exécutif Parti communiste, le 27 juillet 1921 ».

Il reste à préciser ce qu'étaient les "Arditi del popolo" dont il est question dans le "pacte". Fondée en juin 1921, cette organisation, qui regroupait des éléments très divers, géneralement non encadrés dans un parti politique et parfois même franchement suspects, entendait s'opposer aux exactions fascistes et s'était donné dans ce but une structure de type militaire. La position du parti communiste à son égard fut également très nette, sans qu'elle exclue toutejois complètement une confluence momentanée de la lutte des "Arditi" et des communistes : « Les "Arditi del popolo" veulent provoquer une réaction prolétarienne aux excès du fascisme dans le but de rétablir "l'ordre et la vie sociale normale". L'objectif des communistes est bien différent ; ils tendent à poursuivre la lutte prolétarienne jusqu'à la victoire révolutionnaire... L'encadrement militaire du prolétarial, qui est la forme d'organisation de la lutte de classe la plus délicate, exige le maximum de discipline et doit être réalisée par le parti. L'organisation militaire doit dépendre strictement de l'organisation politique du parti » (Comités exécutifs du Parti et de la Fédération des Jeunesses, 7 août 1921). On voit que l'opposition des communistes aux "Arditi del popolo" n'avait rien de commun avec l'hostilité que manifestaient servilement les socialistes dans le "pacte de pacification" et qui, elle, dérivait tout simplement de leur pacifisme social.

⁽¹⁾ Le mot d'ordre de front unique syndical lancé par le parti communiste aboutit à la formation de l'"Alliance du travail". Constituée sur l'initiative du Syndicat des cheminots italiens en février 1922, elle réunissait les organisations suivantes : Confédération Générale du Travail, Syndicat des cheminots italiens (autonomes), Union syndicale italienne (anarcho-syndicalistes), Union italienne du travail (syndicats fondés par divers républicains), Fédération italienne des travailleurs portuaires. Elle se donnait pour but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat contre l'offensive patronale.

En fait, l'Alliance se présenta surtout comme une entente au sommet des divers syndicats existants. Les communistes, eux, s'efforçaient de lui donner un contenu bien différent, d'en faire la prémisse d'une véritable unification des différentes organisations syndicales. Ils proposaient à cet effet l'organisation de Comités locaux de l'Alliance au sein desquels les diverses organisations seraient représentées proportionnellement à leur importance réelle ; ces comités auraient fourni une base à la convocation d'un congrès mational : processus en somme inverse de celui qui avait présidé à la création de l'Alliance elle-même. Le but immédiat des communistes était de préparer des luttes générales à direction unique et également d'organiser les non-syndiqués ; le but plus lointain était d'aboutir à une organisation syndicale unique.

conscience de son avant-garde en coupant court aux manœuvres traditionnelles en direction du prolétariat de groupes et de partis pseudo-révolutionnaires. Malgré les efforts du parti, ce n'est que plus tard, en août 1922, qu'on en arriva à une action générale; mais la défaite du prolétariat était inévitable et dès lors le fascisme, ouvertement appuyé par les forces de l'Etat dirigé par la démocratie libérale, fut maître du pays, la « marche sur Rome » ne constituant qu'une sanction légale et formelle de sa prédominance (1).

A ce moment, malgré le rétrécissement de l'action prolétarienne. l'influence du parti dépasse celle des maximalistes et des réformistes, ses progrès ayant été déjà marqués par les résultats des élections de 1921 et des grandes consultations qui se déroulèrent ensuite au sein de la Confédération du travail.

4° Rapports entre la Gauche italienne et l'Internationale communiste.

Le Congrès de Rome (mars 1922) mit en évidence une divergence entre la Gauche italienne et la majorité de l'Internatioale (2). Toutefois nos délégations au III° Congrès mondial et à l'Exécutif élargi de février 1922 l'exprimèrent fort mal, commettant, dans le premier cas surtout, des erreurs "gauchistes". Les thèses de Rome n'en constituèrent pas moins l'heureuse liquidation théorique et politique de tout danger d'opportunisme de gauche dans le parti italien.

La seule divergence avec l'Internationale dans la vie pratique du parti se manifesta à propos de la tactique à tenir à l'égard des maximalistes, mais elle sembla un moment dépassée par les résultats unitaires du congrès socialiste d'octobre 1921 (3).

⁽¹⁾ Le 31 juillet 1922, à la suite d'agressions fascistes, un comité secret d'action émanant du comité central de l'Alliance du travail proclama la grève générale pour le 1er août. Bien qu'elle ait eu un succès indéniable, l'Alliance suspend la grève au bout de 48 heures devant la menace des fascistes d'intensifier leurs attaques contre les organisations ouvrières. Le parti communiste dénonce alors vigoureusement, dans un Manifeste, les hésitations et les retards avec lesquels l'action a été menée et stigmatise "la tactique appliquée par des chefs qui se sont révélés indignes". Fin août, désertée par les cheminots, L'Alliance du travail se dissout.

⁽²⁾ Le parti communiste d'Italie tint son deuxième congrès à Rome en mars 1922. Un ensemble de résolutions y jurent adoptées sur la tactique du parti communiste, la question paysanne, le parti communiste et les syndicats. On désigne en général par "Thèses de Rome" la résolution sur la tactique du parti communiste, document de portée générale qui condensait l'apport de la Gauche communiste au mouvement communisté international en traitant des questions tactiques avec une rigueur égale à celle que les Bolcheviks avaient déployée pour traiter des principes et des buts généraux du mouvement. Le lecteur pourra trouver la traduction de ce document dans le numéro 17 (octobre-décembre 1961) de Programme communiste.

⁽³⁾ Au congrès tenu par le Parti socialiste italien du 10 au 15 octobre 1921 à Milan, le groupe des Maximalistes de la III Internationale, qui rassemblait les partisans de l'adhésion à l'I.C. (Lazzari, Fabrizio Maffi, Riboldi), fut écrasé par le groupe des Maximalistes unitaires, fidèles à la tradition d'unité avec les réformistes : ceux-ci obtenaient 47.628 mandats pour 3.765 seulement à ceux-là.

Les palinodies politiques du Parti socialiste dans ses rapports avec l'I.C. méritent d'être rapidement rapportées. Au congrès de Rome (1-4 octobre 22), la droîte réformiste.

Les thèses de Rome furent adoptées comme contribution du parti aux décisions de l'Internationale et non pas comme une ligne d'action immédiate. La direction du parti le confirma à l'Exécutif élargi de 1922 ; si la discussion ne fut pas ouverte alors, c'est à la suite d'une décision de l'Internationale à laquelle la direction se plia par discipline.

En août 1922 pourtant, l'Internationale interpréta la situation différemment de la direction du parti et conclut à une situation instable, à un affaiblissement de la résistance de l'Etat. Elle pensa alors renforcer le parti par une fusion avec les maximalistes, considérant la scission entre maximalistes et unitaires comme un facteur décisif, tandis que la direction du parti plaçait au contraire au premier plan les enseignements de la vaste manœuvre de la grève d'août.

C'est à partir de ce moment que les deux lignes politiques divergent définitivement. Au IV° Congrès mondial, en décembre 1922, l'ancienne direction s'oppose à la thèse qui prévaut finalement et, au retour en Italie de ses délégués, s'en remet à la commission de fusion en déclinant unanimement sa responsabilité, tout en conservant naturellement les fonctions administratives qui lui étaient confiées. Les arrestations de février 1923 et la grande offensive contre le parti surviennent alors ; finalement à l'Exécutif élargi de juin 1923, l'ancien Exécutif du parti est remplacé par un autre complètement différent, si bien que la démission de certains membres de la direction ne fut qu'une simple conséquence logique de cette situation. En mai 1924, une conférence consultative du parti donnait encore à la Gauche une écrasante majorité contre le Centre et la Droite ; on en arrive ainsi au V° Congrès mondial de 1924.

5° La tradition "ordinoviste" de la direction actuelle.

Le groupe de l'Ordine nuovo fut formé à Turin par quelques intellectuels, qui prirent contact avec les masses prolétariennes de l'industrie

quitte le parti pour fonder le Parti socialiste unitaire. Maximalistes et Terzini (partisans de l'adhésion à l'I.C.) restent par contre unis dans le même parti. Le IV congrès de l'Internationale impose alors au parti communiste, malgré la vive opposition de sa direction de gauche, d'engager des négociations en vue d'une unification avec ce parti socialiste purgé, à son corps défendant, des éléments réformistes. La commission de fusion créee à cet effet n'aboutit cependant à aucun résultat. Le 15 mai 1923, les Terzini commencent à publier un journal, "Pages rouges", et, le 3 août, ils sont finalement expulsés du parti socialiste, se constituent en Fraction de la III^e internationale du Parti socialiste italien, mais sans adhérer pour autant à cette Internationale! Pendant les élections de 1924, ils forment un bloc avec le parti communiste et le 12 février 1924, lorsqu'est fondé le journal "l'Unità" ils sont admis à faire partie de sa rédaction (Buffoni est nommé co-directeur)... bien que la fusion n'ait pas encore eu lieu. Elle se fera finalement au Ve congrès de l'Internationale, qui imposera la solution suivante : le comité central du P.C.I. sera composé de 9 membres de l'ancienne majorité, 4 de la droite, 4 des Terzini, Il est bon de noter en guise de conclusion que toutes ces contorsions et ces manceuvres aboutirent à l'adhésion de ... 3.000 Terzini au parti communiste : misère de la conquête bureaucratique des masses !

alors que la Fraction abstentionniste avait déjà une large audience à Turin même. Dans l'idéologie de ce groupe prédominaient des conceptions philosophiques bourgeoises, idéalistes, héritées en partie de Benedetto Croce, mais qui naturellement évoluèrent par la suite. Ce groupe s'aligna fort tard sur les directives communistes, et toujours avec un résidu d'erreurs lié à ses origines. Il comprit la signification de la révolution russe trop tard pour pouvoir en appliquer utilement les enseignements à la lutte prolétarienne en Italie. En novembre 1917, en effet, le camarade Gramsci publia dans l'Avanti un article dans lequel il soutenait que la révolution russe avait infligé un démenti au matérialisme historique de Marx et aux théories du Capital, et en donnait, lui, une explication essentiellement idéaliste. Le courant d'extrême-gauche auquel appartenait aussi la Fédération des jeunes répliqua aussitôt à cêt article.

L'évolution ultérieure du groupe "ordinoviste" l'amenait à une théorie non marxiste ou non léniniste du mouvement ouvrier, comme le prouve la lecture de l'Ordine nuovo. Cette théorie posait de façon erronée les problèmes de la fusion des syndicats et du parti, de la lutte armée et de la conquête du pouvoir, de la construction du socialisme. Mais surtout, elle maginait une organisation systématique de la classe ouvrière. "non volontaire" et strictement calquée sur le mécanisme industriel de la production capitaliste.

Partant du commissaire d'atelier, ce système s'élèverait jusqu'au conseil d'usine, pour culminer simultanément dans l'Internationale prolétarienne, les Soviets et l'Etat ouvrier qui, ainsi, existerait déjà en son sein avant la chute du pouvoir capitaliste. De plus, dès l'époque bourgeoise, ce système devrait assumer la tâche de construire l'économie nouvelle par le jeu de revendications et l'exercice du contrôle ouvrier sur la production.

Toutes les caractéristiques manifestement non marxistes de cette idéologie, — utopisme, syndicalisme d'inspiration proudhonienne, réformisme visant à une transformation graduelle de l'économie avant la prise du pouvoir —, ont été apparemment abandonnées par la suite pour être remplacées par les positions bien différentes du léninisme. Mais si cette substitution avait été autre chose qu'une façade, elle n'aurait pu s'accompagner d'une rupture, puis finalement d'une lutte contre le groupe dont la tradition de gauche convergeait tout naturellement, comme nous l'avons montré, avec les positions bolcheviques et représentait donc une contribution sérieuse à l'expérience de la classe prolétarienne, et non pas un ensemble d'exercices académiques sur des textes bourgeois. Certes, une étroite collaboration avec la Gauche aurait pu permettre au groupe de l'Ordine nuovo d'évoluer heureusement, mais cette collaboration n'a pas duré. Tout cela donne un tour nettement ironique à la prétention des leaders "ordinovistes" de "bolcheviser' ceux qui, en réalité, les mirent eux-mêmes sur la voie du bolchevisme, du moins si l'on considère les choses sérieusement, en marxiste et non en bureaucrate manœuvrier et cancanier.

Peu avant le Congrès mondial de 1920, les "ordinovistes" s'opposaient à la scission du vieux parti socialiste et posaient tous les problèmes syn-

dicaux d'une façon erronée. Le représentant de l'Internationale en Italie dut polémiquer contre eux à propos des conseils d'usine et de la constitution prématurée des Soviets.

En avril 1920, la section de Turin approuva les thèses de l'Ordine nuovo rédigées par le camarade Gramsci et adoptées par le comité comprenant les "ordinovistes" et les abstentionnistes. Ces thèses, qui sont citées dans la résolution du II Congrès, exprimaient en réalité, à part la question électorale, la pensée de toute la Fraction communiste, qui se constituait alors ; elles ne représentent donc pas la construction théorique propre à l'Ordine nuovo, mais les positions clairement acceptées depuis longtemps par le groupe de gauche du parti.

Les "ordinovistes" se rallièrent pendant quelque temps à la position de la Gauche à l'égard de l'Internationale, mais leur conception divergeait en réalité de celle qu'exprimaient les thèses de Rome, bien qu'ils aient trouvé opportun de les voter.

Le véritable précurseur de l'adhésion actuelle des "ordinovistes" à la tactique et à la ligne générale de l'Internationale fut le camarade Tasca qui détendit la position hostile à la Gauche au Congrès de Rome.

Etant donnés, d'une part, les caractéristiques du groupe "ordinoviste", son particularisme et son goût pour le concret hérité de l'idéologie idéaliste bourgeoise, et d'autre part, la possibilité d'adhésions superficielles et donc incomplètes que permet la méthode de direction de l'Internationale, on doit conclure, quoi qu'il en soit des déclamations sur l'orthodoxie, que l'adhésion théorique (et celle-ci revêt une importance décisive pour les développements politiques réels qui se préparent) des "ordinovistes" au léninisme ne vaut guère mieux que leur ancienne adhésion aux Thèses de Rome.

6° L'œuvre politique de la direction actuelle du parti.

Tout en tenant compte de la situation difficile dans laquelle elle a dû agir, on peut dire que, depuis 1923, la direction du parti a commis les erreurs que nous avons relevées à propos des questions internationales, mais en les aggravant sous l'effet des déviations propres à l' "ordinovisme".

La participation aux élections de 1924 fut un acte politique très heureux, mais on ne peut en dire autant de la proposition d'action commune taite aux partis socialistes, ni de l'étiquette d' "unité prolétarienne" qu'elle a prise. Tout aussi déplorable fut la tolérance excessive à l'égard de certaines manœuvres électorales des "Terzini". Mais les problèmes les plus graves se sont posés à propos de la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti (1).

La politique de la direction reposait sur l'idée absurde que l'affaiblissement du fascisme aurait mis en mouvement d'abord les classes moyen-

⁽¹⁾ Pour tous les événements traités dans ce chapitre, il est bon de se reporter à rotre brochure : La question parlementaire dans l'Internationale communiste.

nes, puis le prolétariat. Cela signifiait d'une part un manque de confiance dans les capacités de classe du prolétariat resté vigilant même sous l'appareil écrasant du fascisme, et d'autre part, une surestimation de l'initiative des classes moyennes. Outre la clarté des positions marxistes en la matière, l'enseignement central tiré de l'expérience italienne prouve que les couches intermédiaires se laissent entraîner d'un côté ou de l'autre et suivent passivement le plus fort : le prolétariat en 1919-20, le fascisme en 1921-22-23, et aujourd'hui, après une période d'agitation bruyante, elles suivent de nouveau le fascisme.

La direction commit une erreur en abandonnant le Parlement et en participant aux premières réunions de l'Aventin (1), alors qu'elle aurait dû rester au Parlement, y faire une déclaration de lutte politique contre le gouvernement et prendre aussi immédiatement position contre le préalable constitutionnel et moral de l'Aventin qui déterminera l'issue de la crise à l'avantage du fascisme. Il n'est pas exclu que les communistes auraient pu en venir à abandonner le Parlement. Mais ils l'auraient fait en donnant à cette démarche leur physionomie propre et dans le seul cas où la situation leur aurait permis d'appeler les masses à l'action directe. C'était alors un moment où se décident les développements ultérieurs d'une situation. L'erreur fut donc fondamentale et décisive pour apprécier les capacités d'un groupe dirigeant. Et elle conduisit à une utilisation très défavorable à la classe ouvrière de l'affaiblissement du fascisme d'abord, puis de la laillite retentissante de l'Aventin.

La rentrée au Parlement en novembre 1924 et la déclaration de Repossi furent bénéfiques comme l'a montré le mouvement d'approbation du prolétariat. Mais elles se sont produites trop tard. Longtemps la direction hésita et elle n'arriva à se décider que sous la pression du parti et de la Gauche. La préparation du parti s'appuya sur des instructions incolores et une appréciation fantastiquement erronée des perspectives (rapport Gramsci au comité central en août 1924). La préparation des masses, tout entière axée non sur la faillite de l'Aventin, mais sur sa victoire, fut la plus mauvaise possible avec l'offre de se constituer en Anti-Parlement que le parti a faite à l'opposition. Une telle tactique tournait avant tout le dos aux décisions de l'Internationale qui n'a jamais envisagé de faire des propositions à des partis nettement bourgeois ; et de plus elle était de nature à nous faire sortir du domaine des principes et de la politique communistes, comme en général de la conception marxiste de l'histoire. Indépendamment des explications que les dirigeants pouvaient donner sur leurs buts et leurs intentions (elles n'auraient jamais eu que des répercussions très limitées), il est certain que cette tactique présentait aux masses l'illusion d'un Anti-Etat luttant contre l'appareil d'Etat traditionnel, alors que dans la perspective historique de notre programme, il n'est pas d'autre base à un Anti-Etat que la représentation de la seule classe productrice : le Soviet.

⁽¹⁾ Après l'assassinat du député socialiste Matteoti par les fascistes, les partis démocratiques abandonnèrent le Parlement, se retirant, comme on dit alors, "sur l'Aventin"

Lancer le mot d'ordre d'un Anti-Parlement s'appuyant dans le pays sur les comités ouvriers et paysans, c'était confier l'état-major du prolétariat à des représentants de groupes sociaux capitalistes, comme Amendola, Agnelli, Albertini.

Outre la certitude qu'on n'en viendrait pas à une telle situation, qui ne saurait être caractérisée que comme une trahison, le seul fait de la présenter comme perspective d'une offre communiste signifie violer nos principes et affaiblir la préparation révolutionnaire du prolétariat.

L'œuvre de la direction prête le flanc à d'autres critiques. On a assisté à un véritable défilé de mots d'ordre qui, non seulement ne correspondaient à aucune possibilité de réalisation, mais pas même à une agitation appréciable en dehors de l'appareil du parti. Le mot d'ordre central sur les comités ouvriers et paysans, justifié de manière contradictoire et confuse, n'a été ni compris ni suivi.

7º Activité syndicale du parti.

Une autre grave erreur a été commise lors de la grève de la métallurgie en mars 1925. La direction ne sut pas prévoir que la désillusion éprouvée par le prolétariat à l'égard de l'Aventin entraînerait une poussée générale des actions de classe, une vague de grèves. Cela l'empêcha d'entraîner la F.I.O.M. (1) plus loin de façon décisive, — comme on avait déjà pu le faire en la poussant à intervenir dans la grève déclenchée par les fascistes, — afin d'aboutir à la grève nationale grâce à la constitution d'un comité d'agitation de la métallurgie s'appuyant sur les organisations locales, qui étaient tout à fait favorables à une grève dans tout le pays.

L'orientation syndicale de la direction ne correspondit pas clairement au mot d'ordre d'unité syndicale au sein de la Confédération, même en tenant compte de sa désorganisation actuelle. Dans l'action à l'intérieur des usines, les directives syndicales du parti se ressentent des erreurs "ordinovistes" : non seulement on a créé ou proposé la création d'organismes multiples et contradictoires, mais encore a-t-on souvent lancé des mots d'ordre dépréciant le syndicat ou niant sa nécessité en tant qu'organe de la lutte prolétarienne.

8° Activité du parti dans les questions paysanne et nationale.

C'est avec juste raison que l'on a lancé le mot d'ordre de formation d'Associations de défense des paysans, mais ce travail a été mené exclusivement d'en haut, par un bureau du parti. Malgré les difficultés de la situation, il faut dénoncer dans cette question le danger que nous fait courir cette conception bureaucratique de nos tâches, que l'on retrouve du reste dans les autres activités du parti.

De justes rapports entre les Associations paysannes et la Confédération du travail doivent être clairement établis : les salariés agricoles forment une fédération adhérant à la Confédération du travail, tandis qu'une

⁽¹⁾ F.I.O.M. : Fédération Italienne des Ouvriers de la Métallurgie.

alliance étroite doit se nouer centralement et localement entre celle-ci et les Associations paysannes de défense.

Toute conception régionaliste, tout "sudisme" en particulier, dont quelques tendances se sont déjà manifestées, doivent être évités dans la question paysanne. Cela vaut également pour les revendications d'autonomie régionale avancées par certains nouveaux partis ; on doit les combattre ouvertement comme réactionnaires au lieu d'entamer avec eux de faltacieuses négociations. La tactique consistant à rechercher une alliance avec la gauche du parti populaire (Miglioli) ou avec le parti des paysans a donné des résultats défavorables (1). Une fois de plus, on a fait des concessions à des hommes politiques étrangers à toute tradition de classe, sans obtenir pour autant le déplacement des masses que l'on espérait, mais en désorientant au contraire une partie de notre organisation. C'est également une erreur que de surestimer la portée d'une campagne parmi les paysans contre l'influence du Vatican ; le problème se pose certainement, mais on le résoud ainsi d'une manière inadéquate.

9° Travail d'organisation de la direction.

La réorganisation du parti, après la tempête fasciste, donna indubitablement de bons résultats. Mais ce travail d'organisation conserva pourtant un caractère trop technique; au lieu d'assurer la centralisation par la mise en vigueur de normes statutaires claires et uniformes, applicables a tout camarade ou comité local, on essaya de l'obtenir par la seule intervention de l'appareil central. On pouvait aller plus loin et rétablir l'élection des comités des organisations de base, surtout dans les périodes les plus favorables de la situation.

L'augmentation puis la diminution des effectifs du parti, ainsi que la facilité avec laquelle s'éloignent de nous des éléments recrutés avec la même facilité durant la crise Matteotti, tout cela prouve que de tels faits dépendent de l'évolution de la situation et non des bienfaits hypothétiques d'un changement d'orientation générale.

Les effets et les avantages de la campagne de recrutement lancée durant un mois (2) ont été exagérés. En ce qui concerne l'organisation par cellules d'usine, la direction devait évidemment appliquer les dispositions générales du Komintern dont nous avons déjà parlé. Mais elle le fit sans directives uniformes, au milieu de contradictions multiples, et c'est seulement à la suite de pressions réitérées de la base qu'on obtint une certaine systématisation.

⁽¹⁾ Fondé après la première guerre mondiale, le parti populaire domina, avec le parti socialiste, la consultation électorale de 1919 ; il peut être considéré comme l'ébauche de l'actuelle démocratie chrétienne. Le parti des paysans formait son aile gauche avant de jouer un rôle indépendant.

⁽²⁾ Le "mois de recrutement" fut lancé immédiatement après l'assassinat de Matteotii, du 15 août au 15 septembre 1925, sur le modèle de la trop fameuse promotion du parti russe dite "Appel de Lénine" qui avait fourni à la direction du parti la masse de manœuvre qu'elle désirait. Les effectifs du parti augmentèrent ainsi de 10.000, alors qu'il ne comptait que 12.000 membres à la fin mai, 14.000 en comptant les Terzini.

Il serait souhaitable que l'on remplace le système des secrétaires interrégionaux par un corps d'inspecteurs établissant un lien direct, politique sinon technique, entre la direction et les organisations de base traditionnelles du parti, les fédérations provinciales. La tâche de ces inspecteurs devrait être surtout d'intervenir activement là où il est nécessaire de reconstruire l'organisation iondamentale du parti, en l'aidant jusqu'à ce qu'elle soit capable de fonctionner normalement.

10° La direction et la question du fractionnisme.

Après le V° Congrès mondial, la campagne de préparation du congrès a été délibérément menée comme une agitation visant à obtenir des camarades, d'une façon expéditive et par la méthode du moindre effort, qu'ils renoncent à leur adhésion aux positions de la Gauche. Et, de fait, la direction n'a pas essayé de mener dans tout le parti un travail de propagande et d'élaboration des directives de l'Internationale en vue de faire progresser vraiment la conscience collective.

On ne s'est nullement préoccupé de savoir si une telle méthode portait tort au parti, si elle l'affaiblissait devant ses ennemis extérieurs. On voulait atteindre à tout prix un objectif intérieur.

Nous avons parlé ailleurs en termes historiques et théoriques de la répression illusoire, par le haut, du fractionnisme. Dans le cas de l'Italie, le V° Congrès avait accepté la requête de la Gauche qui, renonçant à tout travail d'opposition et s'engageant à participer à l'ensemble du travail de parti, à l'exclusion des tâches de direction, réclamait que cessent les pressions dont elle était l'objet. La direction du parti rompit cet engagement par une campagne menée non sur des positions idéologiques ou tactiques, mais sur des accusations de manquement à la discipline portées contre des camarades isolés et développées d'une manière unilatérale devant les congrès fédéraux.

La constitution du comité d'entente (1) à l'annonce du congrès fut un acte spontané visant à éviter des réactions individuelles ou locales pouvant jouer un rôle désagrégateur. Il s'agissait, dans les strictes limites imposées par la discipline et sous la garantie des droits de tous les camarades dans la consultation du parti, de canaliser l'action des camarades de la Gauche en les rassemblant sur une ligne commune dont ils acceptaient l'entière responsabilité. La direction du parti s'empara de ce fait et l'utilisa dans son plan d'agitation. Elle présenta les camarades de la Gauche comme des fractionnistes et des scissionnistes dans une campagne au cours de laquelle il leur fut même interdit de se défendre avant que la direction ait obtenu des comités fédéraux, par des pressions d'en haut, des votes hostiles à la Gauche.

⁽¹⁾ Pour préparer le III' congrès du P.C. d'Italie, les camarades de la Gauche avaient constitué un Comité d'entente. Ce fut l'occasion pour la direction du parti d'ouvrir contre ces camarades une campagne de diffamation basée sur l'accusation de "fractionnisme". Le présidium de l'Internationale sanctionna la manœuvre en donnant l'ordre formel de dissoudre ce comité ; la Gauche se plia à cette décision par discipline en publiant un

Ce plan d'agitation se poursuivit par une épuration fractionniste de l'appareil du parti et des cadres locaux, par la manière dont furent présentés les textes de contribution à la discussion, par le refus opposé aux représentants de la Gauche d'intervenir dans les congrès fédéraux. Les modalités inouïes du vote couronnèrent dignement le tout : tout absent était automatiquement considéré comme ayant voté pour les thèses de la direction.

Quel que soit le résultat d'un tel travail du point de vue de la simple majorité numérique, il n'a pas fait progressé, mais au contraire gravement lésé et la conscience doctrinale du parti, et son prestige auprès des masses. Si les pires conséquences ont été évitées, c'est à la modération des camarades de la Gauche qu'on le doit ; mais s'ils ont subi sans broncher un tel martèlement, c'est uniquement par dévouement à la cause du parti et non parce qu'ils le croyaient le moins du monde justifié.

11° Schéma de programme de travail pour le parti.

Les prémisses dont devraient découler, selon la Gauche, les tâches générales et particulières du parti, sont définies dans les thèses précédentes. Mais il est évident qu'un tel problème ne peut être résolu que sur la base de décisions internationales. La Gauche ne peut donc qu'indiquer le schéma d'un programme à proposer à l'Internationale comme base du travail de sa section italienne.

Le parti doit préparer le prolétariat à la reprise de son activité de classe et de la lutte contre le fascisme en utilisant les sévères expériences qu'il a faites ces derniers temps. Il doit, en même temps, détruire toute illusion sur la portée des changements de la politique bourgeoise ou sur les possibilités d'aide apportée par les classes moyennes urbaines, en se servant des expériences de la période libérale et démocratique pour éviter le renouvellement des illusions pacifistes.

Le parti n'adressera aucune proposition d'action commune aux partis de l'opposition anti-fasciste et ne tentera pas même d'attirer vers la Gauche cette opposition ou les partis dits de gauche.

En vue de mobiliser les masses sur son programme, le parti se fixera une tactique de front unique à la base et suivra attentivement l'évolution

communiqué dont nous donnons quelques extraits : « Accusés de fractionnisme et de scissionnisme, nous sacrifierons nos opinions à l'unité du parti en exécutant un ordre que nous considérons injuste et ruineux pour le parti. Nous démontrerons ainsi que la Gauche italienne est peut-être le seul courant qui considère la discipline comme une chose sérieuse que l'on ne saurait marchander. Nous réaffirmons toutes nos positions précedentes et tous nos actes. Nous nions que le comité d'entente ait constitué une manœuvre risant à la scission du Parti et à la constitution d'une fraction en son sein, et nous protestons à nouveau contre la campagne menée sur cette base sans même nous donner le droit de nous défendre et en trompant scandaleusement le parti. Toutefois, puisque le Présidium pense que la dissolution du comité d'entente éloignera le fractionnisme, et bien que nous soyons de l'avis contraire, nous obéirons. Mais nous laissons au Présidium l'entière responsabilité de l'évolution de la situation intérieure du Parti et des réactions déterminées par la façon dont la direction a administré la vie intérieure... ».

de la situation économique afin de formuler les revendications immédiates. Le parti évitera de poser comme revendication centrale l'avènement d'un gouvernement qui concèderait des garanties de liberté : il ne présentera pas « la liberté pour tous » comme un objectif à atteindre par la classe ouvrière, mais mettra au contraire en évidence que la liberté des ouvriers suppose l'écrasement de la liberté des exploiteurs et des bourgeois. Les syndicats de classe et les autres organes élémentaires du prolétariat étant aujourd'hui saignés à blanc, le parti affrontera ce grave problème en agitant avant tout le mot d'ordre de défense des syndicats rouges traditionnels et de nécessité de leur renaissance. L'action dans les usines évitera de créer des organismes susceptibles d'amoindrir l'efficacité des mots d'ordre sur la reconstitution des syndicats. Tenant compte de la situation actuelle, le parti agira pour le fonctionnement des syndicats dans le cadre des « sections syndicales d'entreprise » qui, représentant une forte tradition syndicale, sont aptes à diriger les luttes ouvrières qui, précisément, peuvent être menées aujourd'hui dans les entreprises. On tentera de faire élire la commission interne (1) illégale par la section syndicale de l'entreprise, sous réserve de revenir, dès que possible, à la commission interne élue par l'ensemble du personnel de l'entreprise.

En ce qui concerne l'organisation dans les campagnes, on peut se référer à la thèse 8.

Toutes les possibilités d'organisation des groupes prolétariens étant utilisées au maximum, on pourra se servir du mot d'ordre des Comités ouvriers et paysans en observant les critères suivants :

- a) Le mot d'ordre de constitution des Comités ouvrier et paysan ne sera pas lancé périodiquement et accidentellement, mais imposé par une vigoureuse campagne à un tournant de la situation qui mette nettement en évidence, aux yeux des masses, la nécessité d'un nouvel encadrement ; ce mot d'ordre pourra alors apparaître clairement comme une directive d'action, et non pas comme une consigne de pure organisation.
- b) Le noyau de ces Comités devra être constitué par des représentants d'organisations traditionnellement reconnues par les masses, même si elles ont été mutilées par la réaction, comme les syndicats et autres organisations analogues, à l'exclusion de délégués politiques.
- c) On pourra lancer par la suite le mot d'ordre de l'élection des Comités, mais il devra être clair dans la première période qu'ils ne sont pas des Soviets, c'est-à-dire des organes du gouvernement prolétarien, mais seulement l'expression d'une alliance nationale et locale de tous les exploités pour leur défense commune.

Quant aux rapports avec les syndicats fascistes qui, aujourd'hui, ne se présentent plus, même d'un point de vue formel, comme des associations

⁽¹⁾ Fondées après la première guerre mondiale, les Commissions internes étaient des organes de lutte à l'intérieur des entreprises, élus par l'ensemble des ouvriers, syndiqués ou non.

volontaires des masses, mais sont de véritables organes officiels de l'alliance entre le patronat et le fascisme, il faut repousser l'idée d'y pénétrer, même dans le but de les désagréger. Le mot d'ordre de reconstruction des syndicats rouges doit s'accompagner d'une dénonciation des syndicats fascistes.

Les mesures d'organisation à adopter dans le parti ont été déjà indiquées en partie ; dans la situation actuelle, elles doivent satisfaire à certaines exigences dont il ne peut être question ici (clandestinité). Il est toute-lois urgent qu'elles soient formulées systématiquement dans des normes statutaires claires et obligatoires pour tous, afin d'éviter la confusion entre une saine centralisation et une obéissance aveugle à des dispositions arbitraires et hétérogènes qui mettrait en péril la solidité réelle du parti.

12° Perspectives sur la situation intérieure du parti.

La situation dans laquelle se trouve notre parti du point de vue politique et organisationnel ne peut trouver de solution effective dans le cadre national : elle dépend de l'évolution politique de toute l'Internationale. Les dirigeants nationaux et internationaux prendraient la responsabilité d'une grave erreur et d'une véritable faute en persistant dans leur méthode insensée qui consiste à soumettre la Gauche à des pressions venues d'en haut et à réduire les problèmes complexes que posent la doctrine et la politique du parti à l'appréciation de conduites individuelles.

La Gauche continuant de rester ferme sur ses positions, on doit permettre à tous les camarades qui entendent ne pas renoncer à ces positions de remplir, dans une atmosphère débarrassée des manœuvres et accusations réciproques, l'engagement loyal qu'ils ont pris d'exécuter les dispositions des organes du parti en renonçant à tout travail d'opposition, mais sans participer toutefois à la direction du parti. Il est évident qu'une telle proposition ne correspond pas à une situation abstraitement idéale, mais il serait périlleux de tromper le parti en lui faisant accroire que les inconvénients d'une telle situation peuvent être éliminés par l'introduction de simples mécanismes d'organisation ou par l'effet de positions personnelles. Ceux qui emprunteront cette voie auront à répondre d'un grave attentat contre le parti.

C'est seulement en sortant le problème de ce cadre mesquin pour le poser dans toute son ampleur devant le parti et l'Internationale que l'on pourra vraiment éviter que l'atmosphère étoussante du parti s'alourdisse encore et lui permettre d'aller vers un dépassement de toutes les difficultés dans lesquelles il se débat aujourd'hui.

LA VIE DU PARTI:

Réunion Interfédérale

Le rassemblement périodique, trois fois l'an en général, des délégués de toute l'organisation fait désormais partie des traditions bien établies du Parti. Ayant dépassé les débats contradictoires et polémiques autour de thèses opposées, et donc les délibérations et les votes qui les accompagnent, ces réunions ont pour but de transmettre les leçons historiques du passé aux jeunes générations, à l'avant-garde destinée à s'insurger finalement contre la purulente société vapitaliste que nous subissons. L'académisme et l'érudition n'y ont point leur place, car c'est le bilan dynamique (dirigé, donc, vers les batalles révolutionnaires à venir) de la lutte de forces historiques réelles qu'il s'agit de faire, même, et peut-être surtout, si les forces communistes en sont sorties vaincues.

Comme des raisons contingentes nous avaient empêchés de tenir notre réunion générale normale durant l'été 1966, nous avons consacré, avant de reprendre notre cycle habituel de trois réunions générales par an, une réunion spéciale à un large bilan de l'activité du parti dans tous les secteurs : travail théorique, presse internationale (rédaction et diffusion), brochures en différentes langues illustrant nos positions fondamentales, plan des futures réunions générales action de propagande et de prosélytisme, intervention dans les luttes économiques et dans les organisations syndicales, situation financière, etc...

Cette réunion, dite "inter-fédérale" pour la distinguer des réunions générales habituelles et pour marquer son caractère plus restreint et en quelque sorte "technique", s'est tenue à Milan les 24 et 25 décembre 1966. L'affluence des camarades, toutefois, dépassa les prévisions, confirmant l'intérêt que prend tout le Parti à une vision d'ensemble de l'état dans lequel se trouve l'organisation, des résultats obtenus, des difficultés à surmonter et des problèmes courants que pose le fonctionnement organique de notre réseau international. La réunion ne pouvait évidemment se limiter à une froide et monotone énumération de "faits", dans le style bureaucratique des "partis de masse"; elle devait au contraire se relier aux réunions passées et à celles qui sont en préparation.

Un rapport général consacré à l'activité organique du parti sur la base de la tradition de la Gauche communiste a permis d'établir ce lien. S'inspirant des "Thèses de Lyon" que nous publions dans ce même numéro et de nombreux textes, anciens ou récents, de notre courant, ce rapport a mis en évidence notre conception globale de la nature et du rôle du parti, qui se fonde non seulement sur une doctrine et un programme uniques et invariables, mais encore sur un système complet et définitif de règles tactiques. Ce rapport concluait avec force que c'est sur la maîtrise de ces instruments indispensables que nous basons la saine centralisation de notre organisation, aussi éloignée du caporalisme que du démocratisme, et sa capacité de résoudre réellement, dans la dynamique de son propre développement et non par quelque recette statutaire, les problèmes posés par son propre fonctionnement. Dans le cadre de ce rapport général, toutes les questions vitales pour le Parti ont été traitées dans leurs grandes lignes.

C'est dans la même perspective qu'ont été également présentées les données les plus récentes concernant notre analyse du développement de l'économie capi-

taliste dans les zones-clés du monde bourgeois contemporain (nos lecteurs pourront du reste prendre connaissance des résultats de ce travail dans nos prochains numéros). Jusqu'à présent, ce travail, développé systématiquement dans toutes les réunions générales, a poursuivi deux objectifs. D'abord, analyser la structure économique et sociale de la Russie, afin de démolir la prétention affichée par les dirigeants de l'Etat soviétique et des partis qui lui sont liés de "construire le socialisme", et de prouver du même coup que le capitalisme s'y développe au contraire, avec toutes les conséquences, d'ordre politique également, qui en découlent. Etudier ensuite les rythmes de développement de l'économie capitaliste, à l'Est comme à l'Ouest, afin de montrer qu'elle est soumise à la loi de décroissance du taux d'augmentation de la production, qui n'est que la manifestation de la tendance à la baisse du taux de profit. Ces démonstrations, loin d'être purement "théoriques", sont au contraire éminemment politiques et polémiques, dans la mesure où elles fournissent des "armes critiques" à l'avant-garde en montrant que la société capitaliste prépare inéluctablement, bien qu'avec lenteur, les conditions d'une "critique par les armes".

En cette matière, on peut dire que désormais l'essentiel a été fait, et que les résultats de notre recherche sont définitivement acquis ; une mise à jour périodique de notre documentation suffit. Il s'agira donc à l'avenir d'élargir les recherches menées jusqu'ici pour montrer que les "économies nationales" que nous avons étudiées avec soin nouent entre elles des rapports de plus en plus étroits sur le marché mondial ; on trouve dans ce processus la base objective des idéologies à la mode — coexistence, pacifisme, etc... — ,mais surtout la certitude que cette interdépendance croissante des économies des divers pays, cette internationalisation effective du mode de production dominant mène directement à son écroulement final.

Une présentation synthétique, se référant plus particulièrement à la "révolution culturelle", de nos positions à l'égard de la Chine et un aperçu sur le travail en cours pour la rédaction du second volume de l'Histoire de la Gauche communiste (qui couvrira le période allant de 1919 aux premiers mois de 1921 et englobera donc le II° congrès de l'Internationale communiste), ont occupé la fin de cette réunion, qui aura constitué une sorte de pont vers la prochaine réunion générale qui se tiendra les 30 avril et 1er mai 1967 dans l'habituelle atmosphère de stricte concordance de tous les camarades et de toutes les sections dans une activité collective qui se passe de grands "noms" et n'accorde aucun droit d'auteur, n'érige aucun piédestal à l'un quelconque de nos militants, car elle unit la lutte des générations révolutionnaires passées à celle des générations actuelles et à venir.

Intervention dans les luttes syndicales

Notre Parti a fait un long travail d'étude et de critique de la politique des partis opportunistes qui dominent la classe ouvrière et inspirent les syndicats, comme en témoignent les textes parus dans Le Prolétaire en France et Spartace en Italie. A la suite de ce travail, nous avons tracé une perspective précise et immédiate qui se résume en deux objectifs essentiels que le mouvement ouvrier devra atteindre s'il veut abattre le pouvoir politique du capitalisme. Ces deux objectifs sont la constitution d'un parti communiste révolutionnaire mondial unique et l'organisation d'une opposition révolutionnaire au sein des syndicats ouvriers encore susceptibles d'être orientés contre le capitalisme. Il est évident que les deux luttes pour atteindre l'un et l'autre but sont complémentaires et

simultanées, car dans la mesure où on s'acheminera vers la constitution du parti. on verra aussi son programme se répandre au sein du prolétariat organisé. Mais tout cela ne se vérifiera pas inéluctablement, par décret fatal de l'histoire qui. bienveillante à l'égard des communistes internationalistes, les inviterait à prendre, un jour établi à l'avance, la direction de l'humanité devenue tout à coup révolutionnaire. Certes, l'anarchie de la production capitaliste, le contraste aigu entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation provoqueront la débâcle économique et sociale du régime capitaliste actuel. Ce fait décisif est certain, et c'est sur lui que se fonde la volonté révolutionnaire du parti. Mais cette volonté se manifeste dans la tactique et dans l'organisation, c'est-à-dire dans le choix des moyens et des formes idoines pour réaliser les principes du programme, bref, dans la lutte politique contre les ennemis du communisme. Depuis des dizaines d'années, la réaction capitaliste et la contre révolution opportuniste des partis soi-disant ouvriers coexistent sur la base d'un accord tacite de collaboration pour repousser la menace de la révolution prolétarienne. Dans le cadre de cette stratégie, partis bourgeois et opportunistes sont en train de mûrir le projet d'attacher solidement le mouvement ouvrier à l'Etat. em recourant à une méthode introduite par le fascsime et qui consiste à étatiser ou "fasciser" les organisations syndicales de classe après les avoir réduites, au cours de dizaines et dizaines d'années à l'état d'organisations politiquement amorphes, obnubilées par la conquête d'avantages immédiats misérables et éphémères, tels que la revalorisation des salaires maintenus par le capital à un bas niveau, et insuffisants.

Le capitalisme international et l'opportunisme savent bien que les conditions de la grande crise du régime sont en train de mûrir et qu'ils ne pourront en sortir vatinqueurs qu'à la condition de tenir la classe ouvrière prisonnière de positions démocratiques, réformistes et immédiatistes l'empêchant de salsir le sens historique de la crise et d'abandonner les politiciens contre-révolutionnaires qui la dirigent.

En réplique à ce plan de la conservation capitaliste, le parti de classe (c'està-dire notre parti) a adressé au prolétariat, en Ita'ie, un appel mettant en relief les buts politiques des directions syndicales, qui consistent à lier, non seulement idéologiquement mais organiquement, les ouvriers au régime politique capitaliste, après être parti des conditions économiques immédiates combien difficiles dans lesquelles ceux-ci vivent aujourd'hui et qui sont rendues encore plus précaire par la politique des Centrales Syndicales visant à sauver le portefeuille du patron tout en gardant la face devant les ouvriers, et qui se manifeste dans des augmentations dérisoires, à la fin des grèves fragmentées dans le temps et l'espace, de grèves interminables et démoralisantes. Non contents que l'ouvrier subisse le despotisme patronal comme salarié, les syndicats ont voulu renforcer encore cette dépendance sur le plan syndical : 1) en concluant avec les directions des entreprises des accords, intégrés dans les contrats nationaux de catégories, aux termes desquels l'administration patronale est chargée de percevoir pour le compte des syndicats la cotisation mensuelle des ouvriers ; 2) en formant des Commissions Paritaires entre représentants ouvriers et patronaux pour empêcher par des moyens pacifiques les conflits d'entreprises en imposant au personnel de celles-ci les compromis " légalement " concluset en détournant les ouvriers de recourir à la grève et à l'action directe.

Le parti a dénoncé au prolétariat la signification politique de tels accords, soulignant qu'ils constituent des pas décisifs vers la "légalisation" des syndicats c'est-à-dire leur subordination complète à l'Etat et à l'élimination des ultimes caractères de classe des organisations professionnelles. Pourtant, une simple critique de cette stratégie opportuniste n'est pas suffisante. Elle doit s'accompagner

de propositions révolutionnaires précises que le parti a le devoir de présenter aux prolétaires qui ne sont sans doute pas en mesure de comprendre la signification précise et ultime de la politique opportuniste, mais qui, dans certaines couches du moins, flairent déjà le piège qui se dissimule derrière ces manœuvres des Centrales syndicales. En révélant les plans criminels des chefs syndicaux, en mettant en garde les travailleurs contre cette politique inspirée par les faux partis socialo-communistes, le parti vise à la destruction de leur pseudo organisation de lutte économique et immédiate, et il pose ouvertement devant la classe ouvrière l'alternative tragique à laquelle elle ne saurait échapper : ou les prolétaires conscients se feront les promoteurs d'un mouvement d'opposition révolutionnaire au sein des syndicats pour faire obstacle à l'œuvre de désagrégation des chefs, ou bien le capitalisme aura les mains libres pour écraser la classe ouvrière sous le poids de ses contradictions incurables.

Le parti n'a pas la présomption de croire que cet appel rencontrera des échos immédiats ,et encore moins qu'il sera accepté par les grandes masses. Il vise uniquement à donner une orientation précise, sur la base des conditions matérielles réelles, orientation qui s'oppose du tout au tout à la politique défaitiste et contre-révolutionnaire des bureaucraties politiques et syndicales officielles que seules les contradictions profondes qui déchirent la classe ouvrière rendent possibles. C'est l'unique orientation révolutionnaire qui soit proposée aux ouvriers, et elle est susceptible de constituer une condition préalable de la formation d'un front ouvrier entre les prolétaires disposés non seulement à lutter contre le patronat, dans les formes classiques et traditionnelles de la classe ouvrière, mais aussi à résister pied à pied aux sommets des partis politiques et aux bureaucraties syndicales en organisant au sein des syndicats une opposition tendant à prendre la tête du mouvement sur la base du programme révolutionnaire et communiste de notre parti. Cela répond parfaitement à la réalité historique dans laquelle se trouve la classe ouvrière puisque les syndicats n'ont d'autre possibilité que de devenir prisonniers de l'Etat, si aucune résistance ouvrière ne se détermine en leur sein ou bien d'échapper, par la lutte ouvrière et elle seule, à cet emprisonnement fatal. Dans le premier cas un front révolutionnaire deviendrait un pôle d'attraction et le noyau fondamental à partir duquel pourraient se reconstituer des syndicats rouges ; dans le second, il permettrait de rendre aux syndicats existants une direction de classe.

Dans cette perspective, le Parti ne propose aucun bloc politique avec les groupes dissidents des partis socialo-communistes actuels, car il n'entend pas troquer l'intégrité de son programme et de son organisation contre un succès éventuel, qui, sans cette intégrité, serait voué à une fin honteuse et ne ferait qu'accroître la confusion au sein de la classe. Il n'admet pas davantage qu'un bloc quelconque — ou le parti politique lui-même — puisse assumer la fonction propre au syndicat et il ne vise ni à constituer un syndicat communiste de son chef, par décision arbitraire, ni à transformer les actuels syndicats jaunes et réformistes en syndicats de classe et communistes par "persuasion". C'est seulement dans la mesure où la classe ouvrière se réveillera de son état actuel de torpeur économique et politique et où elle tentera de se débarrasser du manteau de plomb que fait peser sur elle la trahison opportuniste des chefs — et uniquement dans cette mesure qu'un front prolétarien révolutionnaire pourra se constituer à l'intérieur des syndicats.

C'est dans ce sens que les communistes révolutionnaires entendent travailler au sein des organisations économiques ouvrières, en montrant inlassablement aux prolétaires cette nécessité urgente, et en apportant dans cette lutte l'expérience historique irremplaçable cristallisée dans le parti de classe et dans le programme communiste marxiste.

Contre l'asservissement du syndicat

Aux termes d'accords passés avec le patronat, les centrales ouvrières en Italie, confient désormais la perception des cotisations syndicales aux chefs a'entreprise qui les prélèveront sur les salaires des ouvriers. Jamais l'opportunisme n'était allé aussi loin dans la voie de la soumission à l'adversaire de classe. Que cette mesure, autrefois imposée par la loi fasciste, revoie le jour sous le signe de la république parlementaire, voilà qui en dit long sur le contenu totalitaire de cette même république gagnée au

prix de millions de morts.

Il s'agit en effet d'un phénomène général tendant à rendre toujours plus étroit et plus despotique le contrôle des organisations ouvrières par la dictature du capital : en Italie les tonds syndicaux vont dépendre de la comptabilité patronale, en France ces mêmes fonds seront obtenus par la subvention gouvernementale dont la C.G.T. "communiste" réclame énergiquement sa part. Ainsi l'évolution opportuniste du mouvement syndical le conduit à son échéance logique qui est la perte de toute indépendance morale et matérielle à l'égard des forces sociales qu'il a pour mission de combattre. C'est une soumission qui ne survient pas par hasard. Préparée par vingt années de luttes trahies, rendue possible par la division et le découragement des masses ouvrières, elle s'avère indispensable, pour la bourgeoisie capitaliste, au moment où apparaissent les premiers symptômes de la grande crise économique de demain. Avant que l'actuelle "prospérité" se soit éteinte, le capital entend ligoter et s'assujettir

tout le réseau de l'organisation syndicale sur lequel pourrait s'appuyer une future reprise de la lutte prolétarienne. La décision des centrales italiennes va cyniquement au-devant de ce désir et c'est pourquoi nos camarade, en Italie, ont déployé le maximum d'efforts pour la combattre. Pour que l'accord conclu entre syndicats et patronat prenne effet, il fallait que les ouvriers acceptent de donner délégation au patron pour effectuer le prélèvement de la cotisation sur leur salaire. Nos camarades. sans s'illusionner sur leur chance de succès, mais en tenant compte d'une certaine hostilité instinctive des travailleurs à l'égard de la mesure adoptée, appelèrent les salariés, dans le tract reproduit ci-dessous, à refuser de signer cette délégation et à ne payer leur cotisation, comme par le passé, qu'aux responsables syndicaux.

Le fait que les directions syndicales aient saisi ce prétexte pour exclure du syndicat plusieurs membres de notre parti n'est pas non plus le fait du hasard. De même que notre parti, en dépit de la modicité de ses forces, a senti qu'il était absolument nécessaire de déclencher la bataille sur ce point, de même la clique des bureaucrates a compris que, pour que la manœuvre réussisse, il fallait à tout prix éliminer nos camarades. Ce qui prouve que l'organisation politique de classe est seule capable de résister à la domestication de l'organisme de défense immédiate des ouvriers, que notre parti est l'embryon de cette organisation et que les renégats du communisme dégénéré le savent fort

bien.

Prolétaires! Travailleurs!

Plus d'une année d'agitations, de dizaines de millions d'heures de grève, de luttes menées avec une combativité admirable n'ont eu pour résultat que de vous plier aux pactes honteux conclus sur votre dos entre les centrales syndicales et le patronat capitaliste. La plupart d'entre vous ont dû accepter des accords syndicaux inspirés par le chantage, la duplicité, la servile acceptation de la dictature patronale, la continuation d'une pratique corporatiste destinée à emprisonner les syndicats dans les réseaux serrés de l'Etat capitaliste.

A des directions syndicales mesquines et veules, à la fois corruptrices des travailleurs et méprisantes à leur égard, les cartels patronaux ont imposé une

tactique basée sur un relèvement de salaires tournant autour de 5 %. Ainsi la Confindustrie (1), protégée par les cris inoffensifs des bonzes syndicaux, a pu réaliser son grand objectif, « l'accord-cadre » qui consiste à accorder de minuscules augmentations de salaires (pour la plus grande partie des travailleurs elles ne couvrent même pas les pertes des heures de grève), tout en s'assurant une paix sociale de trois longues années dans les entreprises. Pour obtenir ce moyen de vous exploiter sans subir la mo'ndre entrave dans la production et sans devoir affronter d'autres luttes partielles, la Confindustrie a favorisé et intensifié une politique de collaboration avec les centrales syndicales, en reconnaissant au syndicat une fonction de conciliation entre les ouvriers et les directions patronales et en mettant à leur disposition l'appareil administratif des entreprises pour percevoir les cotisations syndicales.

L'institution des tristement célèbres Commissions paritaires aurait la prétention de résoudre par la collaboration de classe entre patrons et ouvriers les contestations touchant au montant des salaires aux pièces, des primes de production et de qualification, au taux des heures supplémentaires, tout en excluant la lutte vive et ouverte des trava'illeurs pour la défense de leurs propres droits. Ces Commissions paritaires, nées sur le terrain de la collaboration entre syndicats et directions d'entreprise, constituent la prémisse certaine d'une transformation des syndicats ouvriers en corporations parafascistes et d'une promotion des bonzes syndicaux au grade de fonctionnaires de l'Etat.

Prolétaires! Travailleurs!

Ces "victoires contractuelles", comme les définissent impudemment les dirigeants syndicaux, sanctionnent en fait la collaboration déclarée entre le syndicat et l'entreprise, une alliance qui doit permettre aux chefs syndicaux de rafler avec l'aide de l'organisation coercitive patromale cette contribution qu'ils sont incapables d'obtenir par l'adhésion volontaire des travailleurs. De cette façon les bonzes syndicaux voient leur rétribution assurée, mais en même temps, ils offrent à l'entreprise tous les renseignements concernant l'organisation syndicale. Ils mettent aux mains de la direction la liste des ouvriers inscrits au syndicat; ils lui permettent de connaître les rapports de force dans les rangs des travailleurs; ils lui font connaître le nom des syndiqués et à quel syndicat ils sont inscrits, la renseignent sur le nombre d'inorganisés; ils lui donnent ainsi le moyen d'influer sur les rapports ex'stant entre les divers syndicats en effectuant des licenciements et des suspensions, en appliquant des mesures disciplinaires de toute sorte et, s'il le faut, en s'en prenant aux syndicats eux-mêmes par le refus de prélever la cotisation ouvrière ou même de la reverser à la caisse syndicale.

La "délégation" donnée à l'entreprise en vertu des contrats scélérats ainsi signés est une grave concession faite au patronat capitaliste. Un syndicat contraint d'utiliser l'appareil administratif patronal pour payer ses fonctionnaires et bureaucrates est un syndicat qu'i sait qu'il ne jouit plus de la confiance des masses laborieuses parce qu'il sait qu'il n'en défend plus les intérêts. C'est un syndicat qui perd toujours davantage tout contenu de classe. Pareil syndicat avoue ainsi pratiquer une politique de soutien des intérêts capitalistes et n'exprime plus que les intérêts d'une caste de bureaucrates, de dirigeants qui, en vue de s'assurer des ressources, des privilèges et des immunités livrent l'organisation syndicale au patronat et ne sont donc rien d'autre que des vendus.

A quoi sert donc la protection patronale et contre qui est-elle dirigée? Elle sert aux bonzes syndicaux et à leur patron, la direction d'entreprise. Elle leur sert à tous, contre vous, ouvriers, pour vous faire accepter les accords les plus honteux, pour vous dépouiller, pour vous river à votre condition d'esclaves salariés, pour vous clouer à l'entreprise, vous laissant à la merci de chefs repus par

une extorsion organisée et légale.

⁽¹⁾ Organisation patronale industrielle.

Ces dirigeants ne sont plus qu'une bande de gangsters qui s'est superposée au syndicat ouvrier et s'en sert pour sa méprisable carrière politique.

Prolétaires! Travailleurs!

Ce sont là les résultats de la soi-disant politique d'unité syndicale, d'union des bonzes opportunistes avec les démocrates chrétiens, c'est-à-dire avec les bourgeois déclarés ; des bonzes de la C.G.I.L. et de l'U.I.L. avec ceux de la C.I. S.L. (1) ; des bonzes militant dans les faux partis ouvriers avec ceux qui militent dans les vrais partis des patrons

Après que la démocratie lui eût ouvert la voie, le fascisme en chemises noires employa la tactique directe, ouverte, de la destruction matérielle de vos organisations de classe; il tua vos dirigeants pour vous imposer la dictature impitoyable du Capital. La démocratie, elle, emploie les armes hypocrites de la corruption et de la duplicité des chefs félons, la trahison de vos propres dirigeants pour maintenir et réaffirmer cette même dictature : elle est la continuatrice du fascisme.

Sur le chemin de la trahison, vos dirigeants officiels sont arrivés si loin que seule votre fierté de prolétaires, votre orgueil de classe peuvent sauver vos syndicats du péril qui les menace : être à jama's capturés par l'Etat capitaliste. Ils intriguent maintenant pour constituer une Centrale syndicale unique de laquelle ils veulent exclure les révolutionnaires, les prolétaires communistes sincères, en abolissant leur courant politique au sein de vos organisations, afin que la carte syndicale, tout comme au temps du fascisme déclaré, ne soit plus qu'une carte de pain.

C'est contre une telle stratégie, échaffaudée et réalisée par l'alliance conclue entre les bonzes et le régime bourgeois, que vous devez organiser vos forces, reprendre les luttes directes, refuser la pratique des grèves limitées, rejeter le salaire aux p'èces, les primes, toutes ces formes de rétribution à l'aide desquelles le patronat vous écrase. Refusez la délégation au patron et versez directement les cotisations au syndicat. Exigez des dirigeants qu'ils justifient l'emploi de l'argent pour l'equel vous avez sué. Demandez-leur le montant de leur rétribution et quelles sont leurs fonctions. D'spersez la bande de parasites qui pullulent dans vos syndicats comme dans un ministère bourgeois. Refusez de reconnaître toute décision provenant des Commissions paritaires et fiez-vous au contraire à la lutte directe pour défendre vos intérêts.

PROLETAIRES! OUVRIERS! CAMARADES!

Pour le syndicat rouge, à la porte les bonzes de la C.G.I.L. Pour le syndicat de classe, à bas l'unification avec les chefs bourgeois de la C.I.S.L.

Pour la reprise de la lutte révolutionnaire de classe, vive le Programme Communiste et son Parti Communiste International.

Janvier 1967 Le Parti Communiste International

⁽¹⁾ C.G.I.L.: Confédération Générale Italienne des Travailleurs, équivalent de la C.G.T. française; l'U.I.L. correspondant à F.O. en France et la C.I.S.L. à la C.F.D.T.

PUBLICATIONS PERIODIQUES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

le prolétaire

journal mensuel

Le numéro : 40 Centimes — 4 FB — 50 Lires Abonnement annuel : 4 F — 40 FB — 800 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 2,50 F — 25 FB — 300 Lires

Abonnement annuel : 9 F — 90 FB — 1.200 Lires Abonnement combiné "Programme Communiste" - "Le Prolétaire" :

12 F - 120 FB - 2.000 Lires

Abonnement de soutien : 20 F — 200 FB — 2.500 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

et

spartaco

bulletin mensuel de lutte syndicale encarté dans "il programma comunista"

Le numéro : 50 Lires — 40 Centimes — 4 FB

Abonnement annuel 1.500 Lires — 12 F — 120 FB Abonnement de soutien 2.000 Lires — 18 F — 180 FB

Correspondance et commandes à "Programme Communiste"
B. P. 375 Marseille-Colbert (France)

Versements à "Programme Communiste" - C.C.P. 2202-22 Marseille

-0-

Directeur-gérant : F. GAMBINI

Imp. "Lino-Imp.", 1, 3 et 5, bd Desplaces - Marseille (X°)
Distribué par les N. M. P. P.